

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

DU MÊME AUTEUR

Reconsidérer la richesse, Éditions de l'Aube, 2004.

Démocratie, passions, frontières, Éditions Charles-Léopold Mayer, 1996.

L'Évaluation des politiques et des actions publiques, La Documentation française, 1990.

Pour une nouvelle culture politique (en collaboration avec P. Rosanvallon), Seuil, 1977.

Attention Illich, Éditions du Cerf, 1976.

Patrick Viveret

Pourquoi
ça ne va pas plus mal ?

Fayard

*À Claire, 6 ans, Thomas, 8 ans,
et Neil, 5 ans, à qui je voudrais
transmettre le désir de vivre inten-
sément leur voyage d'humanité
sur cette planète magnifique et
fragile.*

Ce livre a été écrit avant la catastrophe de Noël 2004. Mais cette tragédie, consécutive au raz-de-marée qui a dévasté toute une partie du sud de l'Asie, a favorisé en retour l'émergence de cette conscience planétaire pour laquelle plaide le texte que l'on va lire. En quelques jours, des projets qualifiés d'utopiques, tels que l'instauration d'un impôt destiné à financer une forme de protection civile mondiale, se sont imposés dans le débat. La question de l'usage des budgets militaires gigantesques (1 000 milliards de dollars annuels !) a été posée avec force dès lors qu'à l'évidence ces sommes et ces moyens (en particulier les hélicoptères) seraient infiniment mieux employés s'ils servaient à faire face à la double menace réelle qui pèse sur l'humanité : les catastrophes écologiques ou technologiques majeures d'une part, l'ensemble des risques que fait courir à l'humanité sa propre logique auto-destructrice d'autre part.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Puisse ce drame servir de révélateur et convaincre un nombre croissant de citoyen(ne)s et de responsables de tous les pays, de tous les continents, que l'humanité est placée à l'un des tournants les plus décisifs de sa jeune histoire. Cessons de nous laisser enrôler dans les logiques meurtrières des guerres, qu'elles soient religieuses ou économiques. Arrêtons de penser nos questions contemporaines avec la grille de lecture de la géopolitique ou celle de l'économie du XIX^e siècle, toutes deux construites sur l'obsession de la compétition. Consacrons l'essentiel de notre énergie à inventer les formes de cette citoyenneté planétaire qui donnera à l'aventure humaine la possibilité non seulement d'assurer sa survie biologique, mais plus encore d'accéder à un niveau qualitativement supérieur de l'histoire de la conscience.

C'est à ce projet, qui touche aussi bien l'intime de nos vies personnelles que le cœur des transformations collectives à promouvoir, que ce livre entend contribuer.

À l'équipe de Transversales Science Culture, et tout particulièrement à celles et ceux qui ont accepté de relire ce manuscrit : Philippe Aigrain, Laurence Baranski, Henryane de Chaponay, Valérie Peugeot, Jacques Robin, Joël de Rosnay, Armen Tarpinian, Celina Whitaker.

À Henri Trubert, qui, chez Fayard, nous accompagne avec passion et exigence dans cette aventure intellectuelle collective.

À Dominique, ma compagne de vie, qui m'a décidé à écrire et constamment soutenu de ses conseils.

Préface

Un autre regard sur le monde : de l'anticipation à l'action

« Il est grand temps, nous semble-t-il, de prendre du recul. Ce monde sera tel que nous le ferons, pour le meilleur ou pour le pire. L'homme acteur de l'histoire tranchera mais encore faut-il qu'il sache où il veut, et peut, aller... »

René PASSET.

« Une société peut être dite nouvelle quand il y a transformation structurelle dans les relations de production, dans les relations de pouvoir, dans les relations entre les personnes. »

Manuel CASTELLS.

Nous vivons une révolution comme l'humanité en a connu bien peu dans son histoire, un véritable « changement d'ère » dont nous arrivons difficile-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ment à prendre toute la mesure : l'entrée dans l'ère de l'information, de la communication et de la commande. On examine généralement cette rupture majeure à travers les technologies de l'information et de la communication, ou sous l'angle global de la « société de l'information ». Même si effectivement le développement des réseaux globalise la planète, que ce soit pour l'information, le commerce ou les relations sociales et politiques, l'essentiel de la révolution anthropologique que nous vivons ne rend pas compte du fait que ce sont bien « les règles du jeu qui changent, les forces productives, les processus de valorisation, les rapports sociaux, nos représentations, nos valeurs et jusqu'à nos horizons collectifs » (Jean Zin).

Les grilles de lecture de cette nouvelle ère sont principalement celles de la complexité et de la transversalité, dont nous n'avons pas encore la culture. La complexité défie nos méthodes traditionnelles d'analyse et d'action. Notre raisonnement face à elle reste analytique, notre vision du monde disciplinaire, nos connaissances de nature encyclopédique. Nous continuons à explorer de manière linéaire les données du passé, alors que les évolutions actuelles sont non linéaires, exponentielles, en constante accélération. Du côté des hommes politiques, des économistes et des organisateurs du monde, la complexité des situations est abordée avec des méthodes et outils intellectuels inspirés de ceux des XIX^e et XX^e siècles, en référence à des évolutions homogènes, à un monde stable où les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Or les effets réagissent sur leur cause. Les processus, réseaux, systèmes s'enchevêtrent aujourd'hui dans

PRÉFACE

un maillage inextricable. L'analyse cartésienne découpant la complexité en éléments simples ne suffit plus à rendre compte de la dynamique des systèmes et de leur évolution. Apte à isoler les facteurs déterminants dans le fonctionnement de tel ou tel mécanisme, cette analyse échoue dans la compréhension des processus d'auto-organisation et d'autosélection.

La méthode systémique née dans les années 1950 complète la démarche analytique traditionnelle. Au cours des vingt dernières années, une forme de synthèse a été réalisée entre ces diverses approches. Elle jette un regard neuf sur les systèmes physiques, biologiques, sociaux et écologiques. Une nouvelle compréhension de la nature est en train de naître du fait de l'utilisation de ces outils : on cherche à comprendre par la synthèse plutôt que par l'analyse. Notre place et notre rôle dans l'univers deviennent ainsi plus compréhensibles, fondant et légitimant toute action consciente. Notre gestion du monde est en effet restée sourde et aveugle au grand courant qui façonne l'écosphère, la biosphère et la technosphère. L'intégrer désormais à notre analyse implique plusieurs disciplines et plusieurs domaines différents. La responsabilité humaine prend alors tout son sens. Elle doit désormais tenir compte des contraintes de la nature pour mieux en tirer parti.

Il nous faut donc de nouveaux outils, de nouvelles méthodes de pensée pour aborder une évolution dont nous sommes les acteurs principaux. Porter un « autre regard sur le monde » : voilà l'objet principal des ouvrages qui vont paraître dans cette nouvelle collection.

Les modes d'organisation de nouvelles sociétés

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ne peuvent plus être imaginés à partir des seuls leviers que sont la « domination » au niveau relationnel et le « marché » du point de vue des échanges. Nous avons à intégrer en permanence l'approche transversale et transdisciplinaire, ainsi que la recherche de la qualité de la vie. Le Groupe de réflexion inter et transdisciplinaire (GRIT) s'essaie à situer les changements et les transformations à plusieurs niveaux d'interdépendance entre l'homme, les organisations, la société et l'écosystème. Deux termes dialogiques et complémentaires, « alertes » et « émergences », symbolisent la nécessité de comprendre la montée de périls majeurs pour l'humanité et la biosphère. Ils conduisent à proposer des actions collectives fondées sur la cogestion et la corégulation citoyennes afin de construire de manière solidaire l'avenir des sociétés humaines.

Nous sommes en effet confrontés à des dangers d'une gravité inédite pour l'humanité et la biosphère. Les actions envisagées par les politiques ont démontré leur inefficacité : nouvelles formes de violence et de barbarie, montée du terrorisme, accroissement des inégalités, de l'exclusion, de la pauvreté, montée des intégrismes et risque de « guerre des civilisations » liée à l'intolérance, à l'intransigeance et au racisme, tentation d'une « post-humanité », avec ses nouveaux risques bio, info, éco, nanotechnologiques, dérèglements climatiques, incapacité de gérer l'eau potable, grandes pandémies.

Différentes raisons expliquent cette situation :

- *la détérioration de nos rapports avec la nature* : nous sortons d'une période où nous pensions que la nature était gratuite et nous était donnée, mais la manière dont nous produisons et consommons

PRÉFACE

rend impossible une coévolution fructueuse avec elle ;

- *la détérioration de nos rapports avec l'économie* : la dimension nouvelle de la matière qu'est l'« information » modifie radicalement nos technologies, nos modes de production et nos échanges. Un recours généralisé à l'économie de marché renforce les disparités et les écarts aux niveaux tant national que planétaire, alors qu'il faudrait s'ouvrir à une économie plurielle non pas seulement *de* marché mais *avec* marché, une économie qui utiliserait des indicateurs qualitatifs, qui réformerait les comptabilités publiques et mettrait en route de nouveaux systèmes d'échanges ;

- *la détérioration de nos rapports à la société* (le « vivre-ensemble ») : de nouvelles connaissances émergent et nécessitent des mutations sociales et culturelles : un désir de mondialisation qui ne soit pas seulement fondé sur l'économisme, une volonté de faire de la politique « autrement », la conscience du risque pour la science d'être récupérée par le scientisme, une connaissance accrue de nos modes de fonctionnement, de pensée, la découverte chaque jour de nouveaux savoirs sur l'univers, l'affirmation enfin en partie reconnue du rôle des femmes dans le développement des sociétés humaines.

D'autres mondes et d'autres voies sont possibles. En restant seulement dans l'alerte, dans la peur, on ne peut déboucher sur l'action car la peur stérilise. Il faut passer au « désir d'humanité ». Cette humanité se trouve à un rendez-vous crucial de son histoire, elle est à un carrefour, elle risque la sortie de route. Si le pessimisme de l'intelligence est indispensable, l'exigence intellectuelle renvoie à

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

l'« optimisme de la volonté ». Ce lien nous ramène à la qualité démocratique elle-même. L'ampleur des défis suppose l'édification d'une démocratie planétaire qui sera une construction collective dans une dynamique de coopération et de coévolution. Les perspectives d'une « écologie politique » prenant en compte l'entrée dans l'« ère de l'information » et de la complexité permettraient un meilleur rapport entre autonomie individuelle, lien social et modes d'insertion des personnes dans la société et les collectifs.

En complémentarité avec d'autres initiatives de nature associative, le GRIT s'est organisé en un « réseau coopératif d'intelligence collective » qui plonge ses racines premières dans la création et le fonctionnement du Groupe des Dix. À partir de 1968, ce groupe s'est constitué autour de Robert Buron, Henri Laborit, Edgar Morin, Jacques Robin, Alain Laurent, René Passet et Joël de Rosnay. Avec la participation de Jacques Baillet, Jean-François Boissel, Jacques Sauvan, Jacques Attali, André Leroy-Gourhan, Henri Atlan, Gérard Rosenthal, Monette Martinet, Françoise Coblence, Michel Serres, Odette Thibault, Jacques Piette et bien d'autres, il a fonctionné régulièrement pendant une dizaine d'années dans le cadre de rencontres mensuelles et informelles sur des thèmes transversaux. Après la mort de Robert Buron, Michel Rocard et Jacques Delors sont venus relayer les personnalités politiques, car l'objectif était de mieux comprendre et cerner les rapports entre les sciences et les techniques d'un côté, la culture et le politique de l'autre. Le Groupe des Dix a noué des contacts avec quantité d'invités, tels Jacques Monod, François Jacob,

PRÉFACE

René Thom, François Meyer, Gérard Mendel, Jean-Pierre Dupuy et de nombreux autres chercheurs et penseurs. Il a participé à différents colloques et séminaires, notamment avec le Club de Rome.

Après 1982, des anciens du Groupe des Dix furent concernés par le CESTA (Centre d'études des systèmes et technologies avancées) à la suite d'un rapport de Joël de Rosnay sur la création d'un centre d'études et de réflexions sur les mutations en cours, ainsi que par le Groupe Science Culture, qui donna naissance à la revue bimensuelle *Transversales Science Culture* publiée jusqu'à aujourd'hui.

Les travaux du GRIT trouvent maintenant leur concrétisation dans la présente collection. Grâce à la contribution d'une équipe d'économistes, de sociologues, de philosophes, de biologistes, d'informaticiens, des thèmes cruciaux pour l'avenir des sociétés humaines ont été sélectionnés. Ces ouvrages sont destinés cette fois à un public plus large dans un processus de création original, collectif, interactif et pluriel fondé sur le débat et le dialogue.

Joël de Rosnay,
président du GRIT.

Jacques Robin,
fondateur de Transversales Science Culture.

PREMIÈRE PARTIE

**QUAND L'HUMANITÉ RISQUE
LA SORTIE DE ROUTE...**

I

Le signal

Le 1^{er} septembre 2004, un article du *New Scientist* provoque pendant quelques heures une intense excitation dans les médias et une partie de la communauté scientifique mondiale. Il rapporte qu'un signal, mystérieusement baptisé SHGb02+14, a été découvert par le réseau Seti@home. Celui-ci, composé de milliers d'internautes passionnés d'astronomie, est connecté au radiotélescope d'Arecibo (Porto Rico) afin de collecter les signaux qui proviennent de l'espace. Il s'inscrit dans le programme Seti¹ (Search for Extraterrestrial Intelli-

1. Ce programme a été lancé conjointement par les États-Unis et l'URSS en 1973, en pleine guerre froide, ce qui constitue pour une fois la démonstration paradoxale que, si les humains entre eux affichent la méfiance et se font la guerre, ils sont capables de faire preuve à l'égard d'existences extraterrestres supposées intelligentes d'une surprenante ouverture en leur signalant leur

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

gence), dont le but est d'établir une communication entre notre civilisation terrienne et d'éventuelles formes d'intelligence extraterrestre.

Quelques jours plus tard, comme c'est souvent le cas, la ferveur retombe : le signal était probablement dû à des interférences magnétiques. Pour quelque temps encore la course terrienne en solitaire se poursuit donc...

Si ce signal extraterrestre ne nous est pas parvenu, il en est un autre, cependant, celui de notre intelligence « intraterrestre », qui mériterait, lui, d'être pleinement reçu.

Les signaux d'alerte qui montrent que l'humanité est à l'un des moments les plus décisifs de sa jeune histoire ne cessent en effet de s'allumer, mais nous continuons à gérer nos petites affaires, à défendre nos petits intérêts, à mijoter nos petites haines, comme si nous avions l'éternité devant nous. Imaginons n'importe quelle collectivité humaine, une ville, une entreprise, une nation, découvrant qu'elle court à la catastrophe en poursuivant sa trajectoire : nul doute qu'on ne tarderait pas à y débattre de la gravité du danger et des moyens de l'éviter. Pourtant, tout se passe comme si, à l'échelle planétaire, cette question ne se posait pas à l'espèce humaine. N'étant pas constituée en sujet positif de sa propre histoire, l'humanité voit l'abîme approcher mais chacun se protège... en se bandant les yeux !

Les risques majeurs portent tant sur notre rapport à notre planète que sur notre rapport à nous-mêmes.

position et en plaçant l'espèce humaine en situation de vulnérabilité.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

Et les deux problèmes sont profondément liés dès lors qu'une part essentielle des défis écologiques qui sont devant nous dépend de nos propres modes de consommation, de production, et, plus radicalement encore, de nos modes de vie. C'est le cas, en particulier, du réchauffement climatique, dont la plupart des scientifiques nous disent désormais qu'il est dû principalement à des causes humaines¹.

Depuis quelques années, tempêtes, canicules et inondations montrent, y compris dans des pays au climat tempéré comme la France, à quel point la réduction drastique de nos émissions de gaz carbonique est essentielle. Si nous n'avons plus la possibilité, du fait de nos aveuglements antérieurs, d'empêcher un réchauffement de l'ordre de 2 °C d'ici à la fin du siècle, il est de notre responsabilité d'éviter qu'il avoisine ou dépasse les 6 °C, ce qui constituerait un bouleversement aux conséquences incalculables dans tous les domaines de la vie humaine.

Le changement radical de nos modes de production, de consommation et de vie n'est plus un sujet de colloque mais une nécessité vitale pour cet *Homo* si peu *sapiens* qu'il a réussi, en deux siècles de productivisme forcené, à épuiser des ressources écologiques qui avaient eu besoin de millions d'années pour se former et à dérégler des écosystèmes pourtant indispensables à sa survie.

Le 9 novembre 2004 a ainsi été présenté, à Montréal, un rapport sur le continent arctique estimant que la banquise, qui a déjà perdu près du dixième de sa surface totale depuis 1970, pourrait diminuer

1. Cf. les travaux du GIEC, Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

de moitié d'ici à la fin du siècle. Une telle évolution entraînerait une hausse du niveau des mers d'environ 1 mètre, pouvant atteindre 7 mètres si la fonte se poursuivait. Un tel afflux d'eau fraîche dans les océans est de nature à altérer la circulation des courants marins, et notamment celle du Gulf Stream, qui est à l'origine de la température tempérée que nous connaissons par exemple en Europe. L'Arctique n'est évidemment pas le seul continent touché. La fonte des glaciers se traduit par la disparition de 37 000 km² de glace chaque année, soit la taille de la Suisse. Le risque d'élévation du niveau des mers qui en résulte menace les côtes de nombreux pays : un habitant sur quatre dans le monde vit à moins de 60 km d'une côte ; 17 % des surfaces du Bangladesh pourraient ainsi disparaître sous les eaux. On imagine les migrations géantes que pourraient produire ces phénomènes.

Car notre planète miracle est aussi une planète fragile, et notre propre famille humaine, menacée d'abord par elle-même, est bien vulnérable. Prenons quelques exemples, empruntés à Yann Arthus-Bertrand :

- Des années 1980 aux années 1990, le nombre de personnes touchées par les catastrophes naturelles a augmenté de 50 %. On a compté 6 inondations catastrophiques dans la décennie 1950, 7 dans les années 1960, 18 dans les années 1980 et 26 au cours de la dernière décennie. Entre 1971 et 1995, ces inondations ont touché plus de 1,5 milliard de personnes dans le monde.
- La désertification est le pendant du réchauffement climatique mais elle est aussi directement liée au déboisement : un tiers des sols fertiles européens

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

est menacé ; chaque année, 140 000 km² de forêts disparaissent, soit l'équivalent du quart du territoire français. Pour prendre un exemple particulièrement spectaculaire, en Chine le désert progresse vers Pékin à la vitesse de 1,8 km par an, ce qui implique, si rien n'est fait pour stopper cette tendance, l'ensablement à terme de la capitale chinoise.

- Depuis 1950, près de 40 % des terres cultivées de la planète ont été dégradées par des pratiques agricoles intensives. En France, ce sont 500 000 hectares de haies qui ont disparu. Ce phénomène a eu pour effet d'appauvrir la faune et la flore, et de rendre les champs plus arides, car le vent, qui n'est plus arrêté, assèche les terres, empêchant l'eau de s'infiltrer profondément dans les sols.

- La menace sur la biodiversité s'aggrave de manière inquiétante : aujourd'hui on estime qu'un mammifère sur quatre est menacé, un tiers des poissons (90 % des gros poissons comme la morue et le flétan ont disparu), 12 % des oiseaux, la moitié des plantes à fleurs et des insectes.

Nicolas Hulot dans *Le Syndrome du Titanic*, Hubert Reeves dans *Le Mal de terre*, Edgard Pisani dans *Un vieil homme et la terre* lancent eux aussi des cris d'alarme très proches¹. De telles évolutions devraient entraîner une mobilisation des Nations unies et le Conseil de sécurité devrait prendre en charge ces défis écologiques, qui appellent à la fois des mesures de court terme et des stratégies à moyen terme.

1. Nicolas Hulot, *Le Syndrome du Titanic*, Calmann-Lévy, 2004 ; Hubert Reeves, *Mal de terre* (avec Frédéric Lenoir), Seuil, 2003 ; Edgard Pisani, *Un vieil homme et la terre*, Seuil, 2004.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Mais, comme le note justement Jean-Pierre Dupuy dans son livre *Pour un catastrophisme éclairé*¹, notre problème, s'agissant des catastrophes, c'est que *nous savons* qu'elles se produiront si nous continuons cette course productiviste insensée, mais que *nous n'y croyons pas*. Comme nous réduisons le principe de précaution à de simples risques statistiques, nous avons toujours plus urgent, plus profitable à faire que mobiliser nos énergies pour prévenir ces risques. Dès lors, ceux-ci non seulement s'accumulent mais font système², car les défis sanitaires, sociaux, alimentaires, pour ne parler que des plus criants, sont, si on les regarde avec lucidité, de même nature que les défis écologiques.

Pourtant nous ne devons pas nous tromper de diagnostic si nous voulons appliquer les bons remèdes. Contrairement à une idée largement répandue, l'essentiel des problèmes que l'humanité rencontre peut trouver des solutions à condition de comprendre que la plupart des difficultés ne se situent pas dans l'ordre de l'avoir, du fait de la rareté des ressources physiques, techniques ou monétaires, mais dans l'ordre de l'être, la plupart des raretés étant artificiellement produites par des rapports sociaux mondiaux destinés à compenser le mal-être de la minorité possédante. Cette hypothèse est difficile à admettre car elle va à rebours de nos conceptions

1. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2003.

2. Ce caractère systémique s'est encore manifesté de manière tragique lors du raz-de-marée gigantesque qui a endeuillé toute l'Asie du Sud-Est en décembre 2004. La catastrophe naturelle fut d'autant plus grave que les mesures de prévention et d'alerte, prises par exemple au Japon, étaient notoirement insuffisantes.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

classiques, qui voient dans la rareté physique ou monétaire l'origine de nos difficultés. Mais ce sont ces dernières qui sont erronées. Essayons de comprendre pourquoi.

II

Les coûts du mal-être

L'une des leçons les plus claires que nous livrent les études internationales sur les grands risques de l'avenir est la suivante : la plupart des grands maux que les conférences internationales cherchent à éradiquer – misère, faim, non-accès à l'eau potable, soins insuffisants ou inexistants, dérèglements écologiques ou, comme on en parle à Genève, inégalités dans l'accès aux techniques de communication – pourraient être combattus efficacement avec des moyens modestes au regard des sommes démentielles que nous dépensons chaque année pour l'armement, les drogues ou la publicité.

Qu'on en juge par les chiffres officiels du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)¹.

En 1998, cet organisme a calculé ce que l'on

1. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, 1998.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

pourrait appeler le *rapport entre le nécessaire et le superflu* à l'échelle mondiale en établissant, sur quelques grands postes vitaux (nourriture, accès à l'eau potable, éducation de base), une comparaison avec d'autres dépenses à l'évidence moins urgentes (achat de cosmétiques ou de crèmes glacées, par exemple). Les résultats étaient édifiants :

- La satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires supposerait une dépense additionnelle annuelle de 13 milliards de dollars. La communauté internationale prétend ne pouvoir mobiliser ces sommes. Dans le même temps cependant, les dépenses d'aliments pour animaux en Europe et aux États-Unis s'élevaient en 1998 à 17 milliards de dollars !

- L'accès à l'eau et à l'assainissement pour les 6 milliards d'êtres humains exigerait annuellement des dépenses supplémentaires de 9 milliards de dollars.

- Le seul achat de crèmes glacées en Europe représentait en 1998 11 milliards de dollars.

- Un programme mondial permettant d'offrir des soins de gynécologie et d'obstétrique à toutes les femmes exigerait 12 milliards de dollars. Trop cher ! Mais ces 12 milliards représentent justement la seule consommation annuelle de parfum en Europe et aux États-Unis.

Au total, nous disait le PNUD en 1998, il serait possible avec 40 milliards de dollars supplémentaires par an de s'attaquer pour de bon à la famine, aux problèmes d'accès à l'eau potable et à ces maladies souvent mortelles que l'on sait pourtant soigner ou prévenir à des coûts réduits, comme la

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

tuberculose, la diphtérie, le paludisme, etc. Peut-on sérieusement prétendre que l'on est incapable de mobiliser de telles sommes alors que dans le même temps les seules dépenses en cigarettes en Europe s'élevaient en 1998 à 50 milliards de dollars et celles en boissons alcoolisées (toujours en Europe) à 105 milliards de dollars ? Mieux, ou plutôt pire, la consommation de stupéfiants dans le monde représentait, elle, 400 milliards de dollars !

Ces estimations du PNUD appellent deux remarques. En premier lieu, elles sont calculées sur la base de coûts locaux. Pour prendre l'exemple de l'eau potable, si l'on confie le problème aux multinationales de l'eau, avec leurs infrastructures, leurs technologies et leurs coûts, il faut considérablement augmenter ces sommes. Mais, justement, préfère-t-on permettre aux populations d'assurer elles-mêmes leur subsistance ou organiser leur dépendance à l'égard des multinationales du secteur agroalimentaire ou pharmaceutique ?

En second lieu, rappelons que ces chiffres datent de 1998. Ont-ils évolué depuis ? Oui, mais dans le sens d'une aggravation des écarts. Aujourd'hui les sommes en question avoisinent les 500 milliards de dollars pour les stupéfiants, les 1 000 milliards pour les budgets d'armement et, tenez-vous bien, les 500 milliards pour la seule publicité. Faites le compte : d'un côté on prétend ne pas pouvoir trouver la cinquantaine de milliards de dollars supplémentaire qui permettrait de répondre aux besoins vitaux des êtres humains ; de l'autre on en trouve dix fois plus rien que pour la publicité, dont personne ne peut affirmer de bonne foi qu'elle

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

correspond à un besoin vital... sauf peut-être M. Le Lay, patron de TF1 (voir encadré).

Coca-Cola, TF1 et les cerveaux disponibles...

« Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective “business”, soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c’est d’aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or pour qu’un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c’est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c’est du temps de cerveau humain disponible. »

Ces propos révélateurs sont extraits du livre *Les Dirigeants face au changement* (Éditions du Huitième Jour, 2004). En septembre 2004, le PDG de TF1, dans une interview à *Télérama* (n° 2852), cherchait à atténuer ses affirmations mais répétait pratiquement la même chose, cette fois en « langue de bois » :

« La logique de TF1 est une logique de puissance. Nous vendons à nos clients une audience de masse, un nombre d’individus susceptibles de regarder un spot de publicité. Pour les annonceurs, le temps d’antenne ne représente rien d’autre que des “contacts clients”. De l’attention humaine. En particulier celle de la fameuse ménagère de moins de 50 ans, largement décisionnaire dans les achats de produits alimentaires, d’entretien ménager et de beauté. »

Merci à *Télérama* d’être revenu sur ces déclarations en voie de banalisation pendant l’été 2004 et d’en avoir fait sa une afin de ne pas laisser passer sans réagir une attitude qui, si TF1 était une vraie chaîne de télévision, aurait dû valoir à son auteur un

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

licenciement pour faute déontologique grave¹. Nous avons là en tout cas un exemple édifiant de l'usage qui peut être fait des 500 milliards de dollars annuels de dépenses publicitaires !

Que l'on médite ces comparaisons : elles démontrent, à rebours de toutes les thèses dominantes, que l'essentiel des problèmes de l'humanité ne résulte pas d'une absence de ressources monétaires ou techniques. Quant aux raretés physiques, quand elles existent (désertification, déforestation, épuisement de ressources non renouvelables), c'est aussi à l'aveuglement et à l'irresponsabilité des humains dans leur course au profit ou leur volonté de puissance qu'on les doit. Ces chiffres confirment en fait une phrase particulièrement prophétique de Gandhi : « Il y a suffisamment de ressources sur cette planète pour répondre aux besoins de tous mais pas assez pour satisfaire le désir de possession [au sens de cupidité] de chacun. »

Ainsi la définition du développement durable en termes de besoins² est-elle trop réductrice quand

1. Certes, je sais bien que M. Le Lay ne fait qu'exprimer tout haut la logique d'un système, mais cela n'exonère en rien les acteurs majeurs dudit système de leur responsabilité personnelle.

2. Selon la définition du célèbre rapport Bruntland présenté au premier Sommet de la Terre à Rio, en 1992, le développement durable vise à satisfaire les besoins de la génération présente sans hypothéquer ceux des générations futures. Si l'on veut éviter cette approche en termes de besoins, il est nécessaire d'ouvrir un débat sur la nature même de ce développement. C'est l'intérêt de l'interpellation des tenants de la « décroissance soutenable », à condition qu'eux-mêmes n'oublient pas qu'une décroissance

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

on sait que la principale difficulté réside moins dans la satisfaction des besoins (entendus comme besoins vitaux) que dans la propension à satisfaire des désirs de richesse ou de pouvoir bien au-delà du nécessaire pour les riches et les puissants, et souvent en deçà du seuil vital pour les nouveaux misérables de cette planète.

Or on peut difficilement nier qu'il existe un lien entre le creusement de ces inégalités mondiales et la question centrale de la sécurité. Nombre d'êtres humains sont potentiellement dans la situation de considérer qu'ils n'ont rien à perdre, au minimum en émigrant illégalement, au pire en tuant ou en se tuant dans des actes de suicide meurtriers perpétrés à l'encontre des symboles de la puissance et de la richesse. Ils sont une proie facile pour les entreprises terroristes, mafieuses ou sectaires.

Il nous reste peu de temps, probablement à peine un demi-siècle, pour faire en sorte que notre famille humaine évite la « sortie de route » en raison de désastres écologiques, de risques d'autodestruction, voire de mutations génétiques incontrôlées.

Au cours de ces cinquante dernières années, l'humanité a déjà frisé la catastrophe à plusieurs reprises du fait des risques de déclenchement d'une guerre nucléaire. On se souvient de l'épisode le plus connu : la crise des fusées de Cuba. Il y en eut d'autres, notamment pendant la guerre du Kippour, lorsque Richard Nixon déclencha une alerte nucléaire pour soutenir Israël en difficulté et dissuader les Soviétiques d'apporter un soutien mili-

peut vite s'avérer insoutenable et autoritaire si elle ne crée pas les conditions d'une croissance dans l'ordre de l'être.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

taire aux pays arabes. Bien d'autres encore eurent des origines accidentelles, en général liées au caractère imparfait des systèmes d'alerte des différentes parties (voir encadré).

Un exemple de risque nucléaire

J'ai personnellement eu l'occasion, lors d'une visite d'études aux États-Unis au centre Norad (le principal centre d'alerte américain, situé sous les montagnes Rocheuses), de vivre en direct un de ces accidents qui aurait pu être dramatique. Alors que je questionnais le général commandant la base, les systèmes d'alerte se sont déclenchés et mon interlocuteur a dû partir précipitamment. Pendant de très longues minutes, une situation de crise manifeste s'est développée sous mes yeux sans que je puisse en comprendre clairement la nature ni la cause. Ce n'est qu'après la fin de l'alerte que l'explication me fut enfin donnée : les systèmes de surveillance satellites au-dessus de l'URSS avaient détecté un possible tir de missiles. Dans ce cas, l'alerte déclenchée était organisée en deux fois quinze minutes, temps nécessaire à l'époque (1977) pour qu'un missile soviétique atteigne les États-Unis. Le premier quart d'heure était consacré à la vérification de l'information. Si celle-ci était confirmée, il restait quinze minutes au président des États-Unis pour prendre sa décision. Cette fois-ci, c'est seulement trois minutes avant d'appeler le président que l'on découvrit que le tir de missiles était en réalité un vol d'oiseaux migrants ! Jimmy Carter ne fut finalement pas dérangé...

Au cours de ces périodes critiques, l'humanité a eu la chance de voir les dirigeants de pays dotés

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

d'armes nucléaires développer progressivement une vision planétaire de leur responsabilité. Ce fut le cas de John Kennedy qui, peu de temps avant son assassinat, déclarait à l'université de Washington : « Quelle paix cherchons-nous ? Pas une *Pax americana* imposée au monde par les armes américaines. Nous devons réexaminer notre attitude envers l'URSS. Notre lien fondamental est que nous habitons tous cette petite planète. Nous respirons le même air, chérissons l'avenir de nos enfants et nous sommes tous mortels. » Ce fut le cas aussi de Mikhaïl Gorbatchev : c'est en grande partie grâce à lui que l'implosion de l'empire soviétique s'est déroulée sans violence, contrairement à ce qui s'est souvent produit dans l'histoire. Il développe aujourd'hui, à travers le processus « Dialogues pour la Terre », une dimension écologique globale de cette responsabilité. Mais cette vision planétaire reste, hélas, très étrangère à nombre de dirigeants contemporains, à commencer par George W. Bush et Vladimir Poutine.

Il n'est pas excessif de dire que la vieille question du salut est aujourd'hui, pour l'humanité, une question éminemment politique. L'humanité peut se sauver ou se perdre. Et, pour poursuivre son aventure, utiliser pleinement les potentialités qu'offrent les révolutions de l'intelligence et du vivant en évitant les risques qu'elles font naître, elle doit inventer une autre vision du politique, pleinement écologique, citoyenne et planétaire. Car les anciennes conceptions géopolitiques de la rivalité de puissances sont inadaptées face à ces défis qui exigent au contraire une formidable capacité d'intelligence collective, la mise en œuvre de

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

stratégies coopératives et non guerrières et un changement radical de mode de développement, plaçant le désir d'humanité au cœur de sa perspective.

III

L'humanité a rendez-vous avec elle-même

En ce début de siècle et de millénaire, il n'est pas excessif de dire que l'humanité a rendez-vous avec elle-même. Depuis Hiroshima, elle s'est constituée en sujet négatif de sa propre histoire en se donnant la possibilité de s'autodétruire. Cette autodestruction peut prendre aujourd'hui de nouvelles formes : outre les armes de destruction massive, dont la possibilité d'usage est renforcée par la fin du système de dissuasion nucléaire, ce peut être la destruction de la niche écologique où nous vivons (notamment du fait du dérèglement du climat) ou un mésusage de la révolution du vivant qui peut conduire l'humanité à en finir prématurément avec sa propre histoire.

Mais ces défis peuvent être aussi l'occasion, comme ce fut le cas au cours du processus biologique de l'hominisation, d'un saut qualitatif, culturel et politique cette fois, dans la voie de notre propre

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

humanisation. Nous pouvons « grandir en humanité », utiliser les formidables progrès que nous avons réalisés en matière d'intelligence collective au cours des derniers siècles afin de les mettre au service d'un réel développement dans l'ordre de l'être plutôt que d'une course haletante et toujours insatisfaite dans l'ordre de l'avoir.

Cette question structurelle et mondiale est donc aussi une question personnelle. L'aventure de l'humanité se joue à la fois dans la singularité de chacune de nos vies et dans sa capacité collective à se construire désormais en sujet positif de sa propre histoire. Le rapport entre transformation personnelle et transformation collective ne s'exprime plus par la vieille opposition entre réformes de mentalité et réformes de structure. C'est dans la complémentarité d'une tension dynamique entre ces deux approches transformatrices que les unes et les autres doivent être pensées et conduites. Il ne s'agit plus seulement de rêver d'un autre monde possible. Il faut reconnaître et faire vivre d'autres manières d'être au monde déjà présentes mais que nous ne voyons pas.

C'est une mutation qualitative de la démocratie, prenant le meilleur de la passion et de la raison humaine, qu'il nous faut réussir, la démocratie étant pour une collectivité humaine l'équivalent du « travail sur soi » que mène un individu en quête de sagesse. *Homo sapiens* n'est pas, à l'évidence, une origine, et moins encore *Homo sapiens sapiens*, car, comme le note Edgar Morin, il faudrait au moins parler d'*Homo sapiens demens* tant notre folie marque l'histoire de notre espèce ! En revanche, notre projet pourrait être, doit être tout à la fois

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

personnel et, au sens le plus noble du mot, politique. Non pas un projet triste et ascétique, comme on se représente trop souvent tout ce qui touche à la sagesse, mais un projet qui nous fait vivre intensément l'aventure d'êtres conscients dans l'univers, les autres, loin d'être des rivaux menaçants, étant alors des compagnons d'un voyage aussi fascinant que mystérieux.

Encore devons-nous, pour poursuivre ce voyage, éviter la sortie de route et méditer la forte phrase de Martin Luther King : « Il faut apprendre à nous aimer comme des frères ou nous préparer à périr comme des imbéciles »...

Nous aimer comme des frères ? Sous des formes diverses les traditions spirituelles ont pointé la difficulté majeure : l'humanité est une espèce qui ne s'aime pas. La pratique de la violence interhumaine, dont la guerre, qu'elle soit religieuse, politique, sociale ou économique, est la forme la plus sauvage, est enracinée dans notre histoire. Peut-on sortir de la guerre ? Là réside la question la plus difficile à résoudre.

La fleur et le fusil

Pourquoi les êtres humains se font-ils la guerre ? Pendant des millénaires, la démonstration a pourtant été faite de ses effets dévastateurs, y compris pour ses vainqueurs. Comment se fait-il alors que les humains n'aient pas renoncé à ce mode sauvage de règlement de leurs différends ?

Regardons ces images stupéfiantes des débuts de la Première Guerre mondiale. Nous sommes au

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

mois d'août 1914. Est-ce la chaleur de l'été qui explique ces foules en liesse, à Berlin, à Vienne, à Paris ou à Londres ? Vous n'y êtes pas. La chaleur est bien là, mais c'est l'annonce de la guerre qui a conduit tous ces gens dans les rues, acclamant les soldats qui partent au front et plaçant des fleurs dans le canon de leur fusil, tout près de leur baïonnette... Quatre ans plus tard, c'est une Europe exsangue qui émerge, hébétée, du chaos, avec ses millions de morts et de blessés, ses ruines morales plus encore que physiques... Cette Europe qui, dans la même inconscience, échouera à faire de cette boucherie la Der des ders. Une génération plus tard en effet l'horreur recommencera, conduisant cette fois, au-delà même des dévastations humaines et matérielles, au désastre spirituel de la Shoah et d'Auschwitz.

Comment rendre compte d'une telle monstruosité alliée à une telle absurdité ? Les hypothèses ne manquent pas, certes : le choc des empires, la montée des nationalismes, la crise économique, entre autres, serviront à expliquer cet enchaînement terrifiant qui faillit culminer dans les années 1950 en une apocalypse nucléaire. Mais ces interprétations ont pour point commun de toujours faire retomber la responsabilité de la guerre sur les autres sans jamais interroger la condition humaine elle-même. Or c'est cette fêlure majeure, au plus profond de notre genre¹, qu'il nous faut

1. Si le terme « genre » est entendu ici au sens générique de « genre humain », on peut aussi considérer que le *genre masculin* joue un rôle déterminant dans les logiques guerrières. En ce sens, pour « grandir en humanité », nous avons sans doute besoin d'abord de « grandir en féminité ».

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

chercher à comprendre si nous voulons éviter que le XXI^e siècle n'emprunte à son tour les voies de la tragédie en combinant catastrophes humaines et catastrophes écologiques.

IV

Nous ne sommes pas (que) des mammifères rationnels !

L'humanité ne réussira son rendez-vous avec elle-même que si elle sait travailler sur le cœur de sa difficulté, celle qui fait que l'homme transforme son capital le plus extraordinaire, sa conscience, sa rationalité, en une machine à broyer son espèce et la nature lorsque son système émotionnel reste structuré par la peur ou l'envie. Il nous faut comprendre comment peut se dérégler le lien entre conscience et passion, raison et émotion, et cesser de raisonner comme si nous n'étions que des mammifères rationnels.

C'est ce point aveugle qui caractérise les deux grandes idéologies des XIX^e et XX^e siècles, sur lesquelles nous vivons encore : le libéralisme économique et le socialisme de tradition étatiste. Elles raisonnent en termes de besoins, elles ignorent le désir et l'angoisse. Or si le besoin tendu vers la conservation biologique est relativement facile

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

à satisfaire, le désir, lui, est potentiellement illimité car il exprime, à travers l'émergence de la conscience, un changement radical : l'homme, par sa capacité à se mettre à distance de la réalité, crée en permanence un double univers, son monde intérieur devenant aussi mystérieux que le cosmos qu'il perçoit à l'extérieur de lui-même. Et c'est le rapport à la mort qui se situe au cœur de ce double mystère. C'est la mort qui manifeste la présence d'un autre monde possible au-delà de notre perception sensible du cosmos. C'est elle aussi qui exprime, au cœur de notre univers intérieur, le rapport mystérieux qu'entretiennent le possible, l'impossible et le réel. C'est pourquoi le désir (ou son double négatif, l'angoisse) est beaucoup plus complexe à traiter que le simple besoin. Afin de mieux le comprendre, il nous faut examiner d'un peu plus près cette dialectique besoins/désir.

Du « carré des besoins » au « cube du désir »

Les besoins de conservation qui permettent à l'espèce humaine de survivre et de se reproduire sont relativement simples. On peut les rassembler autour de quatre grands pôles :

- le besoin de subsistance, dont la nourriture est évidemment la première composante ;
- le besoin de protection, parce que le petit animal humain a besoin de se protéger contre l'environnement et l'hostilité des autres espèces ;
- le besoin d'information et de repérage, de façon à reconnaître les dangers qui viennent de l'environnement ;

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

- le besoin de reproduction, qui assure, lui, la conservation non seulement de l'individu, mais de l'espèce.

L'homme doit effectivement satisfaire ces besoins. S'il n'était qu'un animal rationnel, il lui suffirait de faire appel à sa raison pour déterminer dans quelles conditions optimales il peut se conserver et se reproduire : créer des richesses pour garantir sa subsistance, s'assurer d'un pouvoir pour répondre au besoin de protection, disposer d'un système de connaissances, atteindre un équilibre démographique pour autoriser la reproduction de l'espèce sans la mettre en danger. L'ensemble des techniques inventées par lui à travers les siècles, de l'agriculture à la contraception, aurait dû normalement suffire depuis longtemps à régler ces problèmes sur le plan planétaire.

Et s'il était vrai que l'animal rationnel appelé « homme » n'avait à résoudre que des problèmes de besoins, le libéralisme économique et le socialisme de tradition étatiste auraient tous deux raison. Le libéralisme d'abord parce que les besoins, au sens précis du terme, sont autorégulés par leur satisfaction : lorsqu'on a mangé parce qu'on avait faim, le corps déclenche un indicateur de satiété. Nous sommes dans un système homéostatique et la « sur-satisfaction » d'un besoin de conservation peut s'avérer aussi dangereux que sa non-satisfaction. Le gavage, par exemple, dans l'ordre de la subsistance, peut conduire à la maladie et à la mort. De façon identique, l'excès de protection ne permet pas à l'organisme de développer ses défenses immunitaires et l'excès d'information brouille les repères. Même la sexualité peut s'avérer excessive sur le

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

plan biologique et être source de maladies. Ainsi, dans l'ordre des besoins de conservation, il est possible de démontrer sans grande difficulté la logique de l'ajustement entre l'offre et la demande. Quant à l'approche socialiste d'inspiration étatiste, elle peut légitimement défendre l'intérêt d'une instance rationnelle, comme la planification, qui va procéder à l'analyse des besoins, distinguer les besoins collectifs des besoins individuels et affecter ainsi les ressources. Bref, dans cette optique, les deux idéologies seraient également fondées et ne s'opposeraient que sur un plan marginal : un peu plus d'efficacité contre un peu plus de justice.

Mais leur point aveugle commun, c'est précisément que l'humain n'a pas que des besoins. Plus il les satisfait, plus il est être de désir. Or le propre du désir, c'est d'être illimité. Si le besoin se régule par la satisfaction, le désir, lui, exprime le manque d'être radical d'un être qui se sait voué à la mort et qui, par conséquent, ne peut jamais être satisfait en tant que mortel. Or cette conscience n'est-elle pas justement ce qui fait notre spécificité par rapport aux autres espèces ? Quand les paléontologues ont cherché à identifier le moment historique fondamental à partir duquel notre espèce actuelle s'est distinguée, ils l'ont reconnu dans l'apparition des tombes¹. C'est la tombe qui marque véritablement

1. Même si, comme toujours dans l'histoire de l'évolution, la part de continuité reste présente y compris lorsque des sauts qualitatifs se produisent. C'est ainsi que certaines espèces animales peuvent développer des formes primaires de rituel funéraire (on pense au fameux cimetière des éléphants). Mais aucune espèce n'a développé le rapport à la mort davantage que la nôtre.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

l'entrée dans l'espèce humaine ; c'est la conscience de la mort.

Dès l'origine, la question de la conscience de la mort et de la façon dont une collectivité ou un individu s'organise pour vivre avec ce savoir tragique est posée. C'est pour cette raison que l'infrastructure, si l'on veut utiliser cette terminologie, est simultanément économique, politique, sexuelle et religieuse. Survie psychique et survie physique sont liées. L'humain doit affronter le fait qu'il sait qu'il va mourir, que son semblable aussi va mourir, même si sa manière habituelle de gérer ce savoir est inconsciente. L'organisation de l'au-delà a toujours été, autant que l'organisation de la subsistance ici-bas, une préoccupation majeure des sociétés humaines. C'est seulement au cours de ces quarante dernières années, comme l'a très bien montré Marcel Gauchet dans *Le Désenchantement du monde*¹, que la question religieuse a perdu son statut central dans le rapport social (et encore, cela n'est vrai que dans certaines sociétés fortement laïcisées).

Il nous faut donc nous intéresser aux formes que va prendre le désir, à ce que traditionnellement la philosophie nomme le « problème des passions » ou des « émotions » et que nous retrouvons dans ce leitmotiv des discours sur la ressource humaine : l'importance des motivations. Dans « motivation » il y a « moteur » ; une émotion, c'est ce qui met en mouvement. Qu'est-ce qui met en mouvement un être humain ? C'est précisément le désir, organisé

1. Marcel Gauchet, *Le Désenchantement du monde*, Gallimard, 1999.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

autour de quatre grandes passions humaines : richesse, pouvoir, amour et sens-connaissance, qui sont à la fois le prolongement et la mutation radicale de nos besoins. La passion de richesse trouve par exemple sa racine dans le besoin de subsistance. Mais elle ne s'y réduit pas. À travers la subsistance, c'est en fait une tentative de faire reculer l'angoisse de la mort qui s'exprime ; on n'est plus alors face à un simple besoin de nourriture, mais face à un désir de richesse. Et si ce désir est orienté vers l'avoir plutôt que vers l'être, il va être la source d'une passion d'accaparement bien au-delà du nécessaire.

Le besoin de protection, lui, va donner naissance au politique sous toutes ses formes. On s'aperçoit très rapidement que dans ce cas on ne se contente pas de répondre à un besoin mais que se crée une sphère autonome animée par une passion spécifique, la passion de puissance. Ceux qui ont passé ne serait-ce que quelques heures dans un environnement politique savent parfaitement que l'exigence du bien public est bien loin d'être la principale motivation qui réunit ceux que l'on y rencontre, à commencer par soi-même ! Le pouvoir est une passion et c'est bien pour cette raison qu'il peut être dangereux...

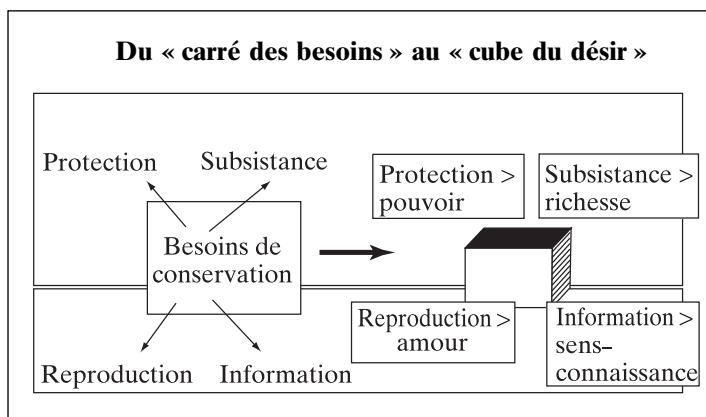
Le besoin de reproduction, de son côté, est très largement dépassé à travers la passion amoureuse. Et l'amitié, la convivialité sont des modes particuliers de ce désir constant qu'éprouve tout être humain d'aimer et d'être aimé.

Quant au besoin d'information et de repérage, il est à la source de la recherche du sens, qu'elle prenne la forme de la religion, de l'idéologie ou de la science. Fondamentalement, le religieux, l'idéo-

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

logique et le scientifique ont en effet la même origine : dans ce système de lutte contre la mort, construire du sens peut se faire aussi bien par la croyance que par la connaissance.

Ainsi, le carré simple des besoins – protection, subsistance, information-repérage, reproduction – se transforme en une sorte de cube du désir où chacun des besoins est toujours présent mais se trouve prolongé et bouleversé par la logique du désir. On peut traduire cela de manière imagée, et évidemment simplifiée, par le schéma présenté en encadré.



Comme le désir est illimité, les passions auxquelles il donne naissance le seront aussi. C'est la raison pour laquelle aucune passion ne contient en elle-même sa propre limitation. Saint Augustin, Montesquieu et Freud, pour ne citer qu'eux, l'ont montré, chacun dans un genre différent.

Puisqu'on est confronté à des passions qui peuvent être explosives, le grand problème est de savoir

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

si – et comment – on peut les réguler. Ce devrait être la fonction prioritaire du politique étant donné que son métier consiste d'abord à limiter la violence. Mais le politique ne peut accomplir cette mission que s'il est conscient d'être lui-même le siège d'une passion dangereuse. Il en est de même pour l'économique, qui remplit une fonction pacificatrice, celle que Montesquieu nommait le « doux commerce », à condition de ne pas servir de terrain au déploiement du désir de captation et d'accaparement des richesses, qui donne alors naissance à une logique de guerre économique. De son côté, la passion du sens, lorsqu'elle n'est pas régulée, fait le lit des intégrismes, qui refusent toute autre approche que la leur. La science et la technique peuvent, elles, se muer en scientisme et en « technicisme », et c'est alors le dérapage bien connu vers une « science sans conscience » qui conduit à des rationalités monstrueuses telles que la Solution finale nazie. Quant à la passion amoureuse, elle aussi peut faire des dégâts redoutables : elle est à l'origine de la plupart des crimes passionnels, et même des suicides, car derrière le refus de la vie il est bien rare que ne se dissimule pas la blessure d'un individu qui ne réussit pas à s'aimer ou à être aimé.

C'est pour cette raison que toute vision de l'humanité qui fait l'impasse sur cette dimension passionnelle passe à côté de l'essentiel, même si elle peut présenter les apparences d'une grande cohérence rationnelle. Une théorie économique qui réduit par exemple l'être humain à un pur calculateur rationnel occupé à maximiser ses avantages et à minimiser ses coûts peut atteindre un fort degré de cohérence interne et formuler, comme l'écono-

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

métrie, ses lois de manière mathématique. Le seul problème, c'est qu'elle néglige un élément fondamental : la part passionnelle de l'espèce humaine ! Il en est de même pour une théorie politique qui ne verrait les citoyens rassemblés que comme des êtres vertueux et rationnels, les délégués comme de simples représentants de la volonté populaire et les ministres comme de simples exécutants. La vision réductrice est alors idéaliste, et cet idéalisme ouvre la voie aux pires dérèglements de la passion de richesse, dans l'ordre économique, ou de la volonté de puissance, dans l'ordre politique. Voilà pourquoi seules les approches qui prennent en compte cet enjeu émotionnel chez l'être humain peuvent nous guider efficacement.

Aussi les philosophies et les sages qui, pour la plupart, ont choisi de travailler sur la psyché humaine représentent-elles un potentiel éducatif considérable que nos sociétés laissent très largement en jachère. Sous des formes différentes et des angles parfois divergents, Bouddha, Socrate, Épicure ou Jésus, pour ne citer qu'eux, ont proposé des voies pour aider les humains, individuellement et collectivement, à mieux s'aimer eux-mêmes. Plus tard, Montesquieu dans l'ordre du pouvoir et Freud dans l'ordre de l'amour ont cherché à mieux comprendre l'ambivalence de nos passions.

Tous deux ont en quelque sorte un ancêtre commun en saint Augustin. C'est en effet l'évêque d'Hippone qui développa le premier une théorie de la libido où l'on retrouvait la richesse (*libido cupi-dendi*), le pouvoir (*libido dominandi*), la passion

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

amoureuse (*libido luxuriandi*¹) et celle de la connaissance (*libido sciendi*), en montrant qu'il pouvait exister une forme de régulation émotionnelle globale. Montesquieu chercha à appliquer cette régulation au cœur même du politique à travers la logique de la séparation des pouvoirs, qui n'aurait guère de sens dans l'ordre fonctionnel mais prend toute sa pertinence dans l'ordre passionnel : arrêter le pouvoir par le pouvoir. De même, Freud théorisa, grâce aux notions de refoulement et de sublimation, l'existence chez l'être humain de transferts d'énergie libidinale du pôle amoureux à d'autres pôles passionnels. Par la suite, bien d'autres courants suivirent cette voie, quitte, comme Adler ou Jung, à se détacher partiellement de Freud, ou, comme Diel avec la psychologie de la motivation², à explorer plus particulièrement la question de l'ambivalence humaine. Sans ce travail sur l'intime de nos désirs et de nos angoisses, dont nous aurons l'occasion de comprendre qu'il joue autant sur le plan personnel que collectif, le religieux conduit à la

1. Augustin, qui fut un grand amoureux, fut par la suite un grand schizophrène, réservant la pureté de l'amour à Dieu et renvoyant l'érotisme dans les ténèbres de la luxure. Pour être réductrice et dépourvue de clairvoyance sur le fait qu'il existe aussi une passion du sens qui peut se dévoyer, sa théorie de la libido est cependant capitale car elle montre une dynamique du désir beaucoup moins statique que la plupart des approches qui se bornent à vouloir discipliner les passions par la raison « comme un cavalier sa monture ».

2. Cette approche de Paul Diel donnera naissance à une revue qui existe toujours et dont l'apport contemporain est important à travers le concept d'éducation à la psychique : *Psychologie de la motivation*, 83 avenue d'Italie, 75013 Paris. On lira en particulier le numéro 29, qui aborde la question du « désir d'humanité ».

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

guerre du sens, la science aux dégâts du progrès, le politique au despotisme, et l'amour bascule en haine de soi ou d'autrui.

Cette dimension passionnelle trop souvent occultée est, nous allons le voir, essentielle pour éclairer ce que cache le couple symétrique de la guerre économique et de la guerre de civilisation qui risque, si nous ne sommes pas capables d'inventer des réponses démocratiques, de nous entraîner vers de nouvelles formes autoritaires. Et c'est cette même approche qui peut nous permettre de comprendre les enjeux émotionnels et culturels à l'œuvre dans cette étonnante guerre économique mondiale dont on nous rebat les oreilles, et au nom de laquelle nous, Français, serions condamnés au déclin ou au décrochage¹ si nous ne parvenions pas à retrouver le goût de la bataille et les armes de la compétitivité.

1. Voir Nicolas Baverez, *La France qui tombe*, Perrin, 2003, ou le rapport de Michel Camdessus remis à Nicolas Sarkozy en octobre 2004.

V

Une drôle de guerre économique...

« Nous vivons désormais en état de guerre économique mondiale [...]. L'objet de cette guerre est, pour chaque nation, de créer chez elle emplois et revenus croissants au détriment de ceux de ses voisins¹. »

Cette citation de Bernard Esambert résume une thèse désormais présentée comme une évidence. On trouvera la même évidence apparente dans un autre ouvrage consacré aux secrets de la guerre économique, sous la plume d'Ali Laïdi et Denis Lanvaux : « Dans ce genre de conflit, les victimes ne se comptent pas en nombre de morts mais de licenciements. L'ANPE a remplacé les hôpitaux militaires, l'Assedic les pensionnés de guerre. Les

1. Bernard Esambert, *La Guerre économique mondiale*, Orban, 1991.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

vaincus déplorent le nombre de chômeurs et d'exclus, les vainqueurs fêtent les hausses boursières et empochent les dividendes¹. »

Certes, du côté des gagnants de la compétition mondiale, on met en avant ses effets bénéfiques autour du thème de la « mondialisation heureuse² ». Mais pour les exclus, les pauvres, les salariés les plus modestes et une fraction croissante des classes moyennes menacées par le chômage ou la précarité, l'évangile de la globalisation prend plutôt la forme d'une terrible nouvelle, pour eux-mêmes ou pour leurs enfants. Et cette nouvelle paraît d'autant plus sinistre qu'elle est présentée comme relevant d'une fatalité objective, ceux qui la refusent n'étant alors que des conservateurs nostalgiques défendant bec et ongles leur corporatisme d'un autre âge.

Si ce discours trouve un si large écho, y compris auprès de ses victimes, c'est en effet parce qu'il présente tous les caractères d'une vérité de bon sens, de cette économie de « père de famille » qu'aiment tant évoquer les ministres des Finances quand ils veulent faire comprendre qu'il est temps de se serrer la ceinture. Des expressions simples comme « Nous vivons au-dessus de nos moyens », « On ne peut pas dépenser plus qu'on ne gagne » ou « Ce sont nos enfants qui devront payer nos excès actuels » s'inscrivent dans une large campagne psychologique qui utilise dettes et déficits

1. Ali Laïdi, avec Denis Lanvaux, *Les Secrets de la guerre économique*, Seuil, 2004.

2. Pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain Minc (Plon, 1997).

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

comme des moyens de pression sans jamais s'interroger sur leur nature ni leur origine.

Les thèmes principaux de ce discours s'articulent autour de l'idée du déclin. Déclin français, sans doute – nous sommes abreuvés de littérature à ce sujet depuis des années. Mais n'oublions pas que l'argument sert un peu partout et qu'il peut être aussi bien, selon les cas, allemand, nordique, européen, ou encore globalement occidental. C'est d'ailleurs dans l'alerte à la décadence de l'Occident que les tenants de la révolution conservatrice anglo-saxonne, tels Hayek ou Friedmann, ont puisé originellement leur inspiration.

Pourtant, ce discours entretenu chaque jour par ces nouveaux clercs que sont les éditorialistes économiques est hautement discutable et ne nous permet pas de nous attaquer aux véritables problèmes qui peuvent conduire l'humanité à des désastres écologiques, sociaux, culturels, militaires ou même financiers. Il nous faut donc déconstruire une à une les prétendues évidences que l'on nous rabâche et formuler d'autres hypothèses, tant pour comprendre la racine de nos maux actuels que pour proposer d'autres remèdes.

On nous affirme d'abord que la crise économique, la compétition mondiale et les mutations technologiques ne nous permettent plus les facilités, les largesses, voire le laxisme qui ont culminé, pour les sociétés occidentales, dans les années 1960 et 1970. La crise économique, initiée par le quadruplement du prix du pétrole en 1973-1974, a en quelque sorte signé la fin de la grande récréation qui avait atteint son apogée en 1968. Après la période de vaches grasses et de croissance d'après-guerre – les Trente

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Glorieuses –, nous serions désormais entrés dans un cycle de « vaches maigres », celui des « Trente Piteuses ».

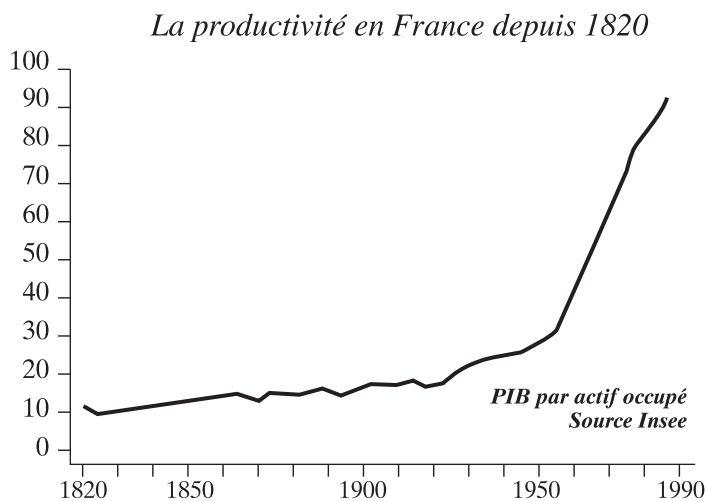
Pourtant, les fameux chiffres qui sont censés donner crédit à ce récit sont fort loin de le confirmer. Pour ce faire, il faudrait d'abord constater, comme dans le cas des crises agricoles traditionnelles, une forme de rareté, de « disette », après une période d'opulence. Or les chiffres les plus officiels ne nous révèlent rien de tel. S'agissant du monde dit développé, le trait majeur est au contraire que nous sommes aujourd'hui dans des sociétés beaucoup plus riches (au sens des indicateurs économiques classiques¹) qu'elles ne l'étaient dans les périodes bénies des années de croissance. Ainsi, au cours de la période 1974-1988, c'est-à-dire à partir de la date officielle d'entrée en crise économique, le PIB a progressé de 48 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE, ce qui correspondait à l'époque à une augmentation de 27 000 milliards de francs (en francs 1988). Depuis 1974, la richesse collective a donc continué de croître dans ces sociétés. Par conséquent, la réapparition de la misère n'est pas, comme on feint de le croire, le résultat d'une crise de rareté mais le produit de l'inégalité et de l'injustice croissantes qui minent les rapports sociaux.

Pour la France, trois graphiques éloquentes nous font constater la hausse considérable de la productivité, dont la caractéristique est qu'elle permet de produire une croissance supérieure avec un volume réduit de travail. Le premier montre une multiplication par cinq de la productivité en trente ans,

1. Dont nous verrons par ailleurs les insuffisances.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

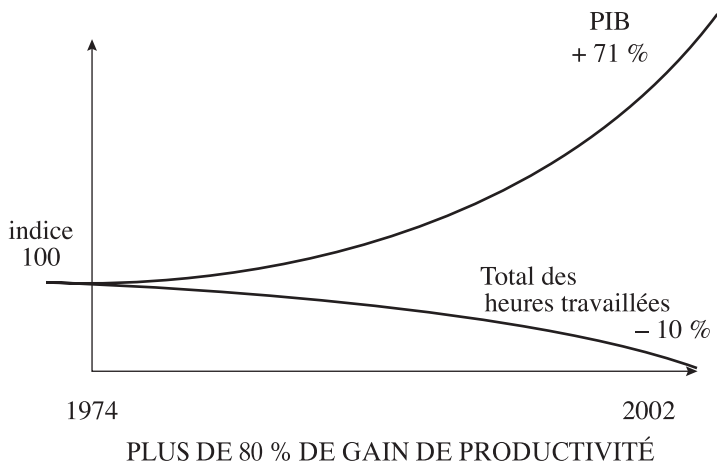
alors qu'il avait fallu cent quarante ans (entre 1820 et 1960) pour qu'elle soit multipliée par deux. Le deuxième met en évidence le fait que, depuis 1974, le PIB a augmenté de 71 %, avec un total d'heures travaillées réduit de 10 % : on est ainsi passé de 41 milliards d'heures en 1974 à 36,9 milliards en 2000, d'après les chiffres de l'Insee. Dans le même temps – c'est le troisième graphique –, alors que les heures de travail nécessaires diminuaient de 10 %, le nombre de personnes disponibles augmentait, lui, de 18 %, notamment du fait de l'augmentation du taux d'activité des femmes¹.



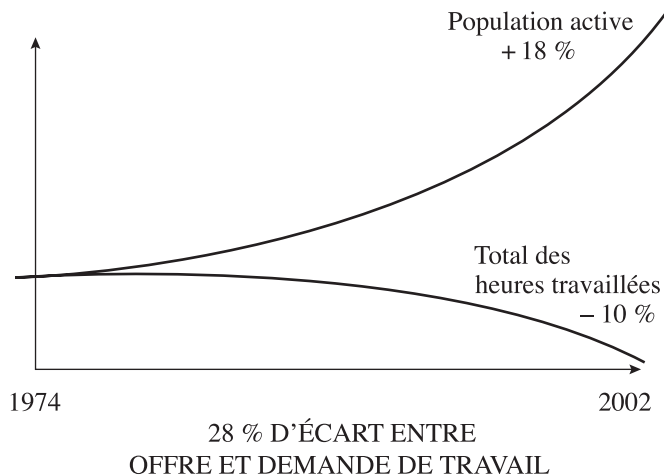
1. Ces chiffres et ces graphiques ont été reproduits dans le projet de « Traité pour l'Europe sociale », disponible sur www.europesociale.net.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Augmentation du PIB et baisse des heures travaillées depuis 1974



Croissance de la population active et baisse des heures travaillées



QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

Mais, nous dira-t-on, ces données sont propres aux pays riches. Si l'on considère la planète dans sa globalité, la rareté, la pauvreté, voire la misère dominant, et c'est même ce décalage qui est à l'origine de cette compétition mondiale de plus en plus dure.

Il ne s'agit évidemment pas de nier la persistance, voire l'aggravation de situations de pauvreté et même de misère – car, comme le montre le beau livre de Majid Rahnema, de plus en plus souvent c'est la misère indigne qui, dans le monde, chasse la pauvreté digne¹. Mais celles-ci ne sont pas dues à une crise de rareté globale des ressources. Au contraire, au niveau mondial, les chiffres de progression de la richesse sont encore plus spectaculaires que pour les sociétés matériellement les plus riches – les taux de croissance de l'Asie par exemple ont été beaucoup plus élevés encore.

En réalité, comme nous l'avons déjà constaté en citant les chiffres du PNUD au chapitre précédent, la plupart des raretés qui sont à l'origine des grands maux actuels de l'humanité sont des raretés provoquées par la guerre, la cupidité, la peur, bref par des rapports sociaux régressifs au regard du potentiel de richesse qui permettrait à l'ensemble des êtres humains de satisfaire leurs besoins essentiels. Ces ressources garantiraient même à tous les humains un niveau de confort appréciable par rapport à d'autres époques historiques.

Quant aux mutations technologiques, elles conduisent plus encore que les mutations agricoles

1. Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, Actes Sud/Fayard, 2003. Voir chapitre suivant.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

et industrielles à des logiques d'abondance souvent vertigineuses, que chacun peut vérifier en consultant le nombre de ses courriers électroniques ou la multiplication exponentielle des sites Web. Et lorsque la rareté réapparaît, c'est là encore une rareté artificielle, provoquée par exemple par la constitution de monopoles mondiaux, tel Microsoft, qui cherchent à éliminer toute concurrence¹.

Une autre thèse, plus subtile, voudrait nous faire croire à l'une de ces ruses de la main invisible du marché qui conduirait les pays les plus riches à hâter le développement des pays les plus pauvres en croyant poursuivre leurs intérêts égoïstes. En faisant travailler à bas prix la main-d'œuvre de ces pays, nous opérerions en réalité un transfert de richesse que notre absence de générosité nous interdit d'effectuer en toute conscience. Ce n'est, hélas, pas le cas. Car, pour que cette affirmation soit fondée, il faudrait que l'ensemble de la population des pays les plus pauvres bénéficie de cette richesse. Or c'est le contraire qui se produit, puisque le creusement des inégalités est plus net encore dans ces pays qu'en Europe et aux États-Unis. De même, la thèse de la justice sociale mondiale avançant masquée sous le drapeau du profit ne serait envisageable que si ce n'était pas une catégorie particulière de victimes qui, en Occident, payait seule les conséquences de ce processus. Il faudrait par exemple, si l'on était conséquent, que la contre-

1. Le livre de Philippe Aigrain *Cause commune*, qui paraît chez Fayard en même temps que celui-ci, montre de manière convaincante l'organisation de cette rareté artificielle dans l'univers des biens communs informationnels.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

partie des délocalisations économiques ou des licenciements pour cause de compétitivité soit mutualisée grâce à un fort système redistributif. Or il n'en est rien puisque les mêmes acteurs mènent dans leur propre pays – on le voit bien avec le Medef en France – un combat inlassable pour réduire, voire démanteler les systèmes assurant un minimum de péréquation de la richesse au sein de la collectivité nationale. L'argument utilisé est alors celui des charges trop lourdes qui viennent grever la richesse. Un argument lui-même totalement discutable, qui ne repose que sur un effet de langage hautement critiquable : le contenu de ce que l'on qualifie de « charges » ou de « prélèvements ».

VI

Charges et prélèvements : quand les comptes cachent des contes

Les considérations sur le poids exorbitant des charges et des prélèvements obligatoires, qui constituent le deuxième axe majeur du discours économique dominant, prétendent s'appuyer sur une base objective. En réalité, elles reposent sur un ensemble de conventions liées à des modes de représentation et de calcul de la richesse dont il nous faut maintenant examiner l'origine et le caractère, de plus en plus contre-productif. Car la notion de prélèvement, tout comme celle de charge, est intimement liée à une définition hautement contestable de ce que l'on appelle souvent indistinctement production, richesse ou activité¹. Derrière un sys-

1. Sur tous ces points on peut se reporter au rapport de mission *Reconsidérer la richesse* que j'ai remis au gouvernement français et qui est publié aux Éditions de l'Aube (2004). Nous reprenons ici, de manière résumée et en les actualisant, les principaux arguments du chapitre 3 de ce texte.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

tème comptable se cachent des choix de société qui correspondent aux valeurs plus ou moins explicites que met en avant une collectivité en décidant de privilégier certaines activités ou ressources plutôt que d'autres.

Ces notions ont considérablement évolué au fil du temps. Majid Rahnema a ainsi montré, dans son livre *Quand la misère chasse la pauvreté*¹, comment l'idée même de pauvreté a été valorisée pendant la plus grande partie de l'histoire humaine parce qu'elle correspondait à la véritable richesse. Dominique Méda a mis en évidence, dans *Qu'est-ce que la richesse ?*², le retournement intervenu au XVIII^e siècle avec la constitution de l'économie politique, puis de l'économie « pure » en science autonome. Aujourd'hui, les notions de production, d'activité, de richesse et de valeur doivent être impérativement réévaluées si nous voulons prendre pleinement en compte des enjeux écologiques et sociétaux largement ignorés à l'époque où se sont construits les systèmes de comptabilité nationale et indicateurs comme le PIB.

J'ai moi-même donné dans mon rapport *Reconsidérer la richesse*³ des exemples de cette inadéquation : « Prenons l'exemple des marées noires provoquées par les naufrages de *l'Exxon Valdes*, de *l'Erika* ou du *Prestige*, des accidents de la route et leur cortège lugubre de morts et de blessés, de la catastrophe d'AZF à Toulouse. Ces catastrophes

1. *Op. cit.*

2. Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Aubier, 1999, rééd. Flammarion, « Champs », 2000.

3. *Op. cit.*

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

constituent-elles de bonnes nouvelles ? La réponse négative paraît aller de soi. Mais du point de vue de nos indicateurs économiques, et singulièrement de notre sacro-saint PIB dont dépend, à en croire nos modernes augures, le salut ou le déclin de nos sociétés, ces catastrophes vont au contraire générer de la croissance. »

En effet, la croissance du produit intérieur brut, qui sert de boussole à la plupart de nos responsables, ne s'intéresse pas à la nature des activités qu'elle additionne pourvu que celles-ci génèrent des flux monétaires. Si des valeurs ajoutées résultent d'un remplacement, d'une réparation, d'une indemnisation ou d'un soin apporté aux victimes d'un accident, rien ne viendra indiquer l'origine ou la nature de cette augmentation de richesse, au sens comptable du terme (voir encadré). Dès lors qu'il faudra payer des garagistes pour réparer les voitures endommagées, des cimentiers pour brûler les farines animales suspectées d'être à l'origine de la maladie de la vache folle, des médecins pour soigner les victimes de la pollution de l'air, de l'eau, de la tempête, des employés d'entreprises de pompes funèbres pour enterrer les morts, des valeurs ajoutées monétaires seront enregistrées dans les comptabilités des acteurs économiques ; elles viendront ensuite gonfler, dans les grands agrégats publics de la comptabilité nationale, notre produit intérieur brut, dont la croissance ou la décroissance générera ensuite, du moins le croit-on, plus d'emplois ou plus de chômage.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Comptabilités nationales et PIB

On trouvera ci-dessous des extraits des définitions officielles de la comptabilité nationale. On remarquera que les auteurs admettent la réalité d'un certain nombre de critiques majeures faites au PIB.

La comptabilité nationale

La comptabilité nationale est un système international dont les grandes lignes n'ont été finalisées qu'à la fin des années 1950 sous la direction d'institutions reliées aux Nations unies. Depuis, tous les pays utilisent les mêmes concepts pour que les observateurs de l'économie puissent comparer les différentes performances, dans le temps et dans l'espace, par les séries chronologiques et les statistiques internationales.

La production globale

L'Organisation des Nations unies (ONU) et l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) ont mis sur pied un système normalisé de comptabilité nationale qui retient, pour l'évaluation de la production nationale, à côté des biens matériels et des services commercialisés, les services rendus par les administrations et par les employés des ménages.

Les pays soviétiques ont longtemps refusé de comptabiliser les services. De nos jours, seuls l'autoconsommation, le travail au noir et le résultat des crimes ne sont pas comptabilisés dans la production globale.

Depuis toujours, les économistes ont présenté comme mesure suprême de l'économie cette notion qu'on a nommée le produit national brut (PNB).

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

PIB et PNB

Sur tous les continents, on se sert du PNB (GNP en anglais). En fait, les deux statistiques existent depuis toujours. Le PNB est la valeur de la production des personnes ayant la nationalité spécifiée, selon la résidence officielle. Le PIB est la valeur de la production sur le territoire.

Le *Système européen des comptes nationaux et régionaux* (« SEC 1995 » ou simplement « SEC ») est un cadre comptable applicable au plan international permettant de décrire de façon systématique et détaillée ce que l'on appelle une « économie totale » (c'est-à-dire une région, un pays ou un groupe de pays), ses composantes et ses relations avec d'autres économies totales. Le SEC 1995 remplace le *Système européen de comptes économiques intégrés* publié en 1970 (dit « SEC 1970 », une seconde édition légèrement amendée ayant paru en 1978, celle-ci appelée souvent « SEC 79 »). Le SEC 1995 est parfaitement cohérent avec la version révisée du *Système de comptabilité nationale* (« SCN 1993 » ou simplement « SCN »), méthodologie applicable au niveau mondial. La spécificité du SEC réside dans le fait qu'il se concentre davantage sur la situation et les besoins de l'Union européenne.

Critique du PIB

Tout un chacun peut critiquer cet indicateur global qu'est le produit intérieur brut.

Premièrement, le PIB ne comprend pas toute la production ; il ne compte que la production mise sur le marché, transigée monétairement. Le bénévolat, le travail domestique volontaire et les études, entre autres, ne sont pas comptabilisés.

Deuxièmement, le PIB comprend tout autant les

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

productions nocives, comme la pollution, les armements, le tabac, que les productions inutiles, comme les dépenses somptuaires et extravagantes.

Nous disposons donc d'un curieux thermomètre, puisque nous ne savons jamais s'il nous indique la bonne température. Devons-nous nous réjouir d'un fort taux de croissance de notre produit intérieur brut ? Oui, s'il s'agit de créer des richesses et des emplois susceptibles d'améliorer le niveau et la qualité de vie d'une collectivité. Non, si cette croissance est due à l'augmentation des accidents, à la progression de maladies nées de l'insécurité alimentaire, à la multiplication des pollutions ou à la destruction de notre environnement naturel. Faute d'établir un minimum de distinction, parce que nous nous limitons à une comptabilisation monétaire sans procéder à une évaluation de la nature des richesses produites ou détruites, nous sommes condamnés à voir nos outils faciliter des comportements dangereux du point de vue du bien commun.

Les formes actuelles de comptabilisation de la richesse ont ainsi pour effet d'accorder une sorte de prime à la destruction et à la réparation lourde, au détriment de la prévention¹ et de réparations moins coûteuses si la « casse² » écologique, sociale ou sanitaire était moins importante. Les « cas-

1. C'est ainsi que la médecine préventive ne comptait que pour 17,2 milliards de francs dans la consommation médicale totale de 766,6 milliards de francs en 1999. Insee, *France : portrait social 2000*.

2. Pour reprendre un terme souvent utilisé par Bertrand Schwartz dans *Moderniser sans exclure*, La Découverte, 1997.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

seurs », ou les bénéficiaires de la casse, qui vont voir gonfler leur chiffre d'affaires, ne sont guère intéressés à la limitation de la destruction ; quant aux payeurs (pour l'essentiel l'État, la sécurité sociale et les collectivités locales), ils sont eux-mêmes financés par des impôts ou des cotisations assis sur les flux monétaires, ceux liés aux activités destructrices étant loin d'être négligeables. Les véritables victimes du système que sont les citoyens-contribuables n'ont, elles, guère les moyens de se faire entendre, et elles n'imaginent d'ailleurs même pas, pour la plupart, l'étrange mélange qui compose cette croissance dont elles pensent le plus grand bien.

Le mythe des producteurs et des préleveurs

Il existe aussi une prime à la myopie, à la logique du court terme et de la courte vue, car les bénéfices apparents que les casseurs et les payeurs tirent d'un tel système ne sont évidemment pas durables. À moyen et à long terme tout le monde est perdant dans ce jeu dangereux. Mais comme les comptabilités, les distributions de dividendes et les élections rythment un temps de plus en plus court, il est difficile de trouver, fût-ce au sein de l'État, pourtant gardien par construction des enjeux du temps long, des acteurs réellement intéressés à un chantier aussi vaste que complexe¹.

1. Voir, à titre d'exemple, les péripéties qui ont marqué le déroulement de la mission « Nouveaux facteurs de richesse », annexe I, note 1.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

On trouve enfin une prime à l'incivisme et à l'amoralisme puisque l'amoralisme méthodologique de l'économie comme discipline se transmet, dès lors que l'économie devient une véritable norme sociale et culturelle au sein d'une société de marché, à toutes les activités humaines : quand la question de la rentabilité prime celle du bien, et singulièrement celle du bien public, c'est le cœur du processus éducatif qui se trouve gravement perturbé. Pourquoi inculquer à nos enfants des valeurs comme l'altruisme, le mérite ou le civisme s'ils ont en permanence pour modèle une réussite financière fondée sur l'individualisme, l'argent facile et le contournement des règles et des lois comme art supérieur du management ?

Les conséquences d'une telle logique sont redoutables. Elles fondent le mythe des « producteurs » et des « préleveurs » : d'un côté, les entreprises censées être seules productrices de richesse alors qu'elles ne peuvent remplir leur fonction qu'en transformant des ressources écologiques et humaines ; de l'autre, toutes les activités sociales et écologiques qui sont supposées être financées par un prélèvement de richesse économique. Que ferait une entreprise sur un territoire où l'eau serait devenue inconsommable, l'air irrespirable et la terre empoisonnée ? Que ferait-elle si la population qu'elle souhaite embaucher était illettrée ou en mauvaise santé du fait du démantèlement des services publics et sociaux ?

Dans cette logique, que nous payons au prix fort, les associations sont condamnées à quémander leurs moyens d'existence à l'État ou à les rechercher sur le marché faute de disposer de

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

ressources en rapport avec les richesses sociales qu'elles contribuent à créer ou à préserver. Quant à l'État lui-même et à l'ensemble des services publics, ils sont suspectés en permanence d'être parasites.

Comprendre l'origine historique de ces conventions

On l'a dit : derrière tout système de comptes existent en réalité des choix de société, mais ceux-ci sont le plus souvent maintenus dans une forte opacité afin de laisser croire aux citoyens que les chiffres ont un caractère neutre et objectif. C'est ainsi que nos systèmes actuels de comptabilité, censés exprimer la richesse nationale des différents pays, ont été construits dans le contexte du primat de la guerre et de l'industrie. Pour les statisticiens, il s'agissait d'abord – ce fut la commande qu'on leur passa dans l'entre-deux-guerres – de répondre à la question : sur quelles ressources s'appuyer en cas de deuxième guerre mondiale ? La réponse fut : sur la production industrielle de masse. Et lorsque, les dégâts de la guerre ayant fait leur œuvre, il s'est agi de créer un système complet de comptabilité, ce fut là encore la question de la reconstruction à dominante industrielle qui parut décisive¹. Or l'idée de valoriser prioritairement des richesses de nature industrielle, compréhensible à la rigueur dans le

1. D'autres raisons ont joué un rôle important, à commencer par la théorie keynésienne d'une régulation par l'État des grands équilibres macroéconomiques tels que l'emploi, l'épargne et

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

contexte de l'époque¹, ne l'est plus aujourd'hui alors que d'autres préoccupations, à commencer par les risques écologiques, totalement sous-estimés auparavant, sont devenues déterminantes.

On trouve en permanence dans l'histoire la trace de représentations différentes de la richesse ou même du statut de l'économie. C'est ainsi que, loin du schéma culturel commun au libéralisme et au marxisme, pour qui l'économie est une infrastructure déterminante et première, l'histoire anthropologique met en évidence l'existence de sociétés humaines dans lesquelles l'économie occupe un rôle secondaire. La division sociale des rôles s'y double d'une division sexuelle : entre le travail déshonorant dévolu aux esclaves² et la politique noble réservée aux mâles, la Grèce invente un espace intermédiaire qui reviendra aux femmes. Celles-ci, occupées aux tâches domestiques (*oikos nomos*, c'est-à-dire la « loi de la maison³ »), gèrent l'intendance pendant que leurs époux débattent sur l'agora. Sous des formes diverses, toutes les civilisations placeront l'économie au second plan, et c'est encore le cas aujourd'hui de la grande majorité des cultures d'Asie et d'Afrique, pour lesquelles

l'investissement. Mais ces raisons aussi manifestent les choix qui président à l'élaboration des comptes. À l'heure des dérégulations, cette approche keynésienne de la comptabilité est ainsi totalement ignorée.

1. Compréhensible mais déjà discutable, car c'est la logique de guerre qui est première dans cette approche.

2. Le mot « travail » lui-même vient du latin *tripalium*, instrument destiné à retenir les chevaux pendant qu'on les ferre mais aussi à torturer sur un triple pieu.

3. Que le latin traduit par *domus*.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

l'extension, *via* la mondialisation, de notre modèle culturel constitue un choc difficilement assimilable.

Dans cette perspective, la seule économie qui vaille est l'« économie du salut ». Le Moyen Âge chrétien a développé cette vision dont il faut comprendre toute la force : dans des sociétés où l'espérance de vie moyenne ne dépassait pas 30 ans et où la croyance en un au-delà était générale, la seule question sérieuse de l'ici-bas était de préparer cette autre vie, en particulier pour éviter la damnation éternelle. La sphère morale se déduisait de la vision religieuse et le politique, son bras séculier, tirait sa légitimité du « droit divin ». Dans une telle société d'ordres, l'individu n'existait pas ; il n'était qu'une particule élémentaire¹ d'un tout cosmique et social. Il n'y avait pas non plus de raison autonome puisque la raison, même réhabilitée par Thomas d'Aquin, se devait d'être servante de la Révélation.

Or voilà qu'émerge lentement du XVII^e siècle un autre monde où la nouvelle loi montante, celle de l'économie, récuse toute distinction morale, tout rapport au religieux, s'émancipe du politique, traite la nature non comme un cosmos mystérieux mais comme un matériau malléable et ne connaît que trois catégories pour se refonder sur les ruines de ce désir. Comment ce bouleversement radical dont nous sommes les héritiers a-t-il pu se produire ? On ne saurait prendre la mesure de l'incroyable force qui s'oppose, dans nos sociétés, à la prise en compte des enjeux écologiques, éthiques et spirituels sans

1. Le mot « individu » en latin est le même qu'« atome » en grec.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

faire un retour sur la révolution mentale et sociale qui a transformé la production de biens matériels vendus sur un marché en critère par excellence de la valeur et de la réussite. Il faut comprendre le cœur des temps modernes si, au moment où nous constatons les dégâts écologiques et sociaux qu'ils occasionnent, nous voulons entrer dans la nouvelle ère qui s'ouvre en conservant le meilleur de leur lumière tout en nous préservant de leurs conséquences les plus discutables.

Une triple révolution fondatrice

Cette économie marchande à ce point dominante qu'elle se mue en « société de marché », capable de subordonner le droit¹ et la politique, de marchandiser la vie privée, de breveter le vivant, d'organiser des « permis de polluer », bref à l'origine de tout ce qui nous paraît aujourd'hui dangereux, est fille de trois révolutions émancipatrices qui nous tiennent à cœur et dont nous ne sommes pas prêts, sans précautions, à contester l'héritage.

La première, intellectuelle et culturelle, invente l'individu et l'autonomie de la raison. La deuxième, politique, récuse les sociétés d'ordres et fonde la légitimité du pouvoir non sur le droit divin mais sur la volonté générale des citoyens. La troisième, technologique et scientifique, fait du Progrès et de l'Histoire le nouveau sens possible de la vie personnelle

1. Cf. le projet d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) préparé au sein de l'OCDE et prévoyant de subordonner des droits sociaux ou politiques au droit commercial.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

et collective. On aura reconnu l'Europe des Lumières préparée par la Renaissance, les révolutions britannique, américaine et française, et l'entrée dans l'ère industrielle. Ce sont donc paradoxalement les révolutions politiques du XVIII^e siècle et les révolutions sociales du XIX^e et du XX^e qui créent le terreau où va croître ensuite l'économie triomphante. Quel est en effet l'argument majeur qu'invente la révolution politique, en particulier la française, pour discréditer les sociétés d'ordres ? Celui de l'improductivité. C'est parce qu'ils sont économiquement parasites que le clergé et la noblesse se voient disqualifiés socialement et politiquement. Et c'est ce même argument que les révolutions sociales reprendront ensuite, mais cette fois contre la bourgeoisie et au bénéfice du prolétariat.

Notons aussi que le renversement des monarchies de droit divin n'est possible que parce que les Lumières ont inventé l'individu exerçant sa raison critique. Pas de citoyenneté, pas de République, au sens moderne du terme, sans ces individus assemblés et raisonnables fondant le droit et construisant la « volonté générale ».

C'est dans cette perspective que l'on peut comprendre le considérable renversement culturel dont témoignent les définitions de la richesse, de l'utilité et de la valeur qui apparaissent au XIX^e siècle et que la philosophe Dominique Méda a remarquablement analysées dans son livre sur l'origine contemporaine du concept de richesse¹.

Pour conclure sur le thème de ces prétendues évidences qui sont au cœur du discours de la guerre

1. Dominique Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, *op. cit.*

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

économique, censé nous inciter à travailler pour produire toujours plus, toujours plus vite et en rivalité permanente avec autrui, soulignons encore deux points :

- Ni les mutations technologiques, ni de véritables raretés ne peuvent justifier une telle compétition puisque le mouvement historique, y compris depuis la crise du pétrole de 1974, est celui d'une production toujours croissante obtenue avec une quantité moindre de travail humain.

- Loin d'être des prélèvements de richesse, des activités pour l'essentiel non marchandes comme l'éducation et une bonne partie de la santé sont des *sources* considérables de richesse. Les dispositifs comme les systèmes sociaux constituent plutôt un atout dans la création de richesse et ont été un formidable amortisseur des effets du chômage.

Cette drôle de guerre économique que l'on nous impose n'a donc pas de causes économiques réelles. Dès lors, si l'on s'en tient à tout ce que les grands économistes ont affirmé jusque-là, nous devrions pouvoir nous préoccuper de questions beaucoup plus importantes que celles qui résultent des logiques de rareté et de survie. Keynes évoquait la nécessaire modestie des économistes, qui devaient se considérer comme des « dentistes », Marx parlait du passage du règne de la nécessité à celui de la liberté, et même Adam Smith estimait qu'une fois éradiquée la pénurie, la seule entreprise intéressante serait de construire la « république philosophique ». Comment se fait-il que nous soyons dans la situation inverse ? Pourquoi l'économie et plus encore l'économisme, nouvelle religion de notre temps, sont-ils d'autant plus obsédants que nous

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

vivons dans des sociétés matériellement surdéveloppées ? Il n'y a pas de réponse proprement économique à cette question paradoxale. Mais il pourrait y en avoir une si nous regardions ce problème d'un point de vue culturel.

VII

Dépression économique ou dépression culturelle ?

Si la guerre économique n'a pas réellement de causes économiques, il nous faut oser une hypothèse beaucoup plus radicale sur son origine. Et le premier à l'avoir formulée est précisément l'un des plus grands économistes modernes, Keynes lui-même, dont l'analyse mérite d'être rapprochée de celles de Freud et de Georges Bataille.

Il existe en effet un rapport entre la culture de guerre économique et les grands dérèglements psychiques qui sont aujourd'hui à la racine de ce que l'on pourrait appeler, en reprenant le titre du livre de Freud, le nouveau malaise dans la civilisation de ce début de siècle¹.

Il est important pour comprendre cela de relire trois textes majeurs des années 1930, ces années de

1. Et constatable déjà au cours de la dernière décennie du XX^e siècle.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

plomb qui ont conduit à la guerre et aux grands faits totalitaires du XX^e siècle (nazisme, communisme et fascisme). Ils restent d'une étonnante actualité pour saisir le mal qui frappe à nouveau nos sociétés. *Malaise dans la civilisation*¹ de Sigmund Freud, « Perspectives économiques pour nos petits-enfants² » de John M. Keynes, « La dépense³ » de Georges Bataille : tous trois ont en commun d'avoir été écrits en 1930 et de s'intéresser aux aspects psychiques et culturels de la crise qui a mené le monde à la guerre.

En formulant l'hypothèse de la dépression nerveuse collective des sociétés d'abondance, Keynes met le doigt sur un fait majeur largement ignoré encore aujourd'hui, y compris des keynésiens eux-mêmes, insensibles à la vision culturelle de l'auteur de la *Théorie générale*. La crise n'est pas économique, elle est culturelle et mentale, ou, pour reprendre précisément sa formulation, il ne s'agit pas d'une « crise économique » mais d'une « crise de l'économique ». La démonstration, valable en 1930 mais totalement occultée par les politiques de l'époque, vaut plus encore aujourd'hui du fait des formidables progrès de productivité intervenus depuis la révolution de l'information. Les conditions techniques et économiques de la sortie de la rareté sont désormais établies, annonce Keynes, mais cette « bonne nouvelle », qui devrait permet-

1. Traduit sous le titre *Le Malaise dans la culture*, in *Œuvres complètes*, t. XVIII, PUF, 2002.

2. Dernier chapitre des *Essais sur la monnaie et l'économie*, Payot, 1990.

3. Devenu ensuite le premier chapitre de *La Part maudite*, Minuit, 1967.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

tre à l'humanité de réaliser son vieux rêve d'émancipation du travail, risque de se transformer en cauchemar. Si, dit Keynes, nos sociétés se comportent collectivement demain comme les oisifs des années 1930, elles basculeront dans la « dépression nerveuse universelle ».

Vers une « dépression nerveuse » universelle ?

« Le problème économique n'est point, pour le regard tourné vers l'avenir, le problème permanent de l'espèce humaine... Est-ce que ce sera un avantage ? Pour peu que l'on donne foi aux valeurs authentiques de la vie, cette perspective offre à tout le moins la possibilité d'un avantage. Cependant je pense avec inquiétude à la réadaptation requise de l'humanité commune qui peut se voir poussée à répudier dans quelques décennies les habitudes et les instincts qu'elle s'est assimilée depuis d'innombrables générations.

« Pour parler le langage qui fait fureur aujourd'hui, ne devons-nous pas nous attendre à une "dépression nerveuse" universelle ? [...]

« Ce seront les peuples capables de préserver l'art de vivre et de le cultiver de manière plus intense, capables aussi de ne pas se vendre pour assurer leur subsistance, qui seront en mesure de jouir de l'abondance le jour où elle sera là.

« Toutefois il n'est point de nation qui puisse, je pense, voir venir l'âge de l'abondance et de l'oisiveté sans craindre. Car nous avons été entraînés pendant trop longtemps à faire effort et non à jouir. [...] À en juger par le comportement et les exploits des classes riches aujourd'hui dans n'importe quelle région du monde, la perspective de ce qui nous attend est très déprimante. [...] Quand l'accumulation de la richesse

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ne sera plus d'une grande importance sociale, de profondes modifications se produiront dans notre système de moralité. Il nous sera possible de nous débarrasser de nombreux principes pseudo-moraux qui nous ont tourmentés pendant deux siècles et qui nous ont fait ériger en vertus sublimes certaines des caractéristiques les plus déplaisantes de la nature humaine. Nous pourrions nous permettre de juger la motivation pécuniaire à sa vraie valeur. L'amour de l'argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie, sera reconnu pour ce qu'il est : un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi criminelles et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales. »

Extrait des *Essais sur la monnaie et l'économie*, op. cit., dernier chapitre : « Perspectives économiques pour nos petits-enfants ».

Si la question majeure n'est plus celle de la rareté et de la pénurie, alors la thèse de Georges Bataille, formulée dès 1929 dans son article « La dépense », peut elle aussi être revisitée dans la perspective de notre propre mal contemporain : anticipant la nécessaire réinsertion de l'économique dans l'écologique (*l'oikos logos* primant *l'oikos nomos*), Bataille nous adjure de dépasser la vision d'une « économie régionale » organisée autour de la rareté pour nous intéresser à l'« économie généralisée », qui est au contraire marquée par un flux surabondant dont l'énergie solaire est la manifestation la plus spectaculaire. Le problème n'est plus alors de savoir gérer la pénurie mais au contraire de savoir dépenser cette énergie excédentaire.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

Bataille, on le sait, est surtout connu pour sa théorie de l'érotisme. Mais il est important de comprendre le lien étroit qui s'établit entre économie, écologie et érotisme à la lumière de sa thèse sur la dépense. L'érotisme est en effet l'expression anthropologique de cette abondance d'énergie dont le soleil constitue la face écologique. Or si nous ne savons pas dépenser, recroquevillés que nous sommes dans une vision de la lutte pour des ressources rares, l'excès d'énergie accumulé finira par être dépensé sur le mode pathologique par la guerre et les grandes destructions.

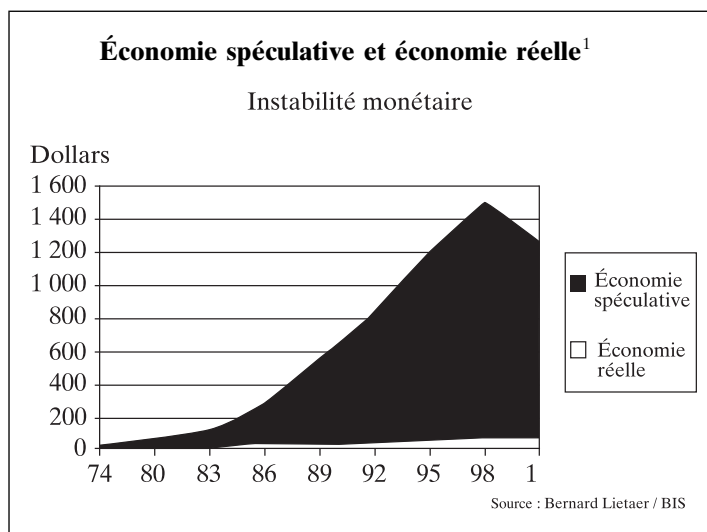
On conçoit, à la lecture de ces deux textes, que le malaise dans la civilisation décrit par Freud, qui examine la crise des années 1930 comme une crise psychique risquant de déboucher sur des pulsions destructrices majeures, mérite lui aussi un nouveau détour. Car si l'on ose avec lui considérer que les grandes lois psychiques ne sont pas uniquement celles des individus mais ont un caractère social, alors ce que les avancées de la psychanalyse nous ont appris sur l'intime de nos passions peut nous aider à comprendre et à mieux maîtriser nos passions collectives.

Il me semble que ces écrits, prophétiques pour leur époque¹, sont plus pertinents que jamais aujourd'hui compte tenu de la triple mutation – géopolitique, technique et sociétale – que nous

1. Ils doivent évidemment être lus et enrichis par le rapport qui peut être établi entre eux, ce qui n'a pas été fait à l'époque, mais aussi à la lumière des apports majeurs de Mauss sur l'économie du don, de Hannah Arendt sur la mutation du travail dans *Condition de l'homme moderne* (Calmann-Lévy, 1983) et de Jacques Duboin sur la fabrication artificielle de rareté en situation d'abondance (cf. *La Grande Relève des hommes par la machine*, Fustier, 1935).

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

sommes en train de vivre. Il s'agit en effet de comprendre la nature de cette curieuse guerre économique sans causes économiques qu'a déclenchée le monde développé au milieu des années 1960. On saisira mieux alors pourquoi elle constitue la manifestation pathologique de la dépression nerveuse de l'Occident et s'accompagne de dérèglements psychiques croissants qui entretiennent un rapport étroit avec ces phénomènes apparemment sans lien que sont la part déterminante de l'économie spéculative par rapport à l'économie réelle (voir encadré), la croissance de la consommation de drogue et la multiplication des organisations criminelles, le développement des sectes terroristes ou encore la montée des fondamentalismes.



1. Bernard Lietaer, cité par Magrit Kennedy, exposé au séminaire international sur les monnaies complémentaires, Cologne, juillet 2004.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

Commentaire de René Passet sur ce décalage devenu vertigineux et potentiellement explosif : selon la BRI (Banque des règlements internationaux), les transactions sur le marché des changes atteignaient 1 300 milliards de dollars par jour en 1995, contre 18 milliards au début des années 1970 et 200 milliards en 1986. Elles étaient estimées en 1998 à environ 1 800 milliards de dollars, ce qui représentait soixante fois le montant des échanges de biens et de services (donc l'économie réelle). À titre de comparaison, du temps de Keynes, le rapport entre échanges purement financiers et transactions réelles s'élevait à deux, et il n'était que de cinq en 1970¹.

Nous sommes ainsi en présence de pathologies mentales collectives dont une face est constituée par la guerre économique, l'autre étant celle de l'intégrisme et de la purification ethnique. La première conduit au « nettoyage social » : l'exclusion provoque le retour de la misère et les mendiants sont à nouveau chassés des villes. La seconde conduit aux nouvelles guerres de religion, au terrorisme et au « nettoyage ethnique ».

Observons d'abord la pathologie principale des sociétés développées. On peut y repérer facilement la dépression nerveuse collective annoncée par Keynes. Or, comme souvent, la dépression a pour corollaire l'excitation. D'un côté on est dans la perte de sens, de l'autre on la compense par une surexcitation qui permet d'alléger son fardeau. Ce n'est pas par hasard si l'économie de la drogue joue

1. René Passet, *L'Illusion néo-libérale*, Fayard, 2000.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

un rôle majeur dans nos sociétés de marché matériellement surdéveloppées, mais affectivement, spirituellement et éthiquement sous-développées. Il y a les drogues pour oublier, dont le prototype est l'héroïne, et les drogues pour s'exciter, comme la cocaïne. L'alternance des phases de dépression et d'excitation est le modèle de comportement de nos sociétés, dont on pourrait dire à ce titre qu'elles sont maniaco-dépressives.

Les sociétés de ce type sont obsédées par la peur de mourir et, du coup, par la peur de vivre, compensant en permanence ces peurs par la vitesse et la fuite dans une compétition guerrière à l'échelle du monde. Le perdant les effraie et elles retrouvent insensiblement la vieille logique des « classes dangereuses » : de proche en proche, les bons pauvres insérables deviennent des marginaux dangereux, comme en témoignent en France les arrêtés municipaux interdisant la mendicité. La guerre sociale interne (civile ?) devient ainsi le pendant de la guerre économique mondiale.

Or la condition humaine, au sens où l'entendait Hannah Arendt¹, est moins touchée par l'esprit de conquête que par la purification ethnique. C'est l'humanité qui est menacée dans sa substance, et puisqu'on parle toujours des intérêts vitaux de telle ou telle nation, il serait temps de commencer à parler des intérêts vitaux de l'humanité, qui sont aujourd'hui gravement menacés.

On voit bien comment ce malaise civilisationnel produit, à l'instar de ce que l'on avait constaté dans les années 1930, des dérèglements psychiques pires

1. Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne*, op. cit.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

encore : puisque la guerre économique produit un nombre croissant de perdants – y compris de perdants de la vie puisque le cycle chômage → exclusion → sans-abri → mendiant expulsé est désormais complet –, le terrain est mûr pour le retour des idéologies totalitaires qui s'appuient d'abord sur la peur de perdre. De même que Hitler a bâti son pouvoir sur sa capacité à éradiquer le chômage massif, les intégrismes ethniques et religieux ou les courants néofascistes comme le Front national en France se construisent sur l'idée que le fait démocratique n'offre plus de garantie face à la déchéance sociale. À la guerre économique répond alors la guerre identitaire, qu'elle soit ethnique, religieuse ou nationale, qui prétend conserver l'unité de la communauté là où la logique de la guerre économique la détruit.

VIII

Le retour de la peste émotionnelle

Alors que toutes les conditions matérielles suffisantes pour dépasser (et de très loin !) la simple lutte pour la survie sont réunies, l'humanité en proie aux angoisses et aux rivalités est en train de basculer dans un nouveau cycle de « pestes émotionnelles », pour reprendre l'expression utilisée par Wilhelm Reich pour caractériser les grandes régressions psychiques des années 1930¹ : le creusement d'inégalités obscènes à l'échelle de la planète ou au sein de sociétés matériellement surdéveloppées est à l'origine de « jacqueries » qui suscitent de nouveau une grande peur chez les possédants. Dans ce contexte, des catégories sociales qui voyaient s'améliorer leurs conditions de vie et espéraient qu'il en serait de même pour leurs

1. Cf. notamment *La Psychologie de masse du fascisme*, Payot, 2001.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

enfants subissent un sentiment de « déclassement ». Le processus émotionnel régressif, que l'on a bien vu à l'œuvre dans les années 1930, consiste alors à retourner la frustration puis la haine que déclenche cette régression vers plus faible et plus petit que soi : hier la classe ouvrière et les juifs pour la classe moyenne commerçante ; aujourd'hui les étrangers, les immigrés et les nouveaux pauvres pour la classe ouvrière devenue classe moyenne, ou au moins intermédiaire. Le terreau des populismes xénophobes et extrémistes est en train de se reconstituer à grande vitesse et risque, si nous ne répondons pas par des politiques économiques, sociales mais aussi culturelles adaptées, d'ébranler à nouveau le fait démocratique.

Nous sommes en présence d'une forme de contradiction « marxienne » entre une socialisation croissante de ces nouvelles forces productives, issues de la révolution de l'intelligence et du vivant¹, qui tendent vers l'abondance, et la persistance de ce que je propose de nommer des « rapports sociaux-émotionnels » construits sur la peur de la rareté et la définition de la valeur par le couple cherté/rareté. Or plus les catégories possédantes sont elles-mêmes possédées par ce désir de possession, dont nous avons vu qu'il constituait la réponse la plus courante à leur mal-être, plus ce nouveau malaise civilisationnel se mue en peur ; peur qui est à son tour à l'origine d'une guerre économique qui finit par recréer de la misère au cœur même de l'abondance.

1. Que l'on analysera plus précisément dans la deuxième partie de ce livre (chapitre I).

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

C'est pourquoi il nous faut analyser plus précisément l'enjeu émotionnel dans sa dimension collective, ces écosystèmes émotionnels que nous nommerons ici « émo-systèmes » et qui jouent un rôle déterminant dans la capacité des collectivités humaines à tendre vers le meilleur de leur humanité ou vers le pire de leur inhumanité.

Keynes, nous l'avons vu, avait perçu le lien fondamental entre les enjeux économiques et psychiques. Et si l'on prolonge son intuition des années 1930, pourquoi ne pas chercher du côté du désir, de l'organisation des rapports sociaux et de la culture des clés pour comprendre la prétendue crise économique qui s'est ouverte dans les années 1970 ? À ce titre, l'hypothèse de la dépression nerveuse collective dans les sociétés d'abondance mérite d'être prise au sérieux. Car le passage d'un corps social organisé autour de la question de la subsistance et du travail à un stade de l'au-delà de l'économique est loin d'être idyllique, tant il est vrai qu'il est plus facile de répondre au problème du comment survivre qu'à celui du pourquoi vivre. C'est bien d'ailleurs ce qui commençait à poindre à travers la fracture de la fin des années 1960, quand, de Berkeley à Varsovie et de Paris à Tokyo, les questions décisives portées par la jeunesse intellectuelle – celle qui mieux que toutes les autres catégories anticipait la société post-industrielle – étaient celles du sens, du mode de vie, des rapports sociaux. Or – c'est là un acquis fondamental de la psychologie – on sait que l'un des comportements les plus répandus de l'être humain lorsqu'il est confronté à une situation inédite qui l'angoisse consiste à réagir par la régression. Recréer des

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

conditions destructrices, mais qui rappellent des situations antérieures connues, plutôt que d'avancer dans la résolution d'une question inédite, voilà bien une attitude couramment observée. Les travaux dont nous disposons en matière de psychologie collective sont certes moins nombreux et moins riches, mais ils ne concluent pas à une différence de nature entre l'individu et le groupe, même s'ils repèrent des différences de degré, positives (le contrat social) ou régressives (la psychologie de la foule). Pourquoi serions-nous donc aujourd'hui moins audacieux que Freud, qui n'hésitait pas à rendre compte du drame psychique collectif qui se nouait dans l'Europe des années 1930 ? Pourquoi ne pourrions-nous pas émettre l'hypothèse que les crises dites économiques que nous vivons sont en fait des crises culturelles liées à la sortie de l'économique ? Il est tellement difficile d'organiser des rapports sociaux et de produire une culture de l'au-delà du travail dans une société d'abondance qu'on peut vraisemblablement penser que des sociétés recréent artificiellement des conditions de pénurie et de pauvreté, remplaçant ainsi la question de la subsistance et du travail au cœur du lien social.

Créer les conditions de la dépression économique pour échapper à la dépression nerveuse collective ? L'hypothèse est peu orthodoxe, j'en conviens, mais elle mérite d'être débattue. Un élément au moins devrait attirer l'attention des politiques et des économistes : le vocabulaire de la guerre économique est devenu hégémonique dans les années 1980 en Occident. On voudrait nous faire croire que cette guerre a été déclenchée par les pays nouvellement industrialisés et, pour faire bonne

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

mesure, on évoque notamment le spectre des « quatre dragons » du Sud-Est asiatique qui viendraient prendre le travail de nos fils et de nos compagnes. En réalité, si guerre économique il y a, c'est l'Occident matériellement surdéveloppé qui l'a déclenchée, et tout autant à l'échelle planétaire qu'en son propre sein. Car cette guerre économique sans véritables causes économiques remplit une fonction culturelle notoire : elle permet le passage idéologique de la notion de compétition dans la croissance à l'image de lutte pour la survie. Elle fonde ainsi une explication de la misère, que celle-ci soit interne ou externe à l'Occident. Elle détourne le problème né en 1968 et qui portait sur la réorganisation des rapports sociaux mondiaux d'une part, sur la crise du modèle de développement de l'autre, pour restaurer la logique du *struggle for life*, humus culturel favori du prétendu libéralisme économique, qui est en fait un capitalisme autoritaire. Et il est vrai qu'à travers la « culture de crise » nous avons été ramenés un demi-siècle en arrière¹, mobilisés par la peur du chômage, de la pauvreté, et considérant les questions soulevées en 1968 comme relevant d'un luxueux surréalisme...

La guerre et le désir

Un des problèmes essentiels de nos sociétés, c'est donc que, à partir du moment où le système des besoins se trouve en grande partie saturé, la guerre économique porte effectivement sur le désir. De la

1. Cf. Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière*, Fayard, 2004.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

même façon, une des préoccupations majeures des entreprises est de faire croire que l'entreprise est le lieu central de la vie. D'où les contradictions sur lesquelles sont en train de buter les discours de type management participatif. La grande entreprise industrielle taylorienne, fordiste, avait résolu la question des passions à sa manière, par un compromis qui permettait aux salariés, en échange de la non-contestation du pouvoir au sein de l'entreprise et d'un travail souvent inintéressant, de vivre leurs passions de vie à l'extérieur grâce à du temps libre et à un salaire décent. Le mouvement ouvrier de tradition marxiste y trouvait aussi son compte puisqu'il pouvait capter cette énergie passionnelle disponible au profit de son projet politique.

C'est ainsi que s'exprime en filigrane dans les discours sophistiqués sur les nouvelles formes de management ou le pilotage du troisième type la conscience profonde, rarement formulée, y compris par leurs auteurs eux-mêmes, que le problème majeur des économies capitalistes et des entreprises marchandes, c'est, derrière l'objectif proprement économique structuré autour de la richesse, le management de cette partie immense de l'iceberg qui se trouve immergée : gérer du pouvoir, du sens, de la connaissance, de l'amour, de la jouissance, de l'amitié.

Or la mutation informationnelle et la révolution de l'intelligence qu'elle induit¹ produisent une situation très différente, dans laquelle l'entreprise ne peut capter l'intelligence de ses salariés que si elle capte aussi leur motivation ; bref, elle tente de

1. Voir la deuxième partie.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

pratiquer une forme d'internalisation des passions pour une partie de ses cadres et salariés, renvoyant les autres au chômage ou à la sous-traitance. Mais le salarié qui s'intéresse de nouveau à l'entreprise, que reçoit-il en échange ? On retrouve ici le problème du pouvoir, du sens de l'entreprise, voire celui du partage de la richesse. Et si l'entreprise ne se place pas dans cette optique, si elle traite ses salariés comme des charges dont elle pourrait chercher à se débarrasser pour « raisons de compétitivité¹ », il ne faut pas qu'elle s'étonne que ceux-ci choisissent de mener leur projet de vie à l'extérieur, la traitant, elle, comme une pure ressource alimentaire. Le succès d'un livre comme *Bonjour paresse*² est à cet égard significatif.

Dans les domaines social et politique, nous assistons à une réorganisation de même nature. Le compromis fordiste supposait, à l'échelle des sociétés, une forme d'équilibre entre la passion de richesse et celle de pouvoir. Dès lors que l'on renonce à cette régulation, ce qui n'arrive pas avec les politiques de type New Deal où le pouvoir régulateur est fort, la passion de richesse risque de redevenir potentiellement explosive. Tout l'objectif de

1. Cf. le projet de loi déposé par le gouvernement Raffarin, qui prévoyait la possibilité de licenciements économiques en vue de « sauvegarder la compétitivité économique de l'entreprise ». Devant le tollé provoqué par cette disposition, le gouvernement y a finalement renoncé. Mais... pour combien de temps ?

2. Corinne Maier, *Bonjour paresse*, Michalon, 2004. L'auteur raconte comment elle s'est totalement réinvestie dans ses passions externes à l'activité professionnelle, la psychanalyse et l'art, considérant l'entreprise qui l'emploie comme une simple source de revenus et proclamant son indifférence totale à l'égard de son projet.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

la révolution conservatrice anglo-saxonne peut donc être décrit, en termes émotionnels, comme une tentative de restaurer une régulation du côté du sens par l'ordre moral et la vertu. C'est à un retour du capitalisme puritain que nous assistons, avec son accompagnement de logique guerrière et puritaine, et il n'est pas étonnant que celle-ci s'exprime en priorité aux États-Unis où, de Ronald Reagan à George W. Bush, les courants les plus conservateurs ont tenté de remettre en cause les acquis les plus progressistes du libéralisme politique et culturel.

Le modèle du guerrier puritain

La contradiction qui se creuse entre les formidables capacités créatrices de la révolution de l'intelligence et du vivant, leur caractère de plus en plus socialisé et abondant, et des rapports sociaux émotionnels encore centrés sur le primat de la propriété et de la rareté, cette contradiction est à la racine d'un mal-être croissant. Car les formes dominantes d'organisation des rôles sociaux, aussi bien sur le plan collectif que sur le plan individuel, nous éduquent à la peur du manque, à la rivalité, à la suspicion à l'égard de toute jouissance. Elles s'expriment bien à travers ce que je propose de nommer le modèle du « guerrier puritain ».

Pour comprendre ce qu'est ce modèle, nous emprunterons à l'analyse transactionnelle le concept de messages négatifs, ces injonctions qui empoisonnent notre vie quotidienne et nous empêchent de vivre. Ils sont au nombre de cinq : « dépêche-

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

toi », « sois fort », « fais des efforts » – messages guerriers compensés, croit-on, par deux messages « puritains » : « fais plaisir » (sous-entendu : « tu n'as pas à te faire plaisir ») et « sois parfait ». On voit que c'est précisément ce dont la culture de guerre économique nous rebat les oreilles depuis trente ans. Or ces messages, dont l'analyse transactionnelle nous dit qu'ils doivent être remplacés par d'autres, positifs, permettant de s'orienter vers une qualité de vie, s'appliquent à des cultures entières, et notamment aux traits dominants de l'Amérique du Nord et du Japon.

En réalité, pour citer une expression étonnante de Keynes que l'on croirait plutôt tirée d'un texte de Bataille ou de Reich, le cœur du problème est que « nous n'avons pas appris à jouir¹ ».

Le vieil Adam en nous réclame sa ration de rareté et de souffrance. C'est Arnaud Desjardins qui, reprenant les grands textes bouddhistes, a cette belle phrase dans *Pour une vie réussie* : « Le plus difficile, c'est de sacrifier sa souffrance². » On me répondra à juste titre qu'il est de nombreux riches qui jouissent de leur richesse sans vergogne. C'est vrai, mais ceux qui le font ouvertement et sans peur ou culpabilité sont une minorité. Et ils ont plus souvent une attitude de « bâfreurs » que de « gourmets ». C'est la raison pour laquelle les puritains et les gloutons se rejoignent sur un point : le refus de partager cette richesse ; les premiers par peur, les seconds par égocentrisme.

1. *Essai sur la monnaie et l'économie, op. cit.*

2. Arnaud Desjardins, *Pour une vie réussie*, La Table ronde, 1985.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

La traduction présente du phénomène, c'est que le décalage entre le modèle culturel, social et politique et le modèle technique et économique est explosif. Plus nous produisons de richesses avec moins de travail humain, plus nous échappons au règne de la rareté et plus la question essentielle devient celle non pas de la lutte mais de la coopération, une coopération fondée sur des jeux à somme positive – bref, plus nous devrions être non des guerriers puritains mais des coopérateurs ludiques¹. Seule une logique de coopération permettrait, au niveau mondial, de traiter des questions aussi cruciales que le problème de l'eau, les épidémies ou le chômage.

Or le modèle culturel des classes dominantes aujourd'hui en Amérique du Nord, en Asie (Japon, Chine et de plus en plus Inde) et, à un moindre degré, en Europe consiste au contraire à réagir à la difficulté par un surcroît de vitesse, d'effort, de logique guerrière.

Ce n'est pas par hasard si ce modèle du guerrier puritain est, en outre, intimement lié au puritanisme sexuel. Il en constitue même l'un des traits dominants et c'est pourquoi il a été au cœur de la bataille des conservateurs américains contre la présidence Clinton. Misère spirituelle et misère sexuelle vont aujourd'hui de pair : la drogue, les sectes, la sexualité refoulée ou obscène en sont les manifestations régulières, comme l'obsession de plus en plus perverse des médias concernant la sexualité des diri-

1. Ou ce que l'on appelle de plus en plus des « créatifs culturels », comme nous aurons l'occasion de le voir dans la troisième partie, chapitre VIII.

QUAND L'HUMANITÉ RISQUE LA SORTIE DE ROUTE...

geants le prouve. Et ne commettons pas de contresens : le fantasme de ces obsédés de la rareté n'est pas érotique ; il est pornographique, c'est-à-dire fondé non sur le désir amoureux mais sur celui de la domination, comme le montre Françoise Simpère dans son livre *Ce qui trouble Lola*. La sexualité n'y est plus vécue que sur le modèle du défoulement coupable, associée à la logique de domination et de guerre : fantasme ou réalité de viol et d'inceste sur les dominés, les femmes et les enfants, fantasme de possession associé au pouvoir et à la richesse, vision mâle de la sexualité, etc. Tout est en place pour que le désir amoureux cède la place à l'obsession guerrière.

DEUXIÈME PARTIE

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

I

Plaidoyer pour Éros

Et si nous tentions de redonner à Éros toutes ses chances face à Thanatos ? Pourquoi ne pas faire appel à ces ressources ancestrales de sagesse que sont les « technologies spirituelles » en les alliant à nos techniques modernes afin de promouvoir un nouvel art de vivre ? Pourquoi réserver à la sphère individuelle des méthodes de « développement personnel » dont nous avons tout autant besoin sur le plan collectif ?

Commençons par nous désintoxiquer nous-mêmes de cette peur qui conduit à l'enfermement identitaire, de cette dépression que compense de plus en plus mal l'excitation malade du désir de possession ou de consommation. Faisons-le volontairement, librement et joyeusement, en créant les conditions de cette « sobriété heureuse » dont nous parle un des sages de notre temps, Pierre

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Rabhi¹. Si ce n'est pas ainsi que nous nous y prenons, nous risquons fort d'y être contraints par la nécessité. Nous sommes déjà entrés depuis plusieurs années dans une période où les catastrophes, écologiques, sanitaires, humanitaires ou financières, se multiplient, et c'est seulement le cloisonnement et l'absence de recul qui nous font abandonner un problème pour nous pencher sur un autre. Mais si nous mettions bout à bout l'ensemble des tragédies qu'un mois de journal télévisé nous assène, nous pourrions voir qu'elles ont toutes pour origine une triple rupture de communication – avec la nature, avec autrui et avec nous-mêmes :

- *Rupture de communication avec la nature et l'univers* : c'est la face noire de la modernité, celle que résume la phrase terrible de Francis Bacon : « La nature est une femme publique ; il nous faut la mater, en pénétrer les secrets et la plier à nos désirs². » Autant la lumière de la modernité, celle de l'émancipation sous toutes ses formes, est à préserver face aux régressions identitaires et obscurantistes qui nous menacent, autant il est urgent de nous débarrasser de cette posture à la fois anti-écologique et machiste. Nous ne sommes pas des êtres posés *dans* la nature ; nous sommes *de* la nature. C'est la nature qui, à travers nous, déve-

1. On trouve chez Majid Rahnema, dans son éloge de la simplicité volontaire (*Quand la misère chasse la pauvreté, op. cit.*), ou chez Jean-Baptiste de Foucauld, dans sa réflexion sur l'abondance frugale (*Les Trois Cultures du développement humain*, Odile Jacob, 2002), des approches de même nature.

2. Cité par Serge Latouche dans *Décoloniser l'imaginaire*, Parangon, 2003.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

loppe de la conscience et de l'intelligence. La maltraitance écologique prépare dès lors notre propre destruction. Comme le dit un proverbe, l'homme qui abattra le dernier arbre sera aussi le dernier homme. En traitant comme des choses d'autres espèces vivantes, nous avons préparé notre propre chosification : la Solution finale nazie en constitue évidemment la forme la plus monstrueuse, mais le totalitarisme doux de la société de marché qui chosifie les rapports entre les humains et les humains eux-mêmes participe du même processus délétère ;

- *Rupture de communication avec autrui* : dans cette conception guerrière de la vie, autrui est un compétiteur menaçant mais il peut aussi devenir un ennemi dangereux. Dès l'enfance, dès l'école maternelle souvent, l'angoisse des parents se cristallise autour de la question : comment faire pour que mes enfants ne soient pas du côté des perdants ? C'est au nom de cette angoisse, comme le montre Éric Maurin dans son livre sur les formes subtiles de ségrégation¹, que la bataille va faire rage tout au long de la vie. Le point commun entre le discours économique et le discours médical dominants est qu'ils considèrent la vie comme un combat et la mort comme un échec. Dans ce récit tragique, autrui est une menace et la vie court à la ruine. Si nous choisissons au contraire de regarder la vie comme un voyage, la mort comme une transformation et, pour les croyants, un passage (mystérieux, certes, mais ni plus ni moins que cet autre passage

1. Éric Maurin, *Le Ghetto français. Enquête sur la ségrégation urbaine*, Seuil, 2004.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

que fut notre naissance), alors autrui n'est plus un rival menaçant mais un compagnon de route.

- *Rupture de communication intérieure*, enfin, qui nous rend étrangers et souvent hostiles à nous-mêmes. À force de vivre dans *la tension* (la course, le stress, la rivalité), nous devenons incapables de vivre *l'attention*. Attention à autrui, à un paysage, attention intérieure, cet art de vivre intensément le présent.

Enjeux collectifs et personnels du bien-être

Tentons cette tension dynamique des enjeux personnels et collectifs, en commençant par notre rapport au bonheur et au malheur.

Sur le plan individuel, plus que la véritable épreuve, la souffrance, qui appellent un traitement spécifique et que nous reconnaissons immédiatement, c'est le « petit malheur » qui nous empoisonne la vie. La « mauvaise humeur » nous place en permanence dans une situation où nous ne sommes pas satisfaits de ce qui se passe, des gens qui nous entourent et de nous-mêmes. Cette « misanthropie du quotidien » est comme un poison versé goutte à goutte : elle nous rend amers, aigris, sans énergie. On peut d'ailleurs faire preuve d'une vraie force d'âme face aux grandes épreuves et afficher une capacité beaucoup plus grande à les affronter qu'à supporter les petits maux de tous les jours.

Être dans ce malheur quotidien, c'est être en permanence « à la mauvaise heure » : nous ne sommes pas bien dans le présent car nous sommes happés par le passé ou l'avenir. Regrets, remords,

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

nostalgie quant au passé ; désir, espoir ou peur quant à l'avenir. L'instant présent est vidé par ces sentiments qui nous empêchent de le vivre pleinement. Je suis dans une ville : je rêve d'être dans une autre ; je fais ceci : je pense au fait que je n'ai pas encore fait cela ; je rencontre telle personne : je m'imagine déjà avec celle que je rencontrerai dans une heure, etc. Dans le désert nous rêvons de neige ; à la montagne nous regrettons la mer ; à la campagne les deux à la fois. Bref, quelle que soit la météo extérieure, le temps intérieur est toujours gris..

Être « à la bonne heure », c'est donc d'abord vivre intensément le présent. S'il est satisfaisant, faire de cette satisfaction souvent banale et quasi insensible une vraie joie. S'il est difficile, faire de cette difficulté une leçon de vie, la considérer comme une opportunité. S'il est douloureux, réduire au maximum la douleur en suivant par exemple les préceptes de la médecine chinoise, c'est-à-dire en se concentrant sur cette douleur afin de ne pas la laisser irradier notre corps, notre cœur, notre esprit.

Au sens fort du terme, le bonheur et le malheur ne sont pas des sentiments mais des choix, des positions de vie. Nous ressentons de la joie, du plaisir, de la tristesse, de la douleur, et ces sensations sont au départ indépendantes de notre volonté. Mais nous choisissons d'être à la bonne ou à la mauvaise heure. Celui qui ne sait pas pleurer lorsque meurt un proche ou à l'occasion d'une séparation est tout autant « à la mauvaise heure » que celui qui ne sait pas jouir de la rencontre d'un être aimé.

Dans une vie, les grandes épreuves sont en général peu nombreuses. Quand nous pensons être malheureux pour telle ou telle cause éloignée de notre

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

présent (un échec amoureux, un drame touchant un proche, un licenciement, etc.), nous avons en réalité choisi de nous défendre d'une situation éprouvante par une position de vie malheureuse. Car cette position entraîne – du moins le croyons-nous inconsciemment – bien des avantages : celui d'apparaître comme une victime, celui d'être considéré comme irresponsable, le droit d'être plaint et, vieux fond magique en nous, la croyance que le malheur nous préserve d'autres malheurs plus grands encore, alors qu'à l'inverse nous avons toujours peur que le bonheur nous attire le courroux des dieux.

La sagesse, un enjeu politique

Revenons maintenant aux grands défis de l'humanité et aux coûts du mal-être mondial analysés au début de ce livre. Que sont ces 2 000 milliards de dollars annuels que nous dépensons pour la guerre, les stupéfiants et la publicité quand dans le même temps nous sommes incapables d'en trouver 100 pour éradiquer la faim, permettre l'accès à l'eau potable ou assurer des soins et une éducation de base à tout être humain ? Que sont-ils sinon les dégâts collatéraux de cette triple rupture de communication qui est au cœur de notre incapacité à accéder à la joie de vivre ?

Ainsi, la menace écologique est directement liée à l'aveuglement qui nous a conduits à traiter la nature comme un pur objet malléable. De même, toutes les formes de guerre – économiques, sociales, religieuses, politiques – sont des conséquences de

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

cette incapacité à pacifier nos rapports à autrui. Et la guerre à autrui, la plupart des sages et des traditions spirituelles nous le disent, résulte directement de notre absence de paix intérieure. Le fameux commandement évangélique de l'amour lie étroitement le rapport au prochain et le rapport à soi-même. L'égoïste, disait Gabriel Marcel, est celui qui ne s'aime pas assez : la phrase est profondément juste malgré son apparence déroutante. C'est en effet parce qu'il est intérieurement non apaisé que l'égoïste cherche désespérément dans le regard d'autrui la preuve de sa propre existence.

Voilà pourquoi il nous faut faire de la question de l'art de vivre et de la sagesse un enjeu politique et pas seulement individuel. Nous devons coupler les perspectives de transformation personnelle et de transformation sociale, non seulement penser simultanément le local et le global mais aussi mettre en tension dynamique le personnel et le mondial¹.

Spiritualités et sagesse :
attention au trafic d'indulgences !

Afin d'éviter tout malentendu, j'utilise dans ce livre le terme « spirituel » dans son sens le plus large, que l'on peut aussi bien rendre par le terme « sagesse » : il existe des spiritualités agnostiques ou athées et pas seulement des spiritualités religieuses. Celles-ci peuvent même basculer dans une forme de « matérialisme religieux » quand elles deviennent

1. Nous développerons plus avant cette perspective dans le chapitre VII de la troisième partie.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

caution des ordres dominants organisés autour de la passion de richesse et de la volonté de puissance. Que de grandes traditions millénaires comme le judaïsme, le christianisme et l'islam puissent servir aujourd'hui de caution à des hommes comme Ariel Sharon, George Bush ou Oussama Ben Laden, qui ont fait de la violence meurtrière leur arme politique préférée, est un scandale moral qui défigure les religions du livre. Il s'agit là, pourrait-on dire, d'un véritable « trafic d'indulgences », qui devrait susciter chez les croyants une indignation comparable à celle qui a saisi Luther face à la marchandisation du salut par la papauté de son époque. Quand donc les autorités spirituelles, qui sont comptables de l'avenir de ces traditions, auront-elles le courage de le dire avec la force nécessaire ?

Évoquer cette double polarité ne signifie évidemment pas oublier les autres échelles de territoire où elle se joue.

Nos sociétés occidentales par exemple empruntent en quelque sorte une voie spécifique vers le mal-être : elles paient très cher, y compris financièrement, leur manque de savoir-vivre et de savoir-mourir. La consommation considérable de tranquillisants et les dépenses massives pour l'hospitalisation en fin de vie en sont deux illustrations. Comme le notait Ivan Illich¹, le riche des sociétés du Nord considère désormais comme un luxe inaccessible ce qui reste encore le droit de nombre de pauvres au Sud : pouvoir mourir chez soi et entouré des siens.

1. Théoricien de la « contre-productivité », Ivan Illich a en particulier écrit *Némésis médicale* (in *Œuvres complètes*, t. I, Fayard, 2004).

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

La France est directement concernée : l'angoisse, la peur de vivre, et pas seulement celle de mourir¹, pèse en fait très lourd dans les quelque 315 milliards d'euros (plus de 2 000 milliards de francs) que les Français consacrent chaque année à leur sécurité sociale².

Les coûts générés par le mal de vivre pourraient ainsi constituer un gisement pour lancer des programmes ambitieux d'éducation à l'art de vivre. Le temps gagné sur la course et la logique de guerre économique, le temps gagné sur le travail, ce temps est précieux pour la participation civique et la capacité à s'adonner au plus beau métier qui soit : faire de sa vie une œuvre.

L'enfer pavé de bonnes intentions ?

Certes, un tel projet doit répondre préalablement à l'objection que formuleront certains, de bonne ou de mauvaise foi, à savoir que replacer ainsi la question de l'art de vivre, du bonheur ou du bien-être au cœur d'un projet politique risque d'entraîner un dérapage totalitaire au profit de tous ceux qui prétendent vouloir « faire le bonheur des peuples malgré eux ». Autrement dit, on dénoncera un « enfer pavé de bonnes intentions ».

1. Cf. Arnaud Desjardins, *L'Audace de vivre*, Pocket, 2000.

2. Selon le rapport de la Cour des comptes de septembre 2003 (Éditions des Journaux officiels, 2003), les dépenses des régimes de base de la sécurité sociale étaient de 316,9 milliards d'euros en 2002. Le coût global de la protection sociale (incluant en particulier les mutuelles complémentaires) est plus important encore.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Remarquons d'abord que ces risques, aujourd'hui bien réels, de dérapage totalitaire au nom de visions globalisantes ne résident pas dans des projets démocratiques de sagesse et d'art de vivre tels ceux que nous évoquons ici mais dans des fondamentalismes et des intégrismes de toute nature. Et, parmi ces fondamentalismes, il nous faut placer la révolution conservatrice américaine, à laquelle George W. Bush a donné un tour encore plus brutal que Ronald Reagan. En outre, il ne suffit pas d'avoir de « mauvaises intentions » pour éviter l'enfer ! La critique des « bonnes intentions » sert bien souvent de paravent à un autre idéalisme plus destructeur encore, présent dans ce que Joseph Stiglitz appelle le « fondamentalisme du marché » et qui se persuade au fond, pour reprendre la phrase fameuse de Mandeville, que la somme des vices privés conduit aux vertus publiques.

En réalité, c'est toute vision réductrice et binaire qui est véritablement dangereuse. Le postulat idéaliste progressiste qui considère les hommes comme naturellement bons rencontre une erreur symétrique au moins aussi dangereuse chez les conservateurs, qui est de les croire naturellement mauvais. Nombre d'approches prétendument réalistes conduisent ainsi à de formidables gaspillages d'énergie et d'intelligence parce qu'elles se fondent sur l'hypothèse que, laissé à lui-même, l'être humain est forcément oisif, asocial, dangereux pour ses semblables. On retrouve ces postulats implicites dans l'organisation du travail, dans les formes autoritaires de gouvernance publique ou privée, dans le système éducatif, dans nombre d'Églises. Une part conséquente de l'idéologie du libéralisme économi-

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

que est en réalité profondément antilibérale, et à cet égard l'expression « révolution conservatrice » la caractérise beaucoup mieux.

La mixité humaine

En fait, l'être humain n'est pas d'un seul bloc, maléfique ou bénéfique. Ce qui le caractérise avant tout, c'est sa mixité, son ambivalence, son métissage. Analysons plus précisément le double idéalisme réducteur de la bonté ou du maléfice originels des êtres humains.

Si l'homme est fondamentalement bon, c'est la société ou le mode de production qui le pervertit : il suffit alors de s'attaquer à la perversion sociale et, au sens étymologique du terme, de remettre en ordre le monde par une révolution. Il en existe différentes variantes suivant que la dénaturation de la bonté originelle est attribuée au mode de production et à l'exploitation (version marxiste), à l'État (version anarchiste), au patriarcat (version féministe), à la religion (version anticléricale), etc. Mais chaque fois le mécanisme réducteur fonctionne de la même façon : une cause principale empêche les humains d'exprimer pleinement leur humanité ; le combat vise à lutter contre ce blocage afin de restaurer l'humanité dans sa bonté et sa beauté.

Si l'homme est fondamentalement mauvais, il faut au contraire que la société, que l'ordre social se protège contre cette humanité qui, laissée à elle-même, serait vouée à la violence (guerre de tous contre tous dans l'état de nature selon Hobbes), à l'oisiveté (le travail est alors conçu comme un

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

moyen privilégié de rééduquer un être fondamentalement paresseux), à la sexualité (voir la véritable obsession [anti-]sexuelle des courants puritains). Mais bien que le cas de figure soit inverse, le même schéma réducteur est à l'œuvre. Il ne vient pas à l'esprit des idéologues de ces approches que l'alternative au travail n'est pas forcément le désœuvrement, que le lien social n'est pas réductible à l'ordre social, que la violence même est une résultante et non une cause première.

Le travail de la sagesse, à rebours de toutes ces approches réductrices, est un travail sur notre propre métissage, notre propre ambivalence. En ce sens, il ne peut s'exprimer pleinement sur le plan politique que dans des formes démocratiques à mille lieues de toute tentation totalitaire. La prétendue liberté de mode de vie qui serait la nôtre revient en réalité à l'imposition d'un mode de production, de consommation, de rapport à soi, à l'univers et à autrui qui nous enferme dans une logique unidimensionnelle¹, source de mal-être et de destructions écologiques et sociales. Choisir une autre voie est synonyme de progrès dans tous les domaines, y compris dans celui de la liberté et de la qualité démocratique. Car la pluralité des chemins de sagesse est infinie dès lors que nous sortons de la toxicomanie du désir de possession. *Le Livre des sagesses*², à travers ses près de deux mille pages, nous donne un aperçu de l'extraordinaire diversité des chemins possibles pour tous ceux, individus ou

1. Pour reprendre la juste expression d'Herbert Marcuse dans son livre *L'Homme unidimensionnel*, Minuit, 1968.

2. *Le Livre des sagesses*, Bayard, 2002.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

peuples, qui cherchent la joie de vivre ailleurs que dans les idoles. Loin du sens identitaire et puritain des intégrismes qui prétendent enfermer le mystère de Dieu, de la nature ou de l'univers dans des dogmes exclusifs, la voie spirituelle est ouverte, joyeuse et, pour tout dire, profondément érotique, en ce sens qu'elle nous permet de rétablir cette relation amoureuse avec le cosmos, avec autrui et avec nous-mêmes qui est à la source de l'énergie créatrice.

Aussi ne sommes-nous pas condamnés aux catastrophes ou aux régressions. Il est possible, nous allons le voir, de promouvoir une vision, une stratégie positive de la mondialité qui soit fondée sur une logique de coopération, de citoyenneté et d'art de vivre. Les nouvelles technologies peuvent être un atout dans ce projet, et la réduction du temps de vie consacré au travail n'est pas fatalement vouée à prendre la forme sauvage du chômage de masse. Au contraire, on peut considérer que l'art de vivre des individus comme des sociétés constitue aujourd'hui le meilleur antidote à la culture de guerre et à la panique croissante qu'elle génère.

Mais il nous faut, pour nous engager dans cette voie, changer de paradigme, cesser de regarder dans nos rétroviseurs et aborder avec une tout autre vision les problèmes de notre temps.

II

La leçon d'Einstein

On ne résout pas un problème, disait Einstein, en le traitant dans les termes qui lui ont donné naissance. Or c'est bien ce que nous faisons à l'heure actuelle. À force de vouloir gérer les difficultés de la mutation informationnelle dans les termes des révolutions industrielles, les questions liées à l'abondance dans les termes de la rareté, les enjeux écologiques et humains dans les catégories mentales et sociales du productivisme, on aggrave les problèmes au lieu de les traiter à la racine et on fabrique artificiellement de la rareté : rareté de richesse, rareté de pouvoir et de savoir, rareté même dans le rapport fondamental au temps de vie. Si nous voulons quitter ces « langages antérieurs » qu'évoquait déjà Michel de Certeau après 1968¹, il

1. *La Prise de parole*, Seuil, « Points », 1994. Michel de Certeau considérait que l'inédit de Mai 68 n'avait pas encore trouvé son langage et s'exprimait dès lors confusément à travers des

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

nous faut donc avant toute chose changer de vision et de posture afin de sortir du « logiciel de la rareté » et d'interrompre le cycle infernal de la peur qui déclenche les régressions émotionnelles que nous venons d'analyser.

La révolution de l'information et de l'intelligence

Commençons par mieux prendre la mesure des mutations considérables que nous traversons. Nous ne vivons pas une « troisième révolution industrielle » centrée, comme les deux précédentes, sur le couple formé par une matière première source d'énergie et une technologie. Si c'était le cas, après le charbon et la machine à vapeur, le pétrole et l'électricité, nous serions conduits à reconnaître que la matière première correspondant aux technologies liées à l'informatique est le silicium, c'est-à-dire un dérivé du sable ! Autrement dit, le sable ferait l'objet d'un désir de possession aussi grand que les mines de charbon hier ou les gisements de pétrole encore aujourd'hui. Nous savons bien qu'il n'en est rien. Si nous tenons à continuer à utiliser le mot « matière » pour caractériser la mutation technologique actuelle, c'est de « matière grise » qu'il nous faut parler. Nous sommes bel et bien entrés dans une nouvelle ère, celle de l'information, dont l'intelligence est la première ressource et dont les nou-

« langages antérieurs » tels que le marxisme ou le tiers-mondisme.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

nelles technologies de communication constituent les vecteurs¹.

Parler de révolution de l'intelligence ou de société de l'information ne veut évidemment pas dire que l'industrie va produire moins de richesses ; c'est même le contraire, du fait des progrès de productivité. Mais personne ne songe à qualifier nos sociétés actuelles de sociétés agricoles, alors qu'elles produisent beaucoup plus de biens agro-alimentaires qu'à l'époque où près de la moitié de la population active était occupée à la terre. Il est donc infiniment plus juste de parler de révolution de l'intelligence, de société de l'information, que de troisième révolution industrielle. On souligne ainsi que la grande variable réside dans la capacité de nos sociétés à transformer leurs rapports sociaux et à inventer une culture adaptée à la mobilisation de l'intelligence collective.

Ces mutations pourraient permettre l'adéquation du progrès technique et du progrès social dans la mesure où le développement de l'intelligence collective sera d'autant plus important qu'il s'exprimera dans un environnement de liberté, d'autonomie et de responsabilité.

Car les conditions dans lesquelles une intelligence s'exerce ne sont pas neutres.

1. On lira en particulier sur cette question le livre précurseur de Jacques Robin, *Changer d'ère* (Seuil, 1989), ainsi que les ouvrages de René Passet (*L'Économique et le Vivant*, Economica, 1996), de Manuel Castells (*L'Ère de l'information*, 3 vol., Fayard, 1999-2001), de Jeremy Rifkin (*L'Âge de l'accès*, La Découverte, 2000), de Joël de Rosnay, qui, du *Macroscope* (Seuil, 1977) à *L'Homme symbiotique* (Seuil, 1995), n'a cessé de travailler sur la fécondité de cette hypothèse, sans oublier celui de Philippe Aigrain (*op. cit.*), qui paraît dans la présente collection.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

La première de ces conditions est politique. Il n'y a pas de productivité de l'intelligence en dehors d'un contexte de liberté, pour une raison simple : l'intelligence repose sur un fonctionnement par essai/erreur. Le droit à l'erreur est la première exigence de l'intelligence humaine ; limiter la liberté, *a fortiori* l'interdire, c'est bloquer ce droit à l'erreur. En fait, la liberté est le véritable oxygène de l'intelligence.

La deuxième condition est économique : en situation de lutte pour la survie, toute intelligence est mobilisée par la satisfaction des besoins de conservation, ce qui l'empêche de s'appliquer à d'autres objets. Il faut donc sortir de la pénurie et de la rareté.

Les autres conditions sont psychosociologiques et culturelles : on ne peut vraiment exercer son intelligence que dans un milieu humain suffisamment sécurisant sur le plan affectif pour compenser le risque de l'erreur et de l'échec. Toute insécurité secrète la prudence et, à terme, l'inertie. C'est vrai pour un individu, ça l'est plus encore pour un groupe social.

Enfin, sans une transformation des rapports sociaux et des formes d'action politique, la révolution de l'information, qui s'accompagne d'un mouvement croissant de complexité, peut aussi constituer – nous le constatons aujourd'hui – une source renouvelée d'inégalités et d'exclusions. La carte de la domination et de l'exclusion révèle ainsi de nouvelles zones de sous-développement, tant à l'échelle mondiale qu'au sein des sociétés matériellement développées.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

La révolution du vivant

Un autre bouleversement, plus considérable encore par ses conséquences, est à l'œuvre : la révolution biologique, celle qui touche non seulement le vivant dans son ensemble, mais, plus précisément, le vivant humain. Nous avons connu, en moins d'un demi-siècle, deux transformations qui ont totalement modifié notre rapport à la nature et à nous-mêmes.

La première est aujourd'hui si banalisée dans nos sociétés que nous oublions à quel point elle a introduit dans l'histoire humaine un changement radical sur les plans social, culturel et politique. Il s'agit bien sûr de la maîtrise de la reproduction, acquise dans les années 1960 grâce à la contraception. Cette dernière a complètement changé la donne dans les rapports entre hommes et femmes et entre parents et enfants, faisant de la famille une donnée affective alors qu'elle constituait d'abord auparavant un socle social et économique. Elle a permis aux femmes non seulement de disposer de leur corps mais aussi de choisir une profession qui leur garantit l'autonomie économique, laquelle, en retour, leur ouvre la possibilité, grâce à la libéralisation du divorce, de sortir de la dépendance maritale si elles ne sont plus satisfaites affectivement de leur relation. Les conséquences de ce bouleversement ont un caractère systémique, chacune d'entre elles rétroagissant sur les autres et transformant profondément les données sociétales d'un des plus vieux rapports sociaux du monde, celui construit par les sociétés patriarcales. Mais cette révolution n'a pas

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

encore fini de produire ses effets, notamment parce qu'elle reste limitée à l'échelle planétaire par les résistances culturelles.

La seconde transformation touchant le vivant est plus décisive encore, et se déroule sous nos yeux : ce sont les premiers pas de la maîtrise de la *production* (et non plus seulement de la reproduction) du vivant humain, dont la possibilité du clonage constitue la face la plus spectaculaire. Plus encore que les autres grandes mutations, celle-ci rappelle la force toujours actuelle de l'avertissement de Rabelais : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. » Car si de nouvelles avancées vertigineuses se profilent dans l'ordre de la connaissance, et de la médecine en particulier, les risques de dérèglements inhumains n'ont jamais été aussi grands. Nous aurons donc besoin, sur ce terrain plus qu'ailleurs, d'associer nos vieilles technologies spirituelles avec nos nouvelles technologies informationnelles ou biologiques¹.

La rencontre de ces deux grandes révolutions, celle de l'intelligence et celle du vivant, signifie que nous venons de vivre une mutation scientifique et technique analogue à celle qui, à l'ère énergétique, avait permis à l'humanité de passer de la soumission à la nature à sa maîtrise et à sa transformation, à la différence près que, au lieu de s'étendre sur

1. La littérature est abondante, pluraliste et parfois divergente sur ce dossier majeur. Citons notamment les ouvrages de Monette Vacquin, d'Axel Kahn, d'Henri Atlan et de Joël de Rosnay.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

trois millénaires (des débuts de l'agriculture à la deuxième révolution industrielle), elle s'est produite en moins de cinquante ans¹.

1. Voir en particulier sur ce passage Jacques Robin, *op. cit.*, et René Passet, *op. cit.*

III

Trois questions radicales

Nous pouvons résumer les mutations que nous venons d'analyser en parlant d'un triple changement : changement d'ère¹ (la mutation informationnelle et la révolution du vivant), d'air (le défi écologique) et d'aire (le bouleversement du rapport au territoire). Et à ces trois changements correspondent trois questions radicales :

- *Qu'allons-nous faire de notre planète ?* Nous ne sommes pas seulement *dans* la nature ; nous sommes *de* la nature. À trop l'oublier, l'humanité met en danger sa propre demeure : par la dégradation de ressources vitales comme l'air et l'eau, mais aussi par sa responsabilité dans le réchauffement climatique, la déforestation massive ou les catastrophes technologiques majeures (de type Tchernobyl, Bhopal, AZF). Le défi écologique, celui de notre

1. Pour reprendre le titre du livre de Jacques Robin, *op. cit.*

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

rapport à la biosphère, sera l'un des grands enjeux du XXI^e siècle. Il appelle nécessairement une vision mondiale des problèmes et des régulations qui oppose à la forme sauvage de globalisation que nous connaissons actuellement une mondialité civilisée et écologisée.

- *Qu'allons-nous faire de notre espèce ?* La possibilité d'une mutation de notre propre espèce par ce qu'on appelle souvent improprement le clonage nous oblige désormais à affronter dans notre champ de responsabilité éthique, juridique et politique les questions que posait de façon prophétique Aldous Huxley en 1932 dans sa fameuse fiction *Le Meilleur des mondes*. C'est le problème de l'humanisme face au défi vertigineux que prépare la révolution du vivant, et celui de ses dérapages possibles vers une fantasmatique « post-humanité ».

- *Qu'allons-nous faire de notre vie ?* La réduction du temps consacré au travail dans notre vie fait naître cette question. Nous y sommes encore peu sensibles tant nos civilisations continuent de reposer économiquement, socialement et culturellement sur le travail. Il n'en reste pas moins que les faits parlent d'eux-mêmes : un individu qui vit 76 ans (espérance de vie moyenne dans une société développée) aura passé, même dans les pays où la durée hebdomadaire de travail tourne autour de 40 heures, environ 70 000 heures à travailler, au sens statistique du terme, soit 10 % de son temps total de vie¹.

1. Roger Sue estime même, dans son livre *Temps et Ordre social : sociologie des temps sociaux* (PUF, 1994), que le temps

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

D'où vient alors que le travail demeure central dans nos représentations et que son recul donne le vertige à nos gouvernants au point de conduire, comme en France, à une campagne rétrograde sur sa réhabilitation¹ ? En fait, ce paradoxe est bien compréhensible dès lors que les autres formes de lien social (lien civique, lien familial et amoureux, lien associatif, etc.) sont considérées comme périphériques par rapport à un lien économique qui, comme l'avait bien vu Karl Polanyi, devient le grand référent de toutes les activités (y compris culturelles) et absorbe dans la « société de marché » l'ensemble des fonctions politiques, sociales et symboliques. Malgré ce retard des représentations sur la réalité, dû à la dominante matérialiste du mode industriel de production, un nombre croissant d'acteurs, à titre personnel ou collectif, refusent de « perdre leur vie à la gagner » dans une guerre économique aussi épuisante physiquement que psychiquement. Le « décrochage » annoncé par Pierre Thuillier dans *La Grande Implosion*² est en train de se préparer souterrainement. La « traversée de vie », pour reprendre la

de travail ne correspond plus qu'à 8 % du temps de vie éveillée (14 % du temps de vie total).

1. Autant ce que Hannah Arendt nomme l'« œuvre » ou ce qu'André Gorz appelle le « travail choisi » méritent d'être valorisés, autant le travail contraint ne saurait être glorifié. Cette attitude est souvent chez les possédants qui ont la chance de faire un « travail choisi » une manière détournée de souhaiter que les autres soient en réalité leurs domestiques.

2. Pierre Thuillier, *La Grande Implosion*, Fayard, 1995. Ce décrochage-là serait-il celui qui fait si peur à Michel Camdessus (cf. son rapport sur le décrochage français, *op. cit.*) ?

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

belle expression de Pierre Sansot¹, est une aventure trop bouleversante pour accepter de la voir gâchée par les innombrables misères sociales, physiques, morales et spirituelles que produit le capitalisme informationnel.

Dans ces trois grands défis, la maîtrise de notre propre science, le rapport de notre savoir à notre sagesse, est en cause. « Maîtres du monde, êtes-vous maîtres de votre maîtrise ? » demandait Pierre Bourdieu à un aréopage rassemblant les patrons des principales entreprises de presse mondiales. La question vaut aussi pour les scientifiques, qui croient pouvoir se décharger sur d'autres acteurs – juridiques, économiques ou politiques – de leurs propres responsabilités éthiques. Car la fuite permanente devant ce que Hans Jonas avait appelé le « principe responsabilité » est visible dans tous les domaines. Elle est manifeste chez les acteurs économiques et financiers qui, ne voulant pas prendre en charge les coûts écologiques et plus encore les coûts de casse humaine qui résultent de leurs décisions, d'abord s'en déchargent sur les États et les systèmes de protection sociale, ensuite refusent de donner à ceux-ci les moyens financiers de les assumer. On note une même attitude chez les politiques, qui semblent avoir oublié la noblesse et l'ambition de leur « ministère public » et intériorisé leur propre subordination à l'économique. C'est ainsi qu'après avoir eux-mêmes organisé la dérégulation des marchés, transmis aux banquiers le pouvoir éminemment politique de créer et de contrôler la monnaie, renoncé à l'ambition des grands

1. Pierre Sansot, *Il vous faudra traverser la vie*, Grasset, 1999.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

réformateurs qui fondèrent nos systèmes de protection sociale, ils se plaignent désormais de leur propre impuissance. Mais cette irresponsabilité nous traverse aussi tous dès lors que le consommateur en nous ignore le producteur, que l'épargnant préparant sa retraite néglige le salarié ou que l'électeur désabusé abandonne son pouvoir de citoyen pour se laisser transformer en simple atome statistique d'une opinion publique ballottée au gré des images que sélectionnent pour elle les médias.

Comment sortir de ce cercle vicieux par lequel les moyens que s'est donnés l'humanité pour sa propre maîtrise deviennent des facteurs de son propre asservissement ? Comment replacer la technique au service de la science, la monnaie au service de l'échange et non de la domination ? Comment récuser la fuite en avant insensée qui voit au contraire la science soumise à la technique, la technique au marché et le marché à la volonté de puissance de ces nouveaux maîtres du monde incapables de maîtriser leur propre maîtrise ?

Il existe depuis des millénaires une réponse à ce défi que les Grecs nommaient *hubris* (que l'on peut traduire par « excès » ou « démesure ») : on l'appelle sagesse. Alors que nous venons de franchir le seuil de ce nouveau millénaire, rappelons-nous que le cœur de notre modernité, la condition de notre avenir et de celui des générations futures, dépend de la capacité de l'humanité à se nourrir de ces traditions anciennes qui l'aident à vivre, à aimer, à mourir. Nous ne connaissons pas les techniques qui existeront dans vingt ans mais nous savons que, s'il existe encore des humains pour fêter le passage du troisième au quatrième millénaire, ils auront

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

toujours à affronter ce défi mystérieux qui consiste à vivre en sachant que l'on va mourir. L'alternative aux fantasmes de post-humanité passe par une pleine capacité à vivre la condition humaine dans la force énigmatique de sa fragilité. C'est ce qu'Edgar Morin, dans l'introduction au beau livre collectif *Relier les connaissances*¹, nomme la « qualité poétique de la vie ». C'est dire que l'enjeu de la transformation collective n'est pas séparable du changement de nos propres « positions de vie ». Changer de vie et changer la vie sont les deux pôles d'un mouvement civique et social en émergence pour lequel il n'y a pas de changement politique et social qui vaille s'il n'est pas porté par des personnes qui expérimentent intensément sur le plan personnel l'alternative au dopage par ces deux drogues dures que sont le Pouvoir (comme goût de la domination d'autrui) et l'Argent (fétichisé par sa transformation de moyen en fin). Cela suppose de sortir de la logique de guerre, singulièrement de la guerre économique, d'inventer un autre rapport à la richesse (et à la monnaie), au pouvoir et à la vie elle-même.

1. *Relier les connaissances*, Seuil, 1999. Ce livre rassemble les contributions aux journées thématiques transdisciplinaires organisées à l'initiative d'Edgar Morin en mars 1999.

IV

Changer notre rapport à l'argent

D'où vient cette fascination de l'argent, qui constitue dans nos sociétés une véritable drogue ? De la croyance selon laquelle la monnaie aurait de la valeur en elle-même, indépendamment de tout rapport social, bref qu'elle serait de l'« argent ». Cette maladie a un nom : le fétichisme monétaire.

En réalité, la monnaie n'est que le moyen de faciliter l'échange entre les hommes eux-mêmes ou entre les hommes et la nature. Elle n'a aucune valeur intrinsèque. Même dans les périodes de l'histoire où elle a eu pour support des métaux précieux comme l'or et l'argent, cette valeur était purement conventionnelle. Car ce sont les humains qui décrètent qu'un métal est précieux. Et cette convention varie suivant les époques, les lieux, les cultures, les situations : dans un désert, pour le voyageur assoiffé, la découverte d'un point d'eau est infiniment plus précieuse que celle d'une pépite.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

La monnaie est donc la convention par laquelle une communauté humaine ouvre à ses membres un droit de tirage sur la richesse collective. Cette richesse n'a d'autre source que celles de la nature et de l'intelligence humaine et leurs combinaisons infinies. C'est la vie elle-même, et, s'agissant des humains, la vie consciente, qui possède ce caractère magique de pouvoir exprimer à la fois de la richesse présente et de la richesse potentielle. Qu'une simple graine se transforme en arbre, en fleur ou en fruit, ou qu'une goutte de sperme associée à un ovule donne naissance à un petit d'homme, tel est le miracle permanent de la richesse de la vie. Cette richesse est encore démultipliée par l'échange et par la transformation de la nature qui résulte de notre intelligence et de notre curiosité, autres dons de la vie consciente. Et l'échange est de nouveau multiplié quand les humains, plutôt que de recourir au troc, malcommode, conviennent de prendre un étalon unique, ce qui leur permet de développer leurs activités et de se souvenir de l'état de leurs dettes ou de leurs créances tant à l'égard des autres partenaires de l'échange que de la collectivité dans son ensemble¹.

Si la liberté d'échanger est à l'évidence un facteur multiplicateur de l'échange au même titre que la monnaie, l'une et l'autre ne sont réellement efficaces que s'il s'agit de la liberté de tous et de la monnaie de tous. Dès que des processus d'accaparement ou de domination ont pour effet de restreindre la réalité de ces deux droits à une partie

1. Voir la thèse stimulante de Jean-François Bougeard dans son livre *La Comptabilité, une clé pour l'économie*, Seuil, 1991.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

seulement de la collectivité, la liberté des échanges devient celle du « renard libre dans le poulailler libre », et la monnaie vecteur de domination et de violence sociale plus que d'échange et de paix. C'est alors que le « doux commerce », loin d'être, comme le proposait Montesquieu, une alternative à la guerre, se transforme en moyen d'une guerre économique et sociale.

Afin de garantir à tous l'accès à la liberté des échanges et à la monnaie, il est donc essentiel que la loi intervienne. Mais il faut aussi que les membres de la collectivité acceptent de sortir des logiques de méfiance et de rivalité. Si la liberté a besoin de l'égalité, toutes deux finiront cependant par mourir sans la fraternité, qui peut être définie comme le goût pour la liberté et l'égalité d'autrui. En son absence, l'égalité devient abstraite et fait le lit de la bureaucratie, voire du despotisme, et la liberté se mue en un droit à exploiter ou dominer autrui.

Une réappropriation démocratique de la monnaie doit ainsi s'exercer dans deux directions :

- redonner à la communauté politique démocratique son pouvoir d'émettre et de garantir ce bien public qu'est la monnaie ;
- refuser toute nouvelle captation de la monnaie non seulement par des acteurs économiques et financiers (les riches), mais aussi par des « confisateurs publics » qui s'abritent derrière l'intérêt de l'État pour redonner le pouvoir à une minorité de puissants.

Dans une démocratie, il faut réaffirmer qu'il n'est d'autre légitimité monétaire que celle que confère la citoyenneté. Celle-ci peut s'exercer de

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

manière directe ou indirecte (cf. l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen¹). Elle ne saurait être confisquée par quiconque. Dans le cas où cette confiscation s'exercerait, les citoyens ont à l'égard de la monnaie le même droit de résistance que celui qu'autorisent les constitutions démocratiques face à l'oppression. La transformation de la monnaie de moyen en fin, à la source de l'économie casino qui gangrène nos sociétés, n'a aucune légitimité démocratique. Il s'agit d'un pur rapt² qui appelle des luttes démocratiques, lesquelles doivent s'opposer à ce détournement d'un bien public collectif destiné à favoriser l'échange et l'activité de tous pour en faire un bien privatif destiné à satisfaire les désirs de lucre d'une minorité de riches et de puissants.

*Pour une théorie anthropologique de la monnaie*³

Nous ne pourrions cependant nous engager dans cette direction que si nous prenons pleinement

1. L'article 14 stipule que « les citoyens ont le droit, par eux-mêmes ou leurs représentants, à vérifier la nécessité de la contribution publique et à en déterminer la quotité, l'assiette, l'emploi et la durée ». Cet article, qui fonde le lien entre contribution publique et citoyenneté, permet aussi de fonder la monnaie, vecteur de cette contribution, comme un bien commun de la collectivité démocratique.

2. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, pourtant étiqueté « libéral », parle même de « faux-monnayage » tant le pouvoir exorbitant accordé aux banques commerciales – celui de créer de la monnaie *ex nihilo* – lui paraît dangereux.

3. Nous reprenons ici, sous une forme abrégée, des éléments présents dans mon rapport *Reconsidérer la richesse*, *op. cit.*, p. 168 et suivantes.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

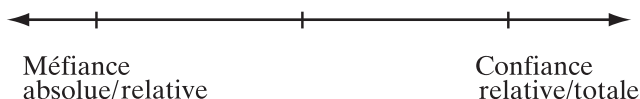
conscience des enjeux anthropologiques et émotionnels à l'œuvre, souvent masqués par le discours économique dominant. La monnaie constitue en effet un support, et souvent un succédané, des deux énergies émotionnelles majeures de l'être humain : le désir (et son double, l'angoisse) d'une part ; l'amour (et son double, la haine) d'autre part. L'hypothèse que je propose est que la monnaie se situe dans un spectre intermédiaire de relations caractérisées par un désir insuffisant et une confiance relative.

Commençons par la question de l'amour. La monnaie n'intervient que pour gérer des relations interhumaines. Les relations à la nature et aux autres êtres vivants comme les animaux n'ont pas besoin de cette forme de médiation¹. Or les relations entre humains peuvent s'organiser selon trois modes : la rivalité (dont la forme extrême est le meurtre ou la guerre), la coopération (dont la forme radicale est l'amour) et la neutralité affective (où l'on ne s'aime pas sans pour autant se haïr). Exprimons ce constat par un premier axe (schéma page suivante) qui va de la confiance totale (amour, amitié) à la méfiance totale (haine, très forte rivalité). On voit bien qu'à ses deux extrémités la monnaie n'est pas nécessaire. Pour aimer ou pour haïr il n'est nul besoin de monnaie. Sur cet axe confiance/défiance, la monnaie occupe donc la

1. Si j'achète des pommes sur un marché, ce n'est pas parce que les pommes par nature ne peuvent être échangées que contre de la monnaie, c'est parce que le circuit des intermédiaires humains qui remplace l'acte simple d'aller cueillir ma pomme moi-même sur le pommier règle, lui, ses relations par l'intermédiaire de la monnaie.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

partie centrale du segment et s'organise à la fois comme monnaie de confiance (« fiduciaire ») et comme monnaie de défiance relative, intégrant alors la « prime de risque » du manque de confiance à l'égard d'autrui¹.

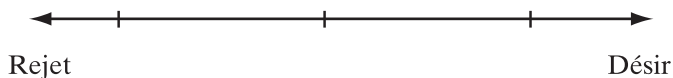


De même, sur l'axe désir/répulsion (premier schéma page suivante), c'est dans la partie centrale que se situe la monnaie. Un très fort désir n'a pas besoin de monnaie pour se réaliser. On m'objectera que si le projet est grandiose et suppose des moyens importants, la monnaie sera nécessaire. Mais c'est vrai uniquement si les autres apporteurs de moyens ne partagent pas ce désir avec la même force. Dans le cas contraire, les uns apporteront des matériaux, les autres des outils, et tous donneront leur temps et leur intelligence gratuitement. À l'autre bout de l'axe, l'argent ne peut pas davantage vaincre une répulsion totale. Si elle est vaincue, c'est justement le signe qu'elle était moins forte qu'on le croyait :

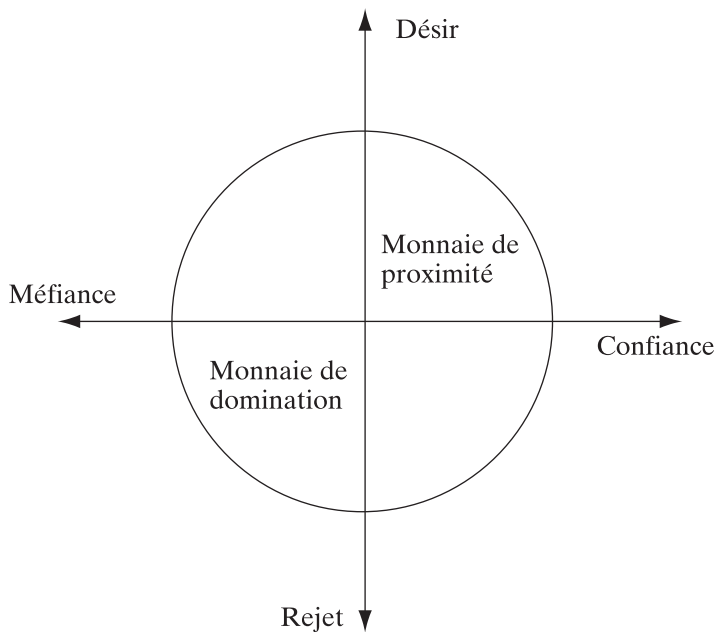
1. Le manque de confiance dans l'avenir n'est qu'une variante d'un manque de confiance en autrui ou en soi-même. Si je veux épargner de l'argent pour mes vieux jours, c'est parce que j'ai peur de ne pas trouver d'aide au moment où je ne serai plus en mesure d'assurer moi-même ma propre autonomie. Mais si je vis sans peur, soit parce que j'ai la certitude de trouver toujours de l'aide auprès de mes proches ou d'autres humains, soit parce que, par sagesse, je sais que la loi du bonheur est de vivre « à la bonne heure », c'est-à-dire au présent sans s'inquiéter de l'avenir, alors je n'ai plus besoin de stocker de la monnaie : ma confiance en autrui, en la vie et en moi-même est ma meilleure épargne, et elle est à l'abri de tout vol et de toute perte.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

à partir de quelle somme d'argent quelqu'un est-il prêt à « vendre père et mère », comme le dit l'expression consacrée ?



Au croisement de ces deux axes, nous allons trouver la figure suivante :



La monnaie intervient dans l'espace intermédiaire délimité par le cercle central. Les deux cas les plus simples se situent dans un rapport homogène (positif et négatif) entre confiance et désir. Quand le désir et la confiance sont partagés entre les protagonistes de l'échange (dans la zone relative

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

où la monnaie ou son équivalent s'avère nécessaire), on est en présence de monnaies de proximité (ou de solidarité)¹. En revanche, si l'objet de la réalisation mobilisant la monnaie suscite rejet (ou répulsion) chez les acteurs (l'un, l'autre ou les deux) et si la défiance règne entre eux, la monnaie va être un vecteur de domination, voire de violence. Par exemple, le ramassage des ordures répugne aux deux protagonistes mais l'un a les moyens de le faire effectuer par autrui, soit par la contrainte, soit en achetant ses services. C'est dans cette zone que ce que les économistes nomment les « coûts de transaction » seront les plus forts. Il faudra beaucoup d'argent pour qu'un projet qui n'intéresse pas les acteurs chargés de le mettre en œuvre, et de plus méfiants à l'égard de ses commanditaires, se réalise.

Les deux cas non symétriques sont ceux où il existe entre les partenaires de l'échange un désir fort mais une méfiance, ou une confiance relative sans véritable désir. La monnaie sert alors de curseur et compense la zone de déficit principal.

L'appropriation (ou la réappropriation) démocratique de la monnaie est ainsi une exigence de même nature et de même importance que la mise en débat public de nos représentations de la richesse. En démocratie, il n'y a de légitimité pour une monnaie que si elle est fondée sur la citoyenneté. Le droit d'émettre de la monnaie, c'est-à-dire des droits de tirage sur la richesse collective,

1. C'est cette forme d'échange que l'on retrouve sur un marché classique où, à côté de l'échange officiel entre biens et monnaie, la relation commerçants-clients ou entre les clients peut procurer un réel plaisir.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

appartient à la collectivité démocratique et à ses représentants. De même que la valorisation de certaines richesses plutôt que d'autres résulte de choix et non d'une sorte d'état de nature qu'il suffirait de constater, les conditions dans lesquelles certains acteurs se voient reconnaître le droit de créer de la monnaie¹, pouvoir considérable s'il en est, ne peuvent être maintenues durablement dans l'opacité.

C'est pourquoi les initiatives se multiplient dans le monde entier pour restaurer cette capacité d'échange authentique de la monnaie, mise en danger par sa transformation de moyen en fin par les sociétés de marché. Elles prennent souvent la forme de réseaux de proximité tels que les SEL (systèmes d'échange locaux), les LETS (*local exchange trade systems*), les « banques du temps » (en Italie, aux États-Unis avec le système *time dollar*) ou encore les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, qui ont joué un rôle pionnier dans ce mouvement de renouvellement². Mais d'autres projets se dessinent aussi à l'échelon régional. La question de la transposition de telles expériences au niveau européen, voire mondial commence même à être envisagée.

On trouvera en annexe une interview que j'ai donnée au journal *Politis*, dans laquelle j'évoque l'ensemble du dossier monétaire et présente un

1. Ce droit a, sans véritable débat démocratique, été transféré de fait aux banques à travers l'émission de crédits. Mais cette création monétaire, outre qu'elle répond dès lors à des demandes solvables, ce qui laisse de côté des demandes collectives essentielles qui ne peuvent toujours être rentabilisées, a aussi un coût important, celui de l'intérêt. Cf. sur ce point Gabriel Galand et Alain Grandjean, *La Monnaie dévoilée*, L'Harmattan, 1996.

2. Voir en particulier les ouvrages de Claire Heber Sufferin, qui fut, avec son mari, Marc, la fondatrice de ces réseaux.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

projet d'expérimentation à l'échelle européenne d'une monnaie d'utilité écologique et sociale, le SOL.

Mais je voudrais parler ici d'un autre projet de campagne civique, celui du RMA, afin d'illustrer la nécessaire réaction contre les dégâts que produit dans nos sociétés un niveau d'inégalités totalement inacceptable. Ce RMA, en effet, n'est pas le chiche « revenu minimum d'activité », qui s'apparente de plus en plus au travail forcé. Il s'agit cette fois d'un « revenu maximal acceptable » dans une société qui prétend afficher sur ses frontons, à côté de la liberté, l'exigence de fraternité et d'égalité. C'est en effet au niveau des très hauts revenus et des fortunes amassées, pour l'essentiel, par des placements dans l'économie spéculative que le rapport dérégulé à la monnaie se manifeste avec le plus de force. Le texte ci-dessous, actuellement en discussion au sein des associations du collectif pour une nouvelle approche de la richesse¹, exprime bien cette préoccupation :

Au moment où l'on demande aux catégories les plus modestes d'accepter des régressions sociales majeures au nom de la compétitivité, il est inacceptable de voir se constituer des fortunes sur la base de pures logiques spéculatives et rentières. Tant pour des raisons de justice sociale que d'ordre public et de politique de santé, il faut donc stopper la dérive folle des très hauts revenus. Ce nouveau RMA (revenu maximal acceptable)

1. Ce réseau rassemble des personnes et des associations comme Attac, le Secours catholique, Solidarités nouvelles contre le chômage, Emmaüs, le Mouvement pour le développement solidaire, etc.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

indexé sur les minimas sociaux, serait d'ailleurs proposé par le Medef(f), qui n'est autre que le Mouvement pour un espace de désintoxication de l'économie financière et pour la fraternité !

Quel est l'argument principal des dealers dans une cité de banlieue quand ils cherchent à convaincre un jeune de rentrer dans un réseau de revente de drogue ? « Pourquoi te fatiguer à gagner en un mois ce que tu peux gagner en une journée ? Regarde au JT, on a encore eu l'exemple d'un grand patron qui rafle un paquet énorme de stock-options ou augmente son revenu de 30 % alors que sa boîte est en difficulté. Telle est la loi de la jungle dans laquelle nous sommes. » C'est dire que, au-delà d'un certain seuil, des inégalités de revenu ou de fortune sont des incitations à l'incivisme et à la délinquance. C'est encore plus vrai à l'échelle mondiale. Quand la fortune de 225 personnes est égale au revenu de 2,5 milliards d'êtres humains (chiffres officiels du PNUD), le cocktail explosif de l'humiliation et de la misère constitue un réservoir de choix pour les fondamentalismes, les intégrismes et les terrorismes de toute nature. Problème d'ordre public donc, mais aussi problème de santé mentale. Au-delà d'un certain niveau de fortune se met en place un phénomène psychique de déréalisation que connaissent bien les personnes qui travaillent sur les psychoses maniaco-dépressives, lesquelles peuvent conduire à des mises sous tutelle ou sous curatelle, les personnes atteintes étant incapables de gérer rationnellement leur argent. C'est le même processus qui est à l'œuvre aussi chez nombre de sportifs, d'artistes, de PDG, de présentateurs de télévision, etc., qui « disjonctent » et, circonstance aggravante, entraînent souvent les collectifs ou les entreprises dont ils sont membres ou responsables dans leur propre délire. Le cas Messier-Vivendi en est

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

un exemple frappant. Outre des raisons de justice sociale évidentes (rien ne peut justifier que des êtres humains soient à la rue quand d'autres ne savent pas quoi faire de leur argent), une réforme de ce type devrait être proposée conjointement par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Santé. En attendant, c'est le Medef(f) – espace de désintoxication de l'économie financière et pour la fraternité – qui se propose de lancer cette campagne civique ! Plusieurs options sont envisageables. L'une d'entre elles, libérale dans ses modalités d'application, consisterait à proposer un processus en deux temps :

1) Le Parlement délibère du niveau maximal d'inégalités réelles (et non statistiques) compatible avec l'idée que la collectivité se fait de ses propres valeurs. Il définit ainsi un seuil de revenu minimal et un seuil de revenu (personnel) maximal acceptables. Les deux revenus sont liés selon le principe thermostatique : quand il y a excès et insuffisance aux deux bouts de la chaîne, on crée une boucle de rétroaction positive. Si l'on veut augmenter le RMA (personnel), il faut augmenter aussi les minimas sociaux. Dans le cas où le Parlement refuserait un plafond supérieur, il devrait assumer publiquement la réalité du niveau d'inégalités. Reconnaître par exemple que dans le pays des droits de l'homme l'inégalité effective¹ est aujourd'hui dans un rapport de 1 à plus de 1 000 ! On retrouve cette même proportion aux États-Unis où le rapport entre les salaires minimaux et la moyenne des revenus des PDG, qui était de 1 à 39 en 1970, était en 2000 de 1 à 1 000 ! Et encore ne s'agit-il là que d'une moyenne. Toutes ces fortunes ont été acquises,

1. Effective et non statistique, car les moyennes lissent artificiellement les inégalités. Mais il suffit de sortir dans la rue pour se rendre compte que le prétendu rapport de 1 à 3 évoqué par exemple par Alain Minc est une pure fiction.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

pour l'essentiel, non par du « mérite », du « travail » ou de l'« effort », pour reprendre les concepts conservateurs habituellement avancés pour justifier les inégalités, mais par des placements financiers juteux.

2) Le plafond maximal personnel étant défini, tout revenu supérieur peut être, au choix, versé dans l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) ou, si les personnes démontrent l'utilité sociale de ce supplément de revenu, affecté à une fondation. La fondation peut être en effet un bon cadre pour répondre de manière très libérale à cet objectif très radical. Dans ce second cas, les personnes au-dessus du RMA disposeraient donc de la première partie de l'année fiscale pour déposer un projet de fondation les associant à la collectivité. La fondation pourrait d'ailleurs porter le nom de la personne concernée si cela satisfait son ego, mais, comme dans toute fondation, la collectivité y serait représentée et les objectifs devraient correspondre à des critères d'utilité publique ou sociale (au sens large, écologique compris).

Il faudra bien entendu répondre à l'argument du risque d'évasion fiscale qu'une telle mesure ne manquera pas de susciter. Ce projet devrait donc être couplé avec d'autres propositions concernant la lutte contre les paradis fiscaux, officiellement condamnés par tous les gouvernements occidentaux qui peuvent très facilement les interdire s'ils le souhaitent (cf. le dossier de la revue *L'Économie politique*, n° 15, 3^e trimestre 2002). Il s'agirait en outre d'appliquer pour de bon les dispositions juridiques prévues à l'encontre de l'évasion fiscale. Mais on peut d'ores et déjà dire que les personnes qui seraient assez cyniques et inciviques pour refuser une telle initiative sont peu utiles à leur pays. Dans une économie de la connaissance et à l'heure de la révolution de l'intelligence, la qualité de l'intelligence est directement liée à la qualité

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

d'écoute et de générosité. L'autisme et le cynisme ne sont guère propices à la fécondité de l'intelligence collective. Leur « délocalisation » volontaire ne serait pas, pour le coup, un drame national...

Au total, nos possédants contemporains, avant de ricaner sur ce projet de plafond de revenus, feraient bien de méditer cette autre phrase prophétique de Keynes : « Aucun homme de caractère ne consentira à rester pauvre s'il croit que ses supérieurs ont gagné leurs richesses par un heureux coup de dés. [...] L'homme d'affaires n'est tolérable qu'aussi longtemps que ses gains peuvent être considérés comme ayant un certain rapport avec ce qui correspond grossièrement à l'utilité de ses activités pour la Société¹. »

1. J.M. Keynes, *Essais sur la monnaie et l'économie*, *op. cit.*

V

Changer notre rapport au pouvoir

De même qu'une société économique devient malade quand la monnaie (son mode de circulation dominant) se transforme de moyen en fin, une société politique devient malade quand le pouvoir se transforme de moyen en fin. La conjugaison des deux maladies donne une *société politique de marché*, en quelque sorte. C'est à ce type de problèmes que nous sommes actuellement confrontés.

La maladie du pouvoir se lit dans l'inversion du verbe auxiliaire avec une minuscule, et qui suppose un complément, en un substantif avec une majuscule qui se suffit à lui-même. Cette distinction apparemment secondaire est lourde de conséquences. Car quand l'objet même de la politique devient la conquête et la conservation du Pouvoir, ce dernier est alors traité comme un capital. C'est un droit de domination sur autrui. Or le pouvoir, en tant que « capacité de », n'a de sens que comme pouvoir

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

d'impulsion susceptible de rassembler des énergies. Il est dans une dynamique de création et non de domination, et se caractérise par l'ouverture à autrui. Le pouvoir créateur est en effet d'autant plus fécond que la coopération est forte. En revanche, dans la logique du Pouvoir-Capital, autrui est une menace car il peut me prendre mon Pouvoir. Je cherche donc à acquérir plus de Pouvoir pour vaincre ma peur : un ensemble systémique relie peur et Pouvoir de domination. Un autre ensemble systémique relie pouvoir créateur et coopération, car la démultiplication du pouvoir *de* (et non pas *sur*) fait appel à d'autres pour coaliser ces énergies.

L'ensemble des systèmes politiques relève de cette analyse de la double face du pouvoir. La démocratie a réussi à démilitariser la lutte violente pour le Pouvoir, une avancée déterminante à en juger par les dégâts que provoque cette lutte quand elle redevient violente. Mais les sociétés démocratiques n'ont guère changé la nature du Pouvoir, qui reste pour l'essentiel un droit de domination.

C'est au sein des appareils d'État que la lutte pour le Pouvoir est la plus visible, puisque le Pouvoir étatique se caractérise par le droit de commander. Mais, dans les partis politiques, « prendre le pouvoir » relève fondamentalement de la même logique, qui ne peut être que celle du jeu à somme nulle, le nombre de places censées permettre de donner des ordres étant institutionnellement limité. La lutte pour les obtenir devient alors décisive. Le pouvoir de création, lui, se situe d'emblée dans un jeu à somme positive : plus il y aura de coopérateurs qui entreront dans la logique de création, plus seront nombreux les acteurs qui se donneront

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

mutuellement le pouvoir de combattre l'impuissance et plus l'énergie démocratique d'ensemble progressera.

Libérer l'énergie civique

Il existe un rapport étroit entre cette autre approche du pouvoir et l'utilisation du temps libéré par la réduction du temps de travail. Car, si l'on veut éviter que le temps libre ne devienne un temps vide, comme le craignait Hannah Arendt dans *La Condition de l'homme moderne*, il faut organiser d'autres grandes fonctions collectives dans une société. Elles sont reprises dans des livres comme celui de Dominique Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*¹, ou celui d'André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*², et ont en commun de considérer que la participation civique constitue l'une des formes privilégiées de cette réorientation du temps de travail.

Mais à quoi bon se libérer du travail si c'est pour retrouver dans l'univers politique les formes d'organisation, les comportements hérités de la société industrielle : hiérarchie, cloisonnement, stress ? Ce n'est donc pas un hasard si les approches alternatives au modèle du travail prônées par les tenants d'une économie plurielle³ sont aussi au cœur des

1. Dominique Méda, *Le Travail, une valeur en voie de disparition*, Flammarion, 1998.

2. André Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée, 1997.

3. Cf. *Vers une économie plurielle*, livre collectif de Guy Aznar, Alain Caillé, Roger Sue, Jacques Robin, Jean-Louis Laville.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

nouvelles pratiques politiques qui se réclament de la citoyenneté active et cherchent à mettre en œuvre une démocratie participative.

Quel est le fondement de ce projet ? Il est politique en ce qu'il se situe sur le terrain de la gouvernance des sociétés humaines et prétend traiter ces questions dans leur globalité et leur interdépendance. À la différence des acteurs de la « société civile » qui bornent leur champ d'intervention à des secteurs ou à des thèmes particuliers (le sport, la santé, l'entreprise, le logement, etc.), les acteurs de la société politique travaillent sur l'intersection géographique et disciplinaire de ces problèmes.

Une telle définition du politique met en évidence le fait que la distinction entre société civile et société politique ne recoupe pas la distinction entre société civile et État. Le combat légitime qu'ont conduit les courants autogestionnaires et décentralisateurs pour affirmer le rôle éminent des acteurs de la société civile ne débouche pas sur la dilution du politique au sein de la société civile mais sur la pleine constitution d'une société politique distincte de l'État. Ce débat est aujourd'hui au cœur de l'émergence d'un mouvement civique pluriterritorial. On observe que les réseaux qui le composent mêlent des acteurs sociaux qui s'interrogent sur la responsabilité politique et des acteurs politiques (militants et élus) qui trouvent insatisfaisantes les formes actuelles d'organisation de la société politique (en particulier celle des partis).

Ce que critiquent les acteurs qui se réclament de la citoyenneté active, c'est d'abord la confiscation du pouvoir politique et les mœurs qui traduisent cet accaparement. Que cette confiscation s'exprime

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

dans l'espace (excès de centralisation) ou dans le temps (la politique comme carrière), elle est destructrice du fait démocratique puisqu'elle conduit à un détournement de la souveraineté des citoyens au profit des gouvernants ou des aspirants gouvernants. Le triptyque républicain est fondé sur le principe selon lequel les fonctions d'exécution (exécutif) et de représentation ont pour seule source de légitimité la collectivité des citoyens. S'il apparaît comme banal, il est en réalité profondément transformateur puisque les modalités classiques du pouvoir sont au contraire organisées le plus souvent autour du couple volonté de dominance des gouvernants/servitude (volontaire ou subie) des gouvernés. L'inversion est totale : les citoyens souverains deviennent des exécutants ; l'exécutif devient souverain ; la représentation parlementaire devient subordonnée, de fait, au gouvernement.

Le refus de la confiscation du pouvoir

On comprend pourquoi, parmi les positions communes à tous les acteurs qui appellent à une transformation des pratiques politiques et se réclament de la citoyenneté active¹, figurent la revendication d'une limitation des cumuls dans le temps et dans l'espace, l'expression d'un haut-le-cœur devant la corruption, où fusionnent la volonté de puissance et le désir de richesse, et le refus de la confiscation sexuelle du pouvoir (traduit par l'exi-

1. Voir en annexe II le projet « Objectif civique 2007 » lancé à l'initiative de plusieurs de ces mouvements.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

gence de parité, même s'il y a débat sur ses modalités d'application). L'exigence de citoyenneté active ainsi exprimée se décline alors naturellement autour des objectifs de rétablissement de la souveraineté citoyenne, de nécessité de fonder la représentation sur la participation et non de l'y opposer, de promotion de formes d'organisation non bureaucratiques. Elle se veut d'emblée pluriteritoriale afin de ne pas réduire son champ au seul niveau de l'État-nation et cherche à articuler le local et le global. Elle expérimente la transgression des frontières disciplinaires et culturelles. Ses mots clefs sont « réseau ouvert », « mutualisation », « autonomie », « mouvements », « chartes », « convivialité », etc. Cette mouvance a naturellement les défauts de ses qualités : gourmande d'appels et d'initiatives, elle peine à s'imposer la discipline de la durée. Passionnée de participation, elle a du mal à organiser sa représentation et plus encore sa médiatisation. Réticente à toute récupération, instrumentation ou centralisation, elle ne sait guère transformer la vitalité de ses multiples projets en un mouvement capable d'allier les exigences de la diversité et celles de la coopération.

C'est pourtant, malgré ces faiblesses de jeunesse, cette politique différente que les défis du monde contemporain rendent nécessaire et souvent urgente. Le propre des grandes questions publiques de notre temps est en effet d'être systémiques. Un problème est tout à la fois local et global, et requiert des compétences pluridisciplinaires, met en jeu des niveaux d'action différents.

C'est vrai du chômage, qui se situe à la confluence de la mutation géopolitique (mondiali-

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

sation), technique (entrée dans l'ère de l'information après l'ère de l'énergie) et culturelle (modification des rapports au travail). C'est vrai des nouveaux risques de santé publique (Tchernobyl, sang contaminé, vache folle, etc.), pour lesquels l'action publique est impuissante si elle est réductrice – la radioactivité ne s'arrête pas aux frontières et la contamination ne se traite pas par le chauvinisme. C'est vrai de la ville, de l'aménagement du territoire, des diverses formes d'exclusion, des rapports hommes/femmes ou entre générations. Il devient même difficile de trouver des problèmes publics susceptibles d'être traités par des modalités d'intervention politique classiques : un problème, une cause, un acteur. C'est bien pourquoi l'organisation sectorielle, verticale, pyramidale (qu'elle soit celle d'un État, d'un parti ou d'une Église) est souvent impuissante à penser et à traiter les nouvelles questions politiques de ce temps.

Même les domaines les plus régaliens, ceux où le politique traditionnel devrait normalement continuer de s'imposer, comme la sécurité, la guerre, la violence, appellent des traitements inédits. Les opérations militaires prennent un tour humanitaire, les interventions extérieures ont besoin, pour être considérées comme légitimes, de faire référence au « droit d'ingérence », les services militaires sont discrédités s'ils ne deviennent pas « civils », etc. Même en se situant du point de vue de la politique dure, la situation appelle désormais un renouvellement profond des formes d'organisation, d'expertise, de délibération et de décision publiques.

Ces éléments sont déjà présents dans les associations et les réseaux qui ont émergé ces dernières

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

années. D'Amnesty International à Greenpeace, des forums d'ONG au Forum social mondial, des conférences de citoyens aux expériences de budget participatif, des mouvements civiques européens à l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, il existe un foisonnement d'initiatives civiques, certaines connues, d'autres ignorées des médias, qui préparent l'avènement d'un mouvement pour lequel la transformation des pratiques politiques, la mutation du travail et l'émergence d'un mouvement de citoyenneté mondial font partie d'un même projet. Celui qui associe citoyenneté et art de vivre.

VI

Changer notre rapport à la vie et au temps

Changer de vision et de posture, c'est non seulement transformer notre rapport à la richesse et au pouvoir, mais aussi à la vie même et au temps, qui en constitue le trajet.

La persistance de rapports sociaux émotionnels structurés par la peur et la rivalité est au cœur des trois grandes expressions du mal-être dans nos sociétés. Derrière les pathologies du pouvoir et de l'argent on trouve un rapport déréglé au temps, vécu comme un adversaire après lequel on court (version productiviste) ou que l'on tue (version dépressive).

Le mal-être, nous l'avons vu, c'est toujours un rapport déréglé au temps. Il manifeste le sentiment de ne pas être réellement présent, d'être dans la tension et non dans l'attention, bref de ne pas être « à la bonne heure ». Le mal-être est hanté par le passé (nostalgie, regret ou remords), ou par un

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

futur inquiet ou idéalisé qui nous empêche de vivre le présent. Comme le réel se caractérise par sa présence, le mal-être nous renvoie à un sentiment de non-réalité : je ne suis pas bien dans ce corps, dans ce monde, dans cette réalité. Au lieu d'utiliser positivement ma faculté de souvenir et d'anticipation afin de mieux façonner le prochain présent (à venir), je fonctionne à l'envers : résigné, fataliste, je ne fais rien pour transformer le réel à venir mais, lorsqu'il est là, advenu, je le refuse, perdant ainsi sur les deux tableaux.

Ce mal-être individuel est aussi le poison secret de nombreuses frustrations collectives : la fausse révolte, marquée par le ressentiment ou l'envie, se mue en impuissance au moment de l'action. Le refus de la responsabilité d'agir dans le présent tel qu'il est se pare des couleurs de la radicalité ou de la révolution. Il cache en fait une impuissance chronique. Lorsque le présent est là, il a la dureté granitique du réel. La seule attitude positive possible, la seule manière de ne pas être « à la mauvaise heure », c'est alors le oui à ce réel, un oui qui permet de vivre intensément la situation, fût-elle éprouvante. Mais c'est un oui non résigné, un *oui créateur*. Si la réalité me paraît dangereuse ou inacceptable, je dois utiliser mon énergie du présent pour préparer un autre avenir.

Nous ne pouvons pas tout vivre à la fois. Vouloir cela est une source de malheur car nous sommes alors incapables de vivre intensément la singularité de la situation présente. Mais nous pouvons tout vivre intensément. Nous sommes à la mauvaise heure si nous nous interdisons la joie ou le plaisir qu'offre le moment présent, mais nous le sommes

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

également si nous nous refusons la tristesse ou le chagrin lorsque nous vivons une épreuve douloureuse. Dans les deux cas il s'agit d'éprouver intensément la vie, de vivre pleinement notre humanité, cette possibilité mystérieuse que nous avons de vivre, consciemment, notre bref voyage dans l'univers.

« On ne dit pas assez, écrit Alain dans ses *Propos sur le bonheur*, que ce que nous pouvons faire de mieux pour ceux qui nous aiment, c'est encore d'être heureux¹. » De même, le meilleur service que nous puissions rendre aux générations futures, c'est d'être heureux et de transmettre le goût du bonheur à nos enfants. Car le bonheur n'est pas destructeur : il signe la réconciliation avec la nature par la beauté, la réconciliation avec autrui par l'amitié, la réconciliation avec soi-même par la sérénité. Qui dira que l'humanité future est menacée par plus de beauté, plus d'amitié, plus de sérénité ? Personne évidemment. En revanche chacun voit bien que la laideur, la rivalité et cette tension intérieure que l'on appelle le stress constituent l'ombre portée d'un type de croissance destructrice de l'environnement, du lien social et de nous-mêmes.

Nous retrouvons la justesse de la phrase de Sénèque, dans sa 14^e lettre à Lucilius : « Qui dépend des richesses craint pour elles : or personne ne jouit d'un bien qui l'inquiète. Il s'applique à y ajouter quelque chose. Pendant qu'il pense à les accroître, il a oublié de s'en servir². » Cette pensée prend un sens tout particulier dans nos sociétés qui

1. Alain, *Propos sur le bonheur*, Gallimard, 1985.

2. Sénèque, *Lettres à Lucilius*, vol. I, Les Belles Lettres, 1955.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

transforment le temps en « argent ». Si le temps est de l'argent, il nous faut en effet courir après lui, surtout ne pas le perdre. Or cette course insensée vers le futur nous fait perdre notre capacité de vivre intensément la présence de notre rapport à autrui, à la nature et à nous-mêmes. Elle est socialement, écologiquement et psychiquement destructrice. C'est dans cette course destructrice qu'au sens fort du terme nous perdons notre vie en croyant la gagner.

Seul le temps mort peut se transformer en argent

La dépression qu'instaure cette perte d'énergie vitale peut préparer le second retournement malade de notre rapport au temps : après avoir couru après le temps, l'ennui nous conduit à le tuer. La dépression du non-sens fait alors couple avec l'excitation malade. On dit souvent de la psychose maniaco-dépressive, cette alternance dramatique, lorsqu'elle prend des formes extrêmes, de phases dépressives et de phases maniaques (excitation fébrile), qu'elle est la maladie psychique la plus courante *dans* nos sociétés. Il faudrait dire aussi : *de* nos sociétés. Car ce ne sont pas seulement les individus qui entrent dans un processus de type toxicomane. Ce sont des sociétés entières qui compensent leur dépression par une excitation malade. Et c'est évidemment dans l'économie spéculative que cette toxicomanie s'affirme avec le plus de netteté, conduisant à l'alternance de phases excitatives – l'« exubérance irrationnelle des marchés financiers », pour reprendre l'expression

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

d'Alan Greenspan, le président de la banque fédérale américaine – et de phases de retournement dépressif (krach ou récession), telle celle que nous connaissons actuellement.

En réalité, la monnaie fascine parce qu'elle est une promesse de vie future, et souvent de vie intense, susceptible d'aider à faire face au sentiment dépressif. Mais le paradoxe le plus fréquent, c'est que cette lutte pour une promesse d'avenir se paie du sacrifice du temps présent. La course, la rivalité, le stress qui caractérisent l'expression fameuse « le temps, c'est de l'argent » tuent la réalité de ce cadeau de vie qu'est le présent. Et le temps qui devient argent n'est plus un temps vivant : c'est un temps mort.

C'est pourquoi il est temps d'opérer un renversement salutaire. Comme le disait joliment Michel Serres : « De nos jours, tout le monde a une montre et plus personne n'a le temps. Faites l'échange : donnez votre montre et prenez votre temps ! »

VII

Au-delà des « langages antérieurs »

Plus nous avançons dans une mise en cause radicale, c'est-à-dire portant sur la racine même du mal-être qui ronge nos vies individuelles et collectives, plus nous sommes dans une vision alternative au modèle dominant. Mais cette vision doit elle-même être interrogée si nous voulons éviter les risques de récupération par les langages antérieurs qu'évoquait déjà Michel de Certeau dans l'après-68.

Ainsi, il y a trente ans, une bonne partie de ceux qui parlaient d'alternative la concevaient comme une réponse globale et radicale au système capitaliste et à ses formes démocratiques qualifiées de « bourgeoises ». Cette confusion entre critique du capitalisme et critique de la démocratie était, et demeure, inacceptable. La réflexion sur la contre-productivité du fait révolutionnaire dans sa dimension totalitaire a marqué le débat français de ces dernières décennies, et pour partie celui des mou-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

vements alternatifs d'autres pays. Le mouvement allemand lui-même, celui pourtant qui s'inscrivait le plus dans la tradition de la logique anticapitaliste, a accepté, à travers la constitution du parti vert, de jouer la carte démocratique.

C'est dire qu'il n'y a pas d'alternative positive à la démocratie, même s'il existe, au sein du processus démocratique lui-même, un chantier considérable visant à lui donner une dimension qualitative plus profonde.

C'est pour avoir opéré cette confusion que l'extrême gauche occidentale a préparé le terrain à ce que l'on appelle à tort le « libéralisme ». En amalgamant capitalisme et formes démocratiques, elle s'est privée des moyens de développer une critique du capitalisme au nom de la démocratie. Il n'est guère étonnant dans ces conditions que nombre de « révolutionnaires » des années 1970 se soient si facilement ralliés à la culture entrepreneuriale des années 1980.

Sortir du « système de la perfection »

Si la démocratie constitue un horizon indépassable pour des forces qui se veulent alternatives, cela ne signifie en rien qu'elle ne puisse être profondément améliorée¹. Elle doit notamment sortir d'une vision purement quantitative – le pouvoir de la majorité – pour développer une vision qualitative – la formation d'un jugement civique et la capacité

1. Comme le souligne Pierre Rosanvallon dans son livre *La Démocratie inachevée*, Gallimard, 2000.

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

d'une collectivité à faire un travail sur elle-même, l'équivalent du travail sur soi d'une personne en quête de sagesse. Dès lors, il lui faut s'enraciner autour d'une exigence qui n'est pas seulement politique mais éthique.

Cette exigence, j'en propose la définition suivante : une société démocratique, c'est une société qui accepte de traiter avec le mal qui est au cœur d'elle-même et qui ne prétend pas l'ignorer. Ce point essentiel est précisément ce que ne voient pas tous ceux qu'habite le système de la perfection, pour reprendre l'expression de Maurice Bellet dans son livre *Le Dieu pervers*¹.

Ce système peut prendre des formes politiques très diverses, de la monarchie absolue au léninisme, du fascisme au maoïsme, de Robespierre à la révolution conservatrice anglo-saxonne. Mais dans toutes ces figures un même principe se manifeste : imposer une politique au nom de la vertu de l'ordre, de la raison ou du progrès, bref refuser la profonde mixité du fait humain et construire des ordres inhumains au nom d'un bien proclamé.

Ainsi la dimension éthique du fait démocratique trouve son origine dans les règles qu'une société se donne pour tirer le meilleur usage possible de sa mixité, de sa non-pureté. C'est parce qu'il n'y a pas de lieu préservé des passions qu'une pluralité de pouvoirs, indépendants et séparés, est nécessaire pour permettre de jouer de leur équilibre. Approche difficile à entendre dans un pays comme la France où toute l'histoire est habitée par le désir de la légitimité unique d'un pouvoir fort incarnant

1. Maurice Bellet, *Le Dieu pervers*, Desclée de Brouwer, 1998.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

l'inverse de cette mixité de la société civile : monarchie absolue, jacobinisme révolutionnaire et empire ont ainsi un soubassement commun dont les traces sont encore profondes à l'ère de ce que l'ancien leader de la CFDT Edmond Maire nomma un jour la « monarchie nucléaire ».

S'il est difficile de faire vivre la démocratie ainsi définie, ce l'est tout autant d'affronter l'inédit d'une collectivité qui ne serait plus organisée autour des questions du travail et de la subsistance. Or tel est bien le défi auquel sont confrontées les sociétés dont le développement se limite à la sphère matérielle. Cette hypothèse peut paraître contradictoire puisque ce que l'on appelle la « crise économique » a effectivement créé des conditions de chômage et de misère telles que la question du travail et de la subsistance est de nouveau au cœur du débat social des sociétés développées, faisant passer les thématiques de Mai 68 pour une sorte de parenthèse luxueuse pendant les années de prospérité d'après-guerre.

Pourtant, tout cela ne serait vrai que si la crise était effectivement une crise de rareté, une crise économique au sens le plus précis du terme. Or c'est faux, nous l'avons vu, puisque l'ensemble des sociétés développées, d'après leurs propres critères, sont aujourd'hui beaucoup plus riches collectivement qu'elles ne l'étaient dans les années 1960, cette période de pleine croissance et d'affirmation de l'État-providence.

En réalité, la question culturelle, la question du sens, se pose avec une acuité particulière dès lors que, pour reprendre la formule fameuse de Marx, l'humanité dispose des moyens de passer du règne

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

de la nécessité au règne de la liberté. Or la liberté du temps de vie gagné sur le temps de travail ne va pas de soi. Elle est à plusieurs égards bouleversante car elle place l'être humain devant une question plus difficile à résoudre que celle du *comment survivre* : celle du *pourquoi vivre*. Car le travail et la lutte pour la survie ont, malgré leurs effets pénibles, le formidable avantage de détourner de cette question. Mieux : dès lors que le travail dépasse le stade de la reproduction de la force de travail pour prendre la forme d'une « carrière », il offre à l'être humain la perspective d'une ascension dans la vie alors que sa perspective biologique est inverse. Sur le plan collectif, le progrès – technique et social – a rempli la même fonction de régulation des angoisses individuelles et collectives face à la mort. Si ce « divertissement », au sens pascalien du terme, disparaît, l'être humain est confronté de manière ouverte et radicale au fait qu'il est un être né pour mourir, ce qui évidemment constitue à ses yeux un paradoxe tragique.

Tout temps de vie libéré est un temps qui, potentiellement, conduit à affronter des questions sur le sens de la vie et de la mort. Or nos sociétés ne sont pas équipées culturellement pour gérer cette situation. Auparavant, seul un pourcentage infime de la population se posait ce type de questions dans le monde occidental. Et voilà qu'elles prennent une dimension collective massive : les grandes questions politiques et sociales de ce temps sont de plus en plus des questions philosophiques. Elles appellent moins le développement d'un savoir-faire, spécialité dans laquelle excelle l'Occident, que celui d'un

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

savoir-vivre, domaine où il est le plus souvent très en retard par rapport à l'Orient.

L'ensemble de ces interrogations, historiquement refoulées par la culture de crise, commencent à réapparaître avec force. Comme ce fut le cas tout au long de l'histoire de l'humanité, les grands moments de mutation sont aussi des grands moments de débat, de conflit et, hélas, de guerre sur le cœur du sens, donc aussi sur le religieux. Ainsi se pose la question d'une nouvelle laïcité fondée sur la nécessité non plus de rapatrier les questions du sens sur la seule conscience individuelle mais d'ouvrir des espaces publics pour en débattre.

Un exemple de laïcité ouverte : Jaurès

La laïcité au sens, par exemple, où l'entendait Jaurès ne se définit pas par le rejet des questions spirituelles hors de l'espace public et éducatif, mais par les règles de pluralisme et de tolérance qui interdisent à une tradition spirituelle de se prétendre exclusive. Qu'on en juge par cette admirable adresse de Jaurès à l'Église catholique après le vote de la loi de séparation de l'Église et de l'État en 1905. Ce texte fut lu à la Mutualité par le père Cardonnel lors du « meeting d'adieu » organisé après la mort du père Chenu, l'une des grandes figures du concile Vatican II, en 1990.

« Aux catholiques je leur dis : pourquoi donc n'avez-vous pas saisi – et il est toujours temps de saisir – l'occasion incomparable que la loi de séparation de l'Église et de l'État vous offrait d'être déliés des puissances sociales et politiques du passé et de rentrer en communication avec les deux grandes forces du monde moderne, la science et la démocratie ?

L'ART DE VIVRE, UN ENJEU POLITIQUE

« Si vous aviez foi en vous-mêmes, en la vertu de vos principes, en l'immortalité divine de votre espérance, vous n'auriez pas redouté ce contact et cette communication.

« Et, aux prolétaires, aux travailleurs, vous pouviez dire, Église : je vous attends au lendemain même de la révolution sociale, même si elle réalise tout votre rêve de justice, même surtout si elle le réalise. Car vous constaterez d'autant mieux l'étroitesse de la vie humaine que vous en aurez rempli toutes les possibilités [...]. »

On aimerait entendre ce type d'adresse et de dialogue de nos jours dans les débats publics !

La véritable alternative, on le voit, ne se situe pas dans l'ordre de l'avoir mais dans l'ordre de l'être. Précisons, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté : une telle entreprise commence par les combats nécessaires pour sortir des logiques de survie ; elle suppose une lutte permanente partout où la cupidité crée artificiellement de la rareté, empêchant toute une partie de l'humanité de vivre dans des conditions minimales de dignité. Mais cette lutte ne saurait résumer la radicalité d'une approche alternative qui doit ouvrir la voie à un développement qualitatif de l'humanité. Une telle approche ne peut non plus se contenter de chercher à préserver de manière nostalgique les repères des sociétés industrielles, mais doit mener un combat anticipateur destiné à tirer le meilleur de la révolution de l'information et du vivant. Elle doit refuser la régression identitaire et fondamentaliste qui participe des nouvelles pestes émotionnelles et

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

accepter pleinement que les questions du sens aient toute leur place dans le débat public.

Cette alternative, c'est un humanisme radical face à la fatigue d'humanité, la construction d'une citoyenneté et d'une démocratie mondiale, une démocratie qualitativement transformée autour d'un rapport désintoxiqué au pouvoir.

TROISIÈME PARTIE

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE, D'AUTRES MONDES SONT DÉJÀ LÀ

Si la contradiction principale se situe entre la logique d'abondance des mutations (nouvelles forces productives) et des rapports socio-émotionnels marqués par les logiques de peur et de rivalité, alors nous sommes bien dans une situation où, comme lors de l'appel pathétique de Freud à un sursaut d'Éros face à Thanatos, il s'agit de raisonner en termes de forces de vie face aux pulsions mortifères et aux régressions émotionnelles. Dans ce cas, le problème est moins de savoir sur quelles classes ou organisations s'appuyer, même si les sociosystèmes jouent un rôle non négligeable, que de travailler sur ces écosystèmes émotionnels, ces « émosystèmes » si souvent négligés par l'analyse économique ou politique traditionnelle, afin de repérer les postures de vie face aux postures mortifères.

I

Construire l'humanité en sujet politique

La mondialisation, nous l'avons vu, est en train de bouleverser l'un des plus vieux rapports que le politique entretienne avec la violence : le rapport à la guerre. La fin de l'empire soviétique a réduit considérablement le risque de guerre mondiale, même si nous ne sommes pas à l'abri de guerres régionales pouvant déclencher des cataclysmes planétaires si elles concernent des pays disposant d'armes nucléaires, tels l'Inde et le Pakistan. La plupart des guerres régionales classiques sont cependant maintenues sous surveillance par les principales puissances, à commencer par les États-Unis, afin d'éviter les effets de contamination.

En revanche, un modèle plus préoccupant se diffuse très rapidement, celui de la guerre civile. On l'a vu clairement ces dernières années, du Rwanda à la Côte-d'Ivoire, de la Bosnie au Kosovo. Même au Proche-Orient la situation n'est pas une réédi-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

tion des guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973. La surpuissance militaire israélienne interdit ce scénario et aucun pays arabe ne l'envisage sérieusement. Mais les deux communautés face à face sont chacune confrontées à un très réel risque de guerre civile en leur sein. Si la paix s'était faite, et l'on sait qu'on est passé très près d'un accord, y compris sur Jérusalem, ce risque aurait fort bien pu se concrétiser, en Israël comme en Palestine, où aurait pu se développer une confrontation entre les partisans d'Arafat et ceux du Hamas. C'est en grande partie la peur d'une guerre civile au sein de leurs propres peuples qui a empêché Barak et Arafat de faire le pas supplémentaire vers un accord, et c'est toujours vrai aujourd'hui, comme le montre la forte résistance des colons israéliens à l'évacuation d'une partie pourtant modeste des colonies.

Il nous faut comprendre pourquoi la peur de la guerre civile a toujours été plus forte dans l'histoire des sociétés humaines que celle de la guerre extérieure, cette dernière constituant même pour une communauté un moyen privilégié de pacification par extériorisation de son agressivité. À l'heure où l'humanité n'a pas d'extraterrestres sous la main pour reproduire ce schéma, nous risquons donc d'aller de plus en plus vers des formes de « guerres civiles du monde ». Pour en sortir, le politique devra interroger de façon beaucoup plus profonde qu'il ne l'a fait historiquement son rapport à la violence, à la guerre et au pouvoir. Car c'est bien le risque de la destruction, qu'il soit extérieur ou intérieur à la collectivité, qui a fait émerger dans l'histoire humaine la question politique.

Comment font les êtres humains pour se proté-

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

ger contre ce risque ? D'abord en identifiant en lui trois menaces, distinguées selon qu'elles proviennent de la nature, de l'ennemi extérieur ou de la violence intérieure.

Le plus grand danger : la violence intérieure

Très vite il est apparu, comme le montrent les grandes études anthropologiques, que la dernière de ces trois menaces était la plus grave.

Les catastrophes naturelles, si violentes soient-elles, ont surtout un pouvoir de destruction physique. En outre, elles ont souvent pour effet de souder les humains entre eux, en les solidarissant face à l'adversité, plutôt que de les opposer. On voit alors s'organiser des mouvements de solidarité spontanés, et l'entraide concerne même parfois des communautés fortement opposées sur d'autres terrains, à l'occasion de tremblements de terre par exemple, comme ce fut le cas pour la Grèce et la Turquie ou l'Iran et l'Irak dans des périodes de profonde hostilité. Quant à l'ennemi, s'il est radicalement extérieur, il n'a pas vraiment les moyens d'exercer la menace de destruction la plus complète qui soit. C'est donc bien la violence intérieure la plus dangereuse car, en menaçant d'une autodestruction psychique et morale, elle atteint le désir de vie lui-même.

Ce qui fait de l'ennemi extérieur un danger plus grand que la catastrophe naturelle, c'est qu'il n'est pas totalement extérieur puisqu'il est humain, donc pas complètement étranger à la communauté qu'il menace. C'est par sa non-étrangeté, paradoxale-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ment, qu'il est le plus redoutable. Prenons les animaux sauvages : si dangereux qu'ils soient, ils n'ont jamais représenté un péril politique au sens précis du terme, c'est-à-dire menaçant la communauté ou la cité en tant que *polis*. Seuls les êtres humains ont le pouvoir décisif de se haïr les uns les autres. Un raz de marée ou un loup ne tuent pas par haine, et c'est pourquoi la menace qu'ils incarnent est infiniment moins radicale que celle des êtres humains.

C'est pour la même raison que la violence intérieure est plus dangereuse que celle de l'ennemi extérieur. Aussi toute l'histoire politique de l'humanité est-elle d'abord l'histoire des moyens pour éviter le risque d'autodestruction des communautés du fait de leur propre violence et de leur propre haine intérieures. C'est avant tout la peur de la guerre civile qui constitue le politique. Et, dans cette perspective, la guerre extérieure est davantage une solution qu'un problème. En effet, la canalisation de l'agressivité humaine vers l'extérieur est le moyen le plus simple de pacifier et de « civiliser » l'espace intérieur. Toutes les formes de régulation politique que se sont données les communautés humaines, des tribus aux nations, des cités aux empires, ont d'ailleurs pour point commun de traiter prioritairement la violence intérieure par l'exorcisation de la haine sur l'étranger, le barbare, l'infidèle.

La nouveauté de la question politique aujourd'hui

Trois éléments, que nous avons rencontrés au cours de cet essai, vont profondément transformer la question politique pour tous ceux qui y

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

réfléchissent au niveau de l'humanité et de la planète dans son ensemble. Le premier est technologique, le deuxième écologique, le troisième anthropologique :

- *Le changement technologique* caractérisé par l'entrée dans l'ère informationnelle bouleverse les formes classiques des sociétés industrielles structurées autour du triptyque : travail, salaire, État-nation. Les télécommunications créent un espace-monde dématérialisé où la production et le revenu deviennent de plus en plus déconnectés de la production de richesse. La financiarisation et la mondialisation d'une économie de plus en plus spéculative auraient été impossibles sans l'informatique.

- *Le changement écologique* vient du fait que nous avons souvent moins besoin de nous protéger de la nature que de la protéger elle-même afin de ne pas dégrader irrémédiablement notre « niche écologique ». Le pilotage du fragile vaisseau spatial qu'est notre planète pose la question de sa gouvernance, sauf à aller vers des catastrophes écologiques ou éco-anthropiques croissantes.

- *Le changement anthropologique* fait système avec les deux précédents : le ressort traditionnel du politique – la pacification intérieure par exportation de la violence hors de la communauté – ne fonctionne plus pour l'humanité à l'échelle planétaire, même si des films comme *Independence Day* tentent de reconstituer ce risque à l'état fantasmatique.

Ainsi s'énonce la réelle nouveauté du fait politique pour une humanité confrontée à la question de son autogouvernance. Il s'agit d'un double renversement : protéger la nature et nous protéger de

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

nous-mêmes. Et tant que les régulations politiques resteront fondées principalement sur la menace extérieure, elles seront impuissantes à régler le problème de la gouvernance mondiale. Pour la même raison, à l'heure de la fin de la bipolarisation du monde, on voit se multiplier les guerres civiles, rançon d'une mondialisation sans transformation parallèle de la régulation politique : la Yougoslavie, le Rwanda, la Côte-d'Ivoire, le Proche-Orient et désormais l'Irak constituent les modèles tragiques de ces nouvelles destructions, d'autant plus redoutables qu'elles traduisent, derrière leur apparente singularité, l'universalité du problème de la haine entre frères et voisins.

Aussi cette gouvernance mondiale doit-elle être capable, pour traiter la question de la barbarie intérieure de l'humanité, de s'appuyer sur les traditions qui se sont attaquées à ce problème radical, depuis les sagesses millénaires jusqu'à, plus récemment, la tradition démocratique, dont la caractéristique majeure pourrait s'énoncer ainsi : l'art de transformer des ennemis en adversaires.

Transformer des ennemis en adversaires

Il est des forces qui, consciemment ou inconsciemment, trouvent avantage à maintenir leur domination par l'entretien des logiques de guerre et de rivalité. Ce sont celles qui n'ont pas intérêt à voir émerger des régulations mondiales démocratiques, soit parce qu'elles se nourrissent structurellement du désordre (mafias), des inégalités (États-Unis et à un moindre degré pays du G8), soit encore

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

parce qu'elles sont culturellement hostiles à la démocratie (intégrismes de toute nature).

Construire des conflits féconds avec ces forces est une alternative à la violence qui fait sa réapparition partout aujourd'hui comme rançon de l'apartheid social mondial et des grands replis tribaux. Cela suppose de les analyser avec soin pour ne pas se tromper d'adversaires, de savoir choisir ses alliés et, éventuellement, pratiquer des alliances à géométrie variable sans basculer pour autant dans l'opportunisme.

II

L'émergence d'un mouvement civique mondial

La constitution d'un mouvement civique mondial depuis le début des années 1990 est une des composantes majeures des transformations en cours sur les plans tant politique que culturel. Ce mouvement, qui tend à se baptiser lui-même « altermondialiste », ne peut cependant se satisfaire, pour caractériser son diagnostic et sa lutte, du concept paresseux de « mondialisation néolibérale », dont le symétrique exact serait un nationalisme (ou un souverainisme) archéo-autoritaire ! En réalité, cette civilité mondiale affronte autant un intégrisme aux formes de plus en plus violentes qu'un capitalisme de plus en plus autoritaire et de moins en moins libéral. Quant à ce qu'il faut bien nommer le nouvel impérialisme américain, il se révèle de plus en plus nationaliste et opposé à l'émergence de régulations mondiales, qu'elles soient écologiques (refus de ratifier le protocole de

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Kyoto), juridiques (refus de reconnaître la Cour pénale internationale), politiques (refus de voir réformer les Nations unies) ou même économiques (barrières protectionnistes pour l'agriculture, l'industrie et les brevets américains). Prenons donc garde à ne pas nous tromper d'adversaire.

Plus précisément, à la différence de l'analyse marxiste et léniniste classique, on ne peut caractériser la posture impériale des États-Unis par sa seule détermination économique. Il nous faut par exemple comprendre l'importance de facteurs passionnels, telle l'ambivalence profonde de la société américaine entre sa puissance et sa peur. La perte du sentiment d'impunité provoquée par les attentats du 11 septembre 2001 a joué un rôle majeur dans la montée de cette peur, qui était déjà à l'origine de la révolution conservatrice anglo-saxonne des années 1980 et qui s'est trouvée redoublée par la réélection de George Bush en novembre 2004.

On oublie en effet trop facilement que l'un des arguments majeurs de théoriciens comme Hayek était de considérer que le modèle de l'État-providence signait l'arrêt de mort d'un Occident amolli par l'assistanat et la prépondérance de l'État et qu'il fallait de toute urgence le revitaliser par des logiques de guerre économique, le marché étant pour lui l'équivalent social du processus de sélection biologique des espèces pour l'espèce humaine. La peur de voir disparaître le modèle WASP (*white Anglo-Saxon protestant*), menacé par son déclin aussi bien démographique que culturel, joue un rôle majeur dans cette tentative d'arrêter le cours de l'histoire et de préserver une posture de dominance purement sécuritaire avant qu'il ne soit trop tard.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

Ces éléments donnent au facteur civilisationnel (dont le fait religieux est une composante majeure) une importance qui ne peut être lue au travers du seul prisme idéologique, par lequel on ne verrait que des intérêts économiques et stratégiques.

C'est pourquoi il serait paradoxal que le mouvement altermondialiste, qui a tant œuvré pour critiquer l'ultracapitalisme de la société de marché, refuse frileusement le retour des enjeux politiques et des enjeux civilisationnels au nom d'une version réductrice de la laïcité qui renverrait dans le seul espace privé les questions du sens (voire, comme dans le cas de la laïcité scolaire, les questions politiques elles-mêmes) – bien que l'on doive évidemment s'opposer au retour de ces enjeux sous la forme régressive de la guerre ou du fondamentalisme.

Le retour du politique peut se faire « par le haut », par l'exigence démocratique, dont le champ doit aussi bien s'étendre par les formes actives, participatives et délibératives de la citoyenneté que par le projet plus que jamais nécessaire d'une citoyenneté et d'une démocratie planétaires à construire. De même, le retour positif du sens passe par la pleine prise en compte des traditions qui travaillent sur les enjeux spirituels, qu'elles soient religieuses, agnostiques ou athées, fondées sur des espoirs de transcendance, sur des sagesse immanentes ou sur l'ensemble des connaissances pluridisciplinaires qui permettent de mieux approcher le mystère de l'univers, de la vie et de l'humanité elle-même. Mais c'est évidemment dans le respect des règles de pluralisme et de tolérance, refusant qu'une tradition s'impose aux autres, celles donc d'une laïcité

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

ouverte, que peut s'organiser ce travail sur les enjeux spirituels et culturels de la période.

Dans cette perspective, l'exigence d'une lutte prenant la forme de la non-violence active est essentielle¹. Il s'agit ici de récuser aussi bien la forme pacifiste de la résignation aux dictatures et aux oppressions que la prétention d'imposer la démocratie par la guerre. Seule la non-violence active est cohérente avec ce double objectif. Elle passe aussi par le refus des logiques guerrières et identitaires au sein du mouvement altermondialiste lui-même. Il est nécessaire de dénoncer par exemple tout propos raciste ou antisémite, mais aussi toute manifestation de complaisance à l'égard de logiques autoritaires sous prétexte qu'elles seraient « antilibérales » – des positions que l'on a pu constater lors des manifestations contre la guerre en Irak.

Plus l'humanité sera proche d'un basculement dans la régression, plus il deviendra important qu'émerge un mouvement capable de porter la question des *intérêts vitaux de l'humanité*. Ce mouvement devra évidemment passer des alliances, notamment avec celles des institutions internationales qui sont susceptibles d'œuvrer en faveur des régulations démocratiques mondiales à construire. Il devra aussi imaginer pour l'Europe un rôle qui dépasse l'alternative habituelle entre un simple espace marchand et une nouvelle puissance géostratégique. Car si la version libérale du seul marché n'est pas acceptable, ce n'est pas non plus dans la construction d'une puissance classique en termes

1. Voir en annexe III l'« Appel pour un engagement mutuel ».

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

de dominance que réside la solution. Le monde n'a pas besoin de retrouver une Europe sous les traits dominateurs des colonialismes, des empires et des totalitarismes. Il a besoin d'une puissance *créatrice* et non *dominatrice*, d'une Europe capable de vivre la pluralité civilisationnelle, démocratique et économique, cette pluralité qui peut guider l'humanité vers son autogouvernance démocratique.

III

L'Europe face à la question mondiale et à la question humaine

L'Europe ne mènera pas à bien sa construction politique sans une vision mondiale de son rôle et des défis majeurs qui sont ceux de l'humanité pour ce siècle. Si elle se contente d'être, selon le mot de Michel Rocard, une « grande Suisse » à l'ombre des États-Unis, elle risque de rencontrer des difficultés qui deviendront vite insurmontables dans le cadre de son élargissement. La logique de l'intérêt économique est en effet totalement insuffisante pour dépasser d'une manière dynamique les contradictions qui peuvent exister entre les membres de l'Union élargie.

Il nous faut intégrer l'idée que nous sommes dans une période historique où le tragique est de retour. Face à la montée de ce que l'on pourrait appeler la double peur, peur de l'avenir et peur d'autrui, conduisant à des attitudes de repli et de rivalité, seules des stratégies permettant de prendre

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

la mesure des enjeux émotionnels, éthiques et spirituels sont susceptibles de proposer une alternative positive fondée sur la confiance, l'ouverture et la coopération. Il serait irresponsable de la part de l'Europe de suivre, à distance, la voie américaine de la posture impériale, ou d'adopter une position plus lâche de préservation de ses privilèges en échange d'un renoncement à la politique mondiale au profit des États-Unis. L'Europe doit être au contraire un laboratoire en vue de l'émergence d'une civilité planétaire qui penserait le nouvel âge de la démocratie et lierait en profondeur développement humain et développement soutenable. Il nous faut, dans cette perspective, articuler la problématique de l'Europe et celle d'un saut qualitatif de la démocratie. La façon dont l'Europe construit sa propre démocratie peut être en effet une contribution à cette mondialité à visage humain que nous *devons* mettre sur pied pour éviter d'entrer dans l'engrenage mortel d'une nouvelle guerre de civilisations.

Si l'Europe a rendez-vous avec la question du monde et avec la question humaine, c'est parce que les trois défis majeurs que nous avons analysés dans ce livre sont devant nous : qu'allons-nous faire de notre planète, qu'allons-nous faire de notre espèce et qu'allons-nous faire de notre vie ? Ces trois interrogations radicales qui s'adressent aujourd'hui à l'humanité à l'échelle mondiale, comment l'Europe les prend-elle en charge ? Le rapport entre elles pose des problèmes tout à fait considérables. La peur qu'elles suscitent peut très bien déboucher sur de grandes régressions, et en tout cas sur des processus non démocratiques. Une gouvernance, ou

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

au moins une régularisation mondiale, sera de toute façon nécessaire compte tenu de l'ampleur des enjeux. Il faudra bien prendre un certain nombre de décisions en matière écologique, économique, politico-militaire, etc., ne serait-ce que pour éviter (ou, hélas, affronter) des catastrophes environnementales, financières ou militaires, notamment celles liées au terrorisme. Mais on sera peut-être tenté de considérer que la démocratie est trop lourde et trop lente face à de tels enjeux. Le vrai risque sera alors l'émergence d'une gouvernance non démocratique¹. Le rôle de l'Europe devrait être de pousser dans le sens contraire puisqu'elle doit déjà organiser en son propre sein la tension dynamique entre une diversité (de nations, de cultures, de modèles sociétaux, etc.) et la construction d'une union qui ne peut se réduire à une dimension purement économique.

Certes, l'Europe actuelle semble davantage portée par une succession de compromis à courte vue que par une réelle ambition planétaire. On le mesure à l'écart entre les valeurs affichées, notamment dans la partie principielle de la charte des droits fondamentaux ou dans le traité constitutionnel actuellement en débat, et la réalité de politiques qui font de la concurrence un droit supérieur à la plupart des droits civiques et sociaux des États fondateurs. Un fossé dangereux se creuse qui risquerait de faire de l'Europe non un laboratoire de qualité démocratique mais un espace de « gouvernance

1. Cf. l'appel du Carrefour pour une Europe civique et sociale (CAFECS), mouvement lié à Fonda, 18 rue de Varenne, 75007 Paris.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

non démocratique »¹. Toutefois l'espoir demeure, avec la réunification européenne – terme bien préférable à celui d'« élargissement » –, qu'une telle ambition historique émane des peuples et des citoyens au-delà des petites des intérêts économiques ou politiques en jeu.

Cette ambition est de travailler non seulement à l'émergence d'une démocratie européenne, mais, dans un même mouvement, à l'émergence d'une démocratie mondiale. Cela signifie qu'il ne suffit pas de proposer une « Europe puissance » s'opposant à une « Europe espace » conçue comme un simple marché. Il faut préciser la nature de cette puissance.

Car si l'Europe donne au monde, voire à elle-même, à ses propres peuples, l'impression qu'elle renoue avec une forme de puissance de domination, alors la peur ressentie à son égard sera à la fois extérieure et intérieure. Elle sera notamment celle

1. Cette contradiction se révèle notamment, dans le traité constitutionnel soumis à ratification, par l'inclusion au traité lui-même du titre 3 reprenant les politiques économiques conservatrices déjà contestables prévues par les traités précédents et leur donnant cette fois une valeur quasi constitutionnelle. Cette observation, malgré sa gravité, ne règle pas pour autant, à mes yeux, la question du débat sur le vote ou non du traité. En effet, d'autres considérations majeures doivent être prises en compte, et notamment le risque, dans l'hypothèse d'un échec de ce traité, d'une incapacité durable de l'Europe de se construire politiquement face à la politique néo-impériale américaine. En tout état de cause, on ne peut réduire un débat aussi complexe aux positions simplificatrices des thuriféraires du oui et du non. Construire de l'intelligence collective, notamment à travers la méthodologie des « désaccords féconds » initiée par le Centre international Pierre Mendès France et le réseau CAFECES dans leur cycle « Passions d'Europe », est particulièrement nécessaire sur un tel dossier (voir annexe II).

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

des petits pays membres, qui trouveront la domination américaine plus légère que celle de la France, de l'Allemagne ou de l'Angleterre.

Si l'Europe a une fonction particulière, c'est parce qu'elle a vécu, hélas ! jusqu'à ses extrêmes limites la démonstration qu'une civilisation peut être détruite par sa propre barbarie intérieure. C'est parce qu'elle a été capable de sortir du cycle de la guerre, mais surtout de surmonter le désastre spirituel et éthique qu'a représenté la Shoah que l'Europe peut contribuer à l'invention d'une nouvelle qualité démocratique. Plus que la réconciliation franco-allemande, c'est la faculté de l'Europe à inventer un après-Auschwitz qui pourrait constituer sa pleine contribution à l'histoire d'une politique de l'humanité.

L'exemple de la défense

Je prendrai volontairement l'exemple *a priori* le plus difficile, celui de la défense, pour montrer en quoi la prise en compte par l'Europe d'une vision réellement mondiale est susceptible de changer considérablement sa propre perspective. Sur ce dossier encore très largement ouvert, l'Europe est en effet placée devant un choix dont les conséquences seront peut-être décisives pour l'ensemble de la communauté humaine. Elle peut gérer le statu quo, c'est-à-dire continuer de s'en remettre pour l'essentiel aux États-Unis, ce qui, dans les conditions actuelles, relèverait d'une irresponsabilité grave. Elle peut suivre une voie empirique en combinant une défense nucléaire autour du noyau franco-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

britannique et une défense conventionnelle avec les autres États. Ce second scénario pose d'importants problèmes de réalisation, et il est en outre incapable d'aider à résoudre la principale question de la défense mondiale, que l'on peut résumer ainsi : comment l'humanité peut-elle se défendre contre sa propre inhumanité ? L'idée de lutter contre sa propre barbarie intérieure par des armes de destruction massive comme le nucléaire est en effet absurde. Seul pourrait être admis l'usage de telles armes contre d'éventuelles chutes d'astéroïdes, mais alors d'autres technologies seraient probablement plus adaptées à la nature de la menace.

Reste pour l'Europe à envisager une troisième voie, audacieuse, qui consisterait à élaborer un nouveau concept de défense cohérent avec une perspective réellement mondiale. Dans une telle perspective, la stratégie de défense viserait à faire face aux principales menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'avenir même de l'humanité. Celles-ci peuvent être regroupées en trois grandes catégories : les risques écologiques, qui portent sur notre propre habitat terrestre, les risques « génériques », qui relèvent d'un usage dangereux de la révolution du vivant pouvant conduire à une mutation non désirée de l'espèce humaine, et les risques « chaotiques », qui résultent d'une combinaison de facteurs déclenchant des catastrophes systémiques majeures.

Dans cette troisième catégorie, nous trouvons les effets cumulatifs d'un cocktail particulièrement explosif formé par la misère et l'humiliation, la tentation d'y répondre par le fondamentalisme et la guerre de civilisations, et le dérapage possible, monstrueux, de ce terrorisme du fait de la

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

prolifération des armes de destruction massive. Si l'on ajoute à ces risques la possibilité d'une crise financière mondiale et les retombées d'épidémies accidentelles ou d'origine terroriste, on mesure quelle serait l'ampleur de la tâche de la personne en charge du « ministère de la Défense de l'humanité » ! On repère aussi immédiatement un point essentiel : les stratégies à mettre en œuvre pour y faire face ne relèvent pas de la géopolitique de puissance classique mais de la capacité à développer l'ensemble des moyens qui permettent de réduire les tensions, de contrôler, avant de les détruire, les stocks d'armements massifs, de combattre la misère, de favoriser le dialogue entre les civilisations, de réduire les risques sanitaires ou encore de stabiliser une économie financière devenue potentiellement explosive¹.

S'engager dans cette direction signifierait pour l'Europe se placer en posture anticipatrice face à ces trois grands types de risques, et faire de la soutenabilité du développement, du dialogue intercivisationnel et de la réduction des sources de violence le trépied de sa propre politique de défense. Une telle approche aurait l'avantage d'être aussi bien externe qu'interne puisque ces risques traversent l'Europe elle-même : lutter contre la misère ou promouvoir le dialogue entre cultures dans nos cités sont des préalables à la mise en œuvre d'une politique extérieure active dans ces domaines.

1. Rappelons que la totalité des avoirs des banques centrales représente seulement huit heures de transactions financières. En cas de crise financière mondiale majeure, même la Banque fédérale américaine risque de se retrouver impuissante (voir aussi annexe I).

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Même la question des systèmes d'armes se trouverait posée différemment. Lorsqu'il s'agit de protéger, de s'interposer, de faire face à des personnes ou à des groupes dotés d'armes destructives, on sait bien, pour les utiliser déjà aujourd'hui dans des opérations de police, que les armes ou les techniques de neutralisation sont mieux adaptées que des armes susceptibles de provoquer des carnages, comme les armes de destruction massive¹. Dans cette perspective, l'idée est de passer de la logique de guerre à celle de police, au sens originel du terme², en faisant de l'Europe un laboratoire pour la mise au point de ce que pourrait être une police de l'humanité. Et la fonction de police, on le sait, peut parfaitement s'exercer en complémentarité avec le droit d'ingérence si l'atteinte à des droits humains fondamentaux est avérée.

Rêve, utopie, diront les sceptiques ou les partisans du statu quo. Mais songeons aux catastrophes présentes ou à venir qui peuvent être provoquées par le prétendu réalisme des tenants de la violence, qu'ils soient du côté des terrorismes ou du côté des États : un jour viendra où elles nous montreront que la voie du véritable réalisme se situe davantage

1. Cf. le coût exorbitant des méthodes d'intervention de type russe, beaucoup plus dangereuses que celles utilisées en Europe dans des cas comparables.

2. Le terme « police » vient du mot grec *polis*, qui signifie « cité ». La fonction de police, c'est la promotion et la défense de la civilité face à la violence et à l'incivilité. Son premier objectif est donc la réduction de la violence, ce qui suppose que les acteurs engagés dans ce métier aient eux-mêmes été formés à contrôler leur propre peur et leur propre violence... Un ministre de la Police digne de ce nom devrait avoir une claire conscience de ces exigences.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

dans la promotion des « écoles de paix » que dans celle des « écoles de guerre ». N'attendons pas de nouveaux Auschwitz ou de nouveaux Hiroshima pour nous en laisser convaincre.

IV

Le choix de la France

La France, quant à elle, peut donner le meilleur d'elle-même au cœur d'un projet tout à la fois mondial et européen. Mais elle doit travailler sur sa propre ambivalence. Sa tradition universelle, qui participe de son génie quand elle est mise au service de la cause humaine, devient sa face sombre lorsqu'elle est instrumentée par la volonté de puissance : impérialisme et colonialisme l'ont bien illustré dans l'histoire. Ce temps peut paraître lointain mais il existe, encore aujourd'hui, une forme d'arrogance française qui, même si la cause défendue est juste, comme le refus de suivre l'administration Bush dans la guerre en Irak, peut finir par la desservir. On se souvient de la morgue avec laquelle le président de la République a tancé les pays nouvellement adhérents de l'Union européenne parce qu'ils avaient, eux, suivi la position américaine.

Cette attitude est malheureusement susceptible

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

de miner les meilleurs projets français. Ainsi la difficulté que nous avons à convaincre nos partenaires de l'Union de la nécessité d'une Europe qui ne se limite pas à un simple espace juridique et économique s'explique en grande partie par la peur qu'ils ont d'une entité qui porterait trop la marque d'une domination franco-allemande – la France et l'Allemagne étant deux nations dont la vision de la puissance a provoqué, dans l'histoire, des dégâts considérables.

L'arrogance française est d'autant plus dangereuse qu'elle facilite de manière symétrique une autre tendance néfaste de notre pays : sa servilité. La complaisance fascinée de nombre de ses responsables à l'égard des puissants du jour, hier l'Allemagne, aujourd'hui les États-Unis, en est la marque distinctive. La vraie alternative serait l'humilité au service de l'ambition.

On le voit, si l'on peut considérer que la démocratie est pour une collectivité l'équivalent du travail sur soi pour un individu en quête de sagesse, nous avons, nous Français, un exercice fécond à effectuer sur nous-mêmes.

Le monde a en effet besoin du meilleur et non du pire de la France. Dans un projet de citoyenneté planétaire où il s'agit de construire des formes politiques, économiques et sociales qui donnent un contenu concret à la Déclaration universelle des droits de l'homme, la France peut assumer pleinement sa vocation mondiale et européenne sans renoncer à elle-même.

Elle peut le faire notamment dans trois domaines où son histoire la rend riche d'expériences et de ressources incontestables : les conditions juridiques

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

de l'invention d'une démocratie mondiale, bien sûr¹, le dialogue entre cultures grâce à son propre métissage et, *last but not least*, l'art de vivre, ce secteur qui hérisse tant nos guerriers puritains mais où la France peut jouer un rôle pilote.

On a vu récemment un exemple spectaculaire des divergences d'interprétation sur ce dernier point avec la parution simultanée du rapport Camdessus, qui attribue le « décrochage français » à son déficit de travail, et du dossier de *Challenge*, revue pourtant proche du monde de l'entreprise, intitulé « Le bonheur en France² ».

« Le bonheur en France », éditorial d'Ivan Best

« Oui, la France est un pays apprécié des investisseurs étrangers. Oui, la productivité y est satisfaisante. [...] Le Medef, en guerre contre les 35 heures et le poids des charges qui pèsent sur les entreprises, ne peut évidemment se dire satisfait de l'état de la France. Et le patronat n'a pas à se forcer pour endosser le penchant bien français – et perceptible à tous les niveaux – pour la râlerie, la dénonciation d'une société dite bloquée, l'inéluctable condamnation au déclin. [...] La croissance, d'abord. [...] Depuis 1998, [elle] a systématiquement dépassé la moyenne de la zone euro (sauf en 2003, où elle l'a égalée). Mieux : en 2004, l'écart en faveur de pays traditionnellement

1. Voir en particulier les travaux de Mireille Delmas-Marty, du Collège de France, sur la hiérarchie des droits et les biens publics mondiaux.

2. *Challenge*, n° 233, 21 octobre 2004.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

plus dynamiques que les autres, comme la Grande-Bretagne ou l'Espagne, se réduit. En dix ans, la richesse des Français s'est accrue d'un quart, soit presque deux fois plus que celle des Allemands. L'une des raisons structurelles de ce dynamisme, rarement soulignée, est la démographie. Ce sont les femmes françaises – à égalité avec les Irlandaises – qui font le plus d'enfants en Europe, et de loin. Ces nombreux bébés sont, à court terme, le gage d'une demande accrue – il faut les nourrir, agrandir les logements à mesure qu'ils poussent – et, à moyen terme, ils rehaussent la croissance potentielle de l'économie française, puisqu'ils représenteront une main-d'œuvre supplémentaire.

« Une croissance au-dessus de la moyenne du Vieux Continent, un taux de fécondité supérieur de 35 % à celui de l'Allemagne et de 60 % à celui de l'Italie, des infrastructures incomparables. Il n'en faut pas plus pour attirer les investisseurs étrangers. Contre vents et marées, la France reste le deuxième pays du monde pour l'accueil des investissements étrangers, juste derrière... la Chine.

« Certes, mais les Français pourraient faire mieux encore, s'ils étaient moins paresseux, plus productifs, entend-on souvent. Autre rengaine : tout irait mieux si les prélèvements obligatoires n'entravaient pas le dynamisme de ceux qui veulent entreprendre. Sur le premier point, les statistiques sont formelles : de tous les pays industrialisés, la France affiche la meilleure productivité par heure de travail. Elle se situe même à 13 % au-dessus de celle des Américains, selon l'OCDE. Il est vrai que le fait de travailler moins longtemps rend, presque mécaniquement, chaque heure plus productive. Et, à considérer le PIB par tête, le bilan apparaît un peu moins flatteur. Mais il est beaucoup moins noir que ne l'avait suggéré un calcul entaché d'erreurs qui avait fait beaucoup de

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

bruit début 2002, en pleine campagne électorale. Ainsi, le classement de l'OCDE des PIB par habitant place désormais la France au même niveau que la Grande-Bretagne, loin devant l'Allemagne et l'Italie.

« Quant aux prélèvements obligatoires – et à leur contrepartie, les dépenses publiques –, ils font souvent l'objet d'analyses erronées. Tel grand patron évoque, à l'occasion d'une tribune, "le train de vie de l'État qui représente 55 % du PIB". Ce chiffre correspond effectivement à la dépense publique. Mais, pour plus de la moitié, elle est constituée de prestations sociales (santé, retraite), qui n'alimentent donc en rien le train de vie des gouvernants ou des fonctionnaires. Surtout, ces prestations – que nous envient souvent les étrangers – ont un caractère privé dans les pays anglo-saxons. Les cotisations correspondantes ne sont donc pas comprises dans les prélèvements obligatoires. Cela n'enlève rien à la nécessité en France d'une modernisation de l'État ou d'un secteur aussi décisif que celui de la recherche. En attendant, il fait vraiment bon être français. »

À l'inverse, ceux qui, comme Michel Camdessus, évoquent le déclin ou le décrochage français fondent l'essentiel de leur argumentation sur un raisonnement en termes de croissance et de quantité de travail. Pourtant, nous l'avons vu dans le chapitre que nous avons consacré aux indicateurs économiques¹, la définition de la production et celle de l'activité sont devenues hautement contestables et même largement contre-productives si l'on veut

1. Première partie, chapitre VI, « Charges et prélèvements : quand les comptes cachent des contes ».

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

s'inscrire par ailleurs, ce que prétend faire par exemple le rapport Camdessus, dans une perspective de développement durable : non seulement du fait de l'aveuglement écologique de nos indicateurs, mais aussi parce qu'ils dévalorisent systématiquement les plus-values sociales et non monétaires. C'est ainsi que le temps libre, loin d'être un temps d'inactivité, peut permettre une créativité sociale au sein d'associations, un renforcement des liens avec les proches, une plus grande qualité de vie, voire une certaine sagesse. Alors que la polémique fait rage autour des 35 heures, on n'entend pratiquement pas les femmes se plaindre de cette réforme car elle leur a permis d'ajuster de façon beaucoup plus satisfaisante leur rythme de vie à leurs enfants.

Les hommes de leur côté auraient tout avantage à s'engager dans la même direction. Les dégâts familiaux, sociaux et sanitaires de l'addiction au travail, ce que les Anglo-Saxons nomment le *work-alcoholism*, sont en effet avérés.

En témoigne le dossier spécial qu'un magazine peu suspect d'engagements alternatifs, *Enjeux-Les Échos*, a consacré à ce sujet en novembre 2004¹. Alors qu'en une s'affiche le titre « Travailler nuit gravement à la santé », encadré de noir comme les avertissements sur les paquets de cigarettes, le dossier livre notamment les chiffres suivants :

- les maladies professionnelles augmentent chaque année de 20 % depuis dix ans ;
- selon une enquête du ministère du Travail, un salarié sur cinq souffrant d'un problème de santé

1. *Enjeux-Les Échos*, n° 207, novembre 2004.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

chronique ou d'un handicap attribue celui-ci à son emploi ;

- s'agissant du stress, une étude épidémiologique réalisée par l'Institut français d'action sur le stress (Ifas) et portant sur près de 13 000 salariés met en évidence le fait que celui-ci représente un facteur de risque pour la santé de plus d'un homme sur cinq et de près d'une femme sur trois.

Et le pire, selon plusieurs experts, serait à venir. Le magazine cite ainsi les propos de François Desrioux, rédacteur en chef de *Santé et Travail* : « Les conditions de travail actuelles préparent une explosion des mises en invalidité pour des problèmes articulaires ou psychiques. » Dans l'analyse des causes de risques, les auteurs de ce dossier étonnant évoquent les conditions de la guerre économique¹ et critiquent ce que Serge Volkoff, directeur du Centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail (Creapt), caractérise comme « la recherche de la mobilisation instantanée maximale des capacités humaines ». Nous ne sommes pas très loin, on le voit, de la thèse chère à Patrick Le Lay sur la nécessité de fournir des « cerveaux disponibles » à la publicité (voir encadré p. 32). Logique du travail et logique du loisir télévisuel se rejoignent pour faire de nous des mammifères dociles mobilisés exclusivement sur les actes de production et de consommation.

On comprend mieux dans ces conditions la croissance du nombre de personnes souhaitant voir leur vie de travail raccourcie et utiliser le temps de cette « deuxième vie » pour réaliser souvent le métier ou

1. Que nous avons étudiée dans la première partie, chapitre V.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

l'activité de leurs rêves. D'une manière générale, la créativité d'une collectivité est, comme celle d'un individu, beaucoup plus développée quand les activités sont intéressantes, utiles et accomplies dans un climat humain satisfaisant. Qu'on lise le numéro spécial du *Monde Initiatives* intitulé « Vivre de sa passion » (été 2004) : on y verra la montée chez nos concitoyens d'une aspiration à inscrire leur projet professionnel en cohérence avec leur projet de vie. Qui peut prétendre sérieusement qu'il s'agit là d'un signe de déclin ou de décadence ?

En réalité, le discours récurrent d'une partie de nos prétendues élites sur le déclin français pousse plutôt à la démotivation qu'au sursaut. Et l'on peut légitimement se poser une question simple : plutôt que de *faire ce que disent* nos austères donneurs de leçons – à savoir essentiellement travailler plus avec des protections moindres –, ne serait-il pas plus sensé de *faire ce qu'ils font* ? Car enfin tous ces professeurs de rigueur jouissent eux-mêmes d'une qualité de vie exceptionnelle – profession ou activité intéressante, durée de travail suffisamment réduite pour leur permettre de voyager, de réfléchir, d'écrire et de communiquer dans les médias, haut niveau de revenus et de protection sociale... Au lieu de les obliger à s'appliquer leurs préconisations, ce qui serait douloureux pour eux et régressif pour tous, il est donc préférable de démocratiser leurs privilèges.

C'est d'ailleurs ainsi que les progrès sociaux et juridiques ont favorisé les progrès scientifiques, techniques et économiques. Le choix d'une éducation gratuite, d'un système de santé et de sécurité sociale de haut niveau, la réduction continue du

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

temps de travail dans le temps de vie expliquent largement la dynamique des sociétés occidentales. Et ces avancées ont été accompagnées à chaque étape des cris d'orfraie des possédants annonçant la ruine économique si l'on mettait en œuvre de telles mesures. La créativité d'une collectivité, la fécondité de son intelligence dépendent donc de facteurs globaux non réductibles à une vision économiste. La production matérielle est, contrairement à une idée reçue, très simple à réaliser, et elle peut même rapidement se muer, si la croissance reste purement physique au lieu d'être aussi relationnelle et spirituelle, en une surproduction dans l'agriculture et dans l'industrie. Le plus difficile à construire et à sauvegarder, c'est un lien social et politique de qualité capable de créer au sein d'une collectivité des espaces de sûreté et de confiance dont dépendent la prise de risques et le désir d'entreprendre. Sans cela, on assiste à la montée des logiques de repli sur soi et de peur.

La France doit ainsi beaucoup de son dynamisme à la qualité de son système éducatif et sanitaire, à sa vitalité démocratique, à sa capacité de métissage interculturel et à son art de vivre. Mais ces atouts sont considérés dans la vision du capitalisme puritain comme des charges, des prélèvements, des freins à la richesse. Le principal problème en France, si nous raisonnons en termes de régulation émotionnelle, c'est que la compensation de la passion de richesse par le puritanisme n'y a jamais fonctionné ; c'est par la passion de puissance que cette régulation s'est historiquement opérée. Et c'est l'acteur public qui a été le vecteur majeur de l'esprit d'entreprise, alors que le capitalisme privé,

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

au lieu de jouer la carte de la prise de risques, est resté un capitalisme rentier prompt à demander des protections à l'État. D'un côté de gigantesques aventures d'entreprise dans les domaines du transport, de l'énergie, de la sidérurgie et même de l'agriculture, secteur quasiment socialisé puisqu'il fonctionne grâce à des revenus de transfert considérables ; de l'autre de faux patrons privés qui tirent l'essentiel de leurs revenus de marchés publics, comme Dassault, Lagardère, Bouygues ou d'autres patrons rentiers se défaussant de leurs responsabilités d'actionnaires, à l'instar de l'emblématique baron Seillière lors de la crise d'Air Liberté, dont il était l'un des principaux actionnaires.

Une véritable libération des énergies n'implique pas, comme on le prétend souvent, d'exonérer toujours davantage les plus riches de leurs impôts ou de leurs charges sociales au motif qu'ils vont créer des entreprises et des emplois. Car les plus riches préfèrent épargner plutôt que d'investir, l'économie spéculative étant infiniment plus rentable que l'économie réelle. Depuis qu'on multiplie à leur intention les avantages de toute nature, on n'a jamais vu le chômage reculer de manière significative. C'est au contraire quand on facilite directement le potentiel créateur des catégories plus modestes, à commencer par celle des jeunes, que des reculs significatifs du chômage sont enregistrés, comme l'ont montré les plans « emplois jeunes » du gouvernement Jospin.

Libérer des énergies économiques tout autant que culturelles, sociales et civiques suppose ainsi de réunir trois conditions majeures, qui sont précisément celles d'une politique de l'art de vivre :

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

- organiser l'accès à des métiers motivants et réduire de plus en plus le temps de travail marqué par la pénibilité ou la dépendance ;
- favoriser la volonté d'entreprendre par la création pour tous les citoyens d'une sécurité minimale tant en termes de revenus que de protection sociale ;
- élaborer de véritables politiques des temps de vie construites sur la totalité de la durée de l'existence, depuis l'accompagnement de la naissance jusqu'à celui de la mort, alors que les politiques d'aujourd'hui sont polarisées pour l'essentiel sur une vision réductrice de la notion d'activité.

On le voit, il nous faut changer profondément notre vision de l'exigence et de l'excellence. Si des efforts considérables sont à accomplir, c'est dans la voie de cette « sobriété heureuse » dont parle Pierre Rabhi, de cette « abondance frugale » qu'évoque Jean-Baptiste de Foucauld, de ce que serait réellement une économie et une société de l'être, et donc au sens précis du terme « bien-être », plutôt qu'une société toxicomane organisée autour de la rivalité et du désir de possession. Ce n'est pas d'une croissance du PIB et du travail que nous avons besoin mais d'une meilleure qualité de nos indicateurs de santé sociale et d'une libération des énergies favorisant la multiplication d'activités et d'échanges dont beaucoup, parce qu'ils seront non monétaires, ne seront pas comptabilisés dans nos statistiques économiques classiques. Et rien ne vaut, pour donner l'exemple, que d'appliquer pour de bon la part positive du rapport Camdessus, celle qui prône notamment la suppression des niches fiscales et la modération des hauts revenus. Deux

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

propositions nées au sein des mouvements civiques et de l'économie sociale et solidaire auraient ainsi toute leur place dans une politique de l'art de vivre : la monnaie d'utilité écologique et sociale (le SOL) et un véritable revenu maximal acceptable (RMA)¹.

Tous ces éléments peuvent et doivent être au cœur du rendez-vous démocratique majeur que sera, pour la France, l'année 2007. Une initiative intitulée « Objectif civique 2007 » propose ainsi aux citoyens une réappropriation démocratique des élections passant par un changement de rapport au pouvoir, un pouvoir à créer plutôt qu'à prendre, organisé autour du droit d'initiative civique (voir annexe II).

Dans cette perspective, c'est l'intelligence collective et la qualité démocratique qu'il s'agit de promouvoir. La démocratie est en effet un gisement largement en friche dont les potentialités sont loin d'être pleinement exploitées. L'intelligence est souvent la ressource la plus mal utilisée dans un cadre collectif². La plupart des blocages résultent moins de désaccords à proprement parler – dont le contenu cognitif serait riche – que de « procès d'attention », c'est-à-dire d'un cocktail de procès d'intention et de manque d'attention à l'égard des positions d'autrui, débouchant sur le malentendu au sens fort du terme. C'est ce que le projet « Objectif civique 2007 » nomme la « construction des désaccords », qui permettrait de donner au pluralisme politique, social et culturel tout son sens.

1. Sur ces deux points, voir plus haut, p. 143 et suivantes.

2. Voir le site Web très stimulant de Jean-François Noubel, www.thetransitioner.org, sur l'intelligence collective.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

La France s'honorerait d'être un des premiers pays au monde à s'engager dans ce que le Conseil national des villes a justement appelé la « haute qualité démocratique ».

V

Que le meilleur gagne !

Il nous faut donc progresser vers une démocratie qui se définirait moins par le pouvoir quantitatif d'une majorité que par le processus qualitatif permettant de passer de la simple opinion à la formation d'un jugement civique. Certes, à l'ère industrielle, la conquête du suffrage universel a permis, par le nombre de suffrages populaires, de sortir des régimes censitaires et de faire progresser simultanément droits politiques et droits sociaux. Mais ce droit quantitatif est aujourd'hui doublement insuffisant. D'abord parce qu'il n'est, sauf exception, même plus celui de majorités ; il est devenu au contraire celui de minorités capables d'exploiter à leur profit le système électoral par le jeu combiné du contrôle des candidatures, du pouvoir financier et médiatique et de la désaffection croissante d'une partie de la population. Ensuite parce que la plupart des enjeux auxquels les collectivités humaines

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

doivent faire face, du niveau local à l'échelle planétaire, ne se résument pas à des choix binaires et simples mais exigent au contraire, en situation de complexité et d'incertitude, un haut niveau de jugement civique, tant dans la formation des diagnostics que dans le traitement des problèmes. La qualité démocratique ainsi entendue devient alors proche, pour une collectivité, de ce « travail sur soi » qu'accomplit une personne lorsqu'elle cherche à faire émerger le meilleur d'elle-même. L'actualité nous offre en permanence des situations de ce type. En évoquant plus haut l'ambivalence française quant à l'universalité, sa face sombre et sa face lumineuse, nous étions sur ce terrain, tout comme lorsque nous abordions la capacité de l'Europe à dépasser ses propres peurs et petitesesses.

Ces considérations valent pour tous les peuples : aucun n'est exonéré du risque de barbarie, même ceux qui en ont été historiquement victimes. À la différence d'une géopolitique de la puissance et de la rivalité, une géodémocratie (et une géo-écologie) se préoccupe en permanence non de la domination présente ou future des nations ou des empires mais de la qualité de leur lien civique, culturel, social ou environnemental, car de cette qualité dépend l'avenir de l'humanité dans son ensemble. Il importe moins par exemple de savoir si la Chine tiendra dans trente ans la place qui est celle des États-Unis aujourd'hui que de savoir si elle mettra sa sagesse millénaire au service d'une humanité capable de combattre sa violence intérieure et son rapport destructeur à la nature.

Il en est de même pour l'avenir des grandes traditions religieuses, qui portent dans leur histoire le

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

meilleur et le pire du rapport que les êtres humains entretiennent avec le mystère de l'univers. Allons-nous revivre un cycle de croisades et de guerres de religion, ou saurons-nous construire le dialogue entre le meilleur des religions du Livre, leur message d'espérance, et le meilleur des spiritualités d'Orient, leur message de sagesse ? Cette qualité démocratique que nous devons promouvoir, c'est donc bien : « Que le meilleur gagne ! » Le meilleur entendu non pas dans une logique de rivalité, mais comme le plus à même de traiter positivement l'ambivalence humaine.

VI

Articuler transformation personnelle et transformation collective

Si, comme nous l'avons vu, les enjeux émotionnels sont pleinement des enjeux politiques, il nous faut articuler deux approches présentées traditionnellement comme opposées : d'une part changer les structures ou les mentalités, d'autre part changer la vie ou changer de vie. D'abord en montrant en quoi elles se conditionnent mutuellement ; ensuite en travaillant sur le niveau médian (ou méso) d'articulation et de transformation capable d'impulser des autorégulations positives.

L'articulation mentalités/structures doit d'abord être pensée à l'endroit, c'est-à-dire à l'envers de l'approche traditionnelle. Ce sont les bouleversements de mentalité qui, sur une longue période, produisent les effets les plus importants. Certes, il existe une relation systémique entre les deux catégories de changement : Bouddha, Socrate, Jésus, Mahomet ou Marx n'étaient pas des extraterres-

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

tres ; leur pensée, leur parole et leur action se sont inscrites dans des états économiques, sociaux et politiques déterminés qui ont marqué leur propre vision du monde.

Mais il reste que, à des moments cruciaux de l'histoire, une manière radicalement neuve de regarder le monde et de lui donner sens a produit des bouleversements culturels qui ont survécu bien au-delà des conditions structurelles dans lesquelles elle avait émergé. Et les facteurs médians, qu'ils soient eux-mêmes individuels (Platon pour Socrate, saint Paul pour Jésus, Lénine pour Marx, etc.) ou collectifs (les Églises, les écoles, les Internationales...), sont à dominante culturelle. La raison de cette supériorité du mental sur le « structurel » (au sens des infrastructures matérielles) est au fond assez simple : ce qui différencie l'humain des autres espèces, c'est précisément son mental. C'est de lui que procèdent parole, activité réflexive et imaginaire. Aucune production économique si purement matérielle soit-elle n'est possible sans pensée, sans parole et sans imagination.

Cette inversion dans l'ordre des effets est essentielle pour construire à l'échelle planétaire une alliance qui mette en rapport la préservation des « biens communs » de l'humanité avec celle de l'humanité elle-même, menacée par sa part d'inhumanité.

VII

Un projet pour réussir les rendez-vous critiques de l'humanité

C'est l'objet d'une grande initiative internationale, le projet « Dialogues en humanité », que de sonner le tocsin tout en montrant que l'humanité peut, en même temps qu'elle assure sa survie, franchir un saut qualitatif décisif dans son histoire.

L'une des premières manifestations organisées a été une série de rencontres internationales autour de sept défis majeurs sur lesquels l'humanité va jouer son avenir dans le siècle qui vient. Outre le défi écologique, dont le réchauffement climatique n'est que la face la plus spectaculaire, six autres ont rassemblé des autorités locales, des responsables d'institutions internationales, ainsi que des acteurs de la société civile internationale et du mouvement altermondialiste¹. Le premier concerne la menace

1. Ces dialogues bénéficient du soutien actif de la ville de Lyon et de son maire, Gérard Collomb. On peut consulter les textes

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

croissante que représentent les armes de destruction massive dans le contexte de crise de la dissuasion nucléaire. Le deuxième a rapport avec la misère et l'humiliation, dont la rencontre constitue un cocktail explosif. Le troisième porte sur l'alternative aux nouvelles guerres du sens qui sont à la racine des fondamentalismes, exprimées de façon caricaturale par ce que l'on pourrait appeler l'« axe Bush-Ben Laden ». Le quatrième tourne autour de la révolution du vivant, dont le couplage avec la mutation informationnelle, en produisant une maîtrise et une faculté de production de la vie inédites, peut aussi, s'il est mal utilisé, nous conduire à une forme de « post-humanité ». Deux défis, enfin, font l'objet d'une approche transversale : la capacité de l'humanité à traiter sa propre part d'inhumanité ; l'émergence d'une citoyenneté mondiale et d'une démocratie planétaire.

L'une des priorités, dans cette perspective, est de détecter quels sont, dans le monde contemporain, les personnes et les groupes porteurs de visions culturelles et spirituelles (au sens non réducteur du terme) susceptibles de jouer un rôle essentiel pour faire advenir l'idée que l'humanité est entrée dans une nouvelle ère de son histoire et qu'elle a besoin de nouveaux cadres conceptuels, culturels et éthiques pour accompagner cette grande mutation. C'est maintenant qu'il nous faut repérer ces forces de vie face aux pulsions mortifères qui menacent dangereusement notre famille humaine.

de référence sur le site Web de la communauté urbaine, www.millenaire3.com.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

L'émergence des créatifs culturels

Lors de la rencontre internationale des réseaux de l'économie sociale et solidaire qui s'est tenue à Québec en octobre 2001, un appel à la création d'un « Réseau mondial de coopérateurs ludiques » a été lancé. Derrière cette formulation volontairement humoristique, il s'agit de montrer, face aux logiques guerrières et puritaines que nous avons analysées, que les logiques de coopération constituent un enjeu stratégique global mais qu'on ne saurait les mettre en œuvre dans le cadre d'un modèle de militantisme « sacrificiel », où la dimension personnelle est trop souvent occultée. Dans le même esprit, un séminaire a été organisé, lors du premier Forum social mondial de Porto Alegre, en 2001, sur le thème « Transformation personnelle et transformation collective ». Il a donné naissance en France à une association : Interactions, transformation personnelle, transformation sociale, qui cherche à articuler au lieu de les opposer ces deux dimensions fondamentales¹.

Comme l'ont montré deux chercheurs américains², de nouvelles manières de vivre sont déjà apparues et touchent une proportion beaucoup plus considérable qu'on ne l'imagine de la population adulte du monde occidental (ils l'estiment entre 12 et 25 %). Ce mouvement est en grande partie souterrain, car ses membres se croient marginaux, et

1. www.interactions-tpts.net.

2. Paul Ray et Sherry Anderson, *L'Émergence des créatifs culturels*, Yves Michel, 2001.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

invisible aux yeux de l'*establishment*. C'est lui, pourtant, qui pourrait expliquer l'engouement pour les « métiers-passion », qui pousse des jeunes à renoncer à des carrières fortunées et des seniors à prendre leur retraite prématurément pour exercer enfin l'activité de leurs rêves. C'est lui qui sous-tend le phénomène de recherche de qualité de vie et de fuite des grandes villes, que l'on réduit trop souvent à un phénomène « néorural ». C'est lui encore qui permet de comprendre les succès d'édition autour de tout ce qui touche au développement personnel.

Sans ce processus, qui représente la réponse positive à la montée des pulsions mortifères, le monde irait beaucoup plus mal qu'il ne va actuellement. Difficile à imaginer dans un contexte où les médias nous font croire que le banal, c'est ce qui se passe bien, et la nouvelle, ce qui se passe mal¹. Rares sont par exemple les émissions de télévision ou même de radio qui cherchent à comprendre que deviennent Beyrouth, Dubrovnik ou Sarajevo, dont on nous parlait chaque jour il y a quelques années lorsqu'elles étaient sous les bombes. Pourtant, si nos sociétés fonctionnaient vraiment en conformité avec ce que nous voyons au journal télévisé, les violences et les catastrophes de toute nature constitueraient la majeure partie de notre vie quotidienne. En réalité, comme le disait Gandhi, même au cœur des situations de violence, la part des actes de non-violence reste la plus importante. Même au cœur des sociétés de marché, où l'argent est théo-

1. Saluons à cet égard l'initiative de *Reporters d'espoir*, magazine publiant chaque année les meilleurs reportages source d'espérance à propos de situations pourtant dramatiques.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

riquement roi, l'essentiel des activités humaines continuent d'être régies par d'autres motivations. La question « Pourquoi ça ne va pas plus mal ? » est donc une question tonique qui nous permettrait de mieux repérer les forces de vie dont nous avons besoin pour résister aux logiques de peur et de rivalité qui deviennent obsédantes.

Tel est le terreau sur lequel il nous faut construire, en aidant ce mouvement culturel et sociétal à se révéler à lui-même. Car, dans la bataille mondiale où l'humanité peut se perdre du fait de sa propre barbarie intérieure, des forces immenses, pour filer la métaphore de l'appel du 18 Juin, n'ont pas encore donné. Non pas des forces de guerre, mais des forces de résistance active non violente ; non pas des forces de domination, mais des forces d'émancipation ; non pas des forces régressives, mais des forces de progression.

C'est dans une tension dynamique entre les dimensions mondiale et personnelle des transformations que nous devons situer la recherche d'alternatives positives, comme en témoigne l'appel des « créatifs culturels » lancé à l'occasion de l'un de leurs rassemblements internationaux.

Appel des créatifs culturels¹

« Notre objectif est de participer à l'émergence d'une prise de conscience active pour le changement indispensable à la survie des générations futures.

1. Voir aussi le site www.culturalcreatives.org.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

« Marquer l'arrêt et indiquer par le symbole de notre Alliance le chemin d'un autre monde possible, d'un nouveau départ.

« Nous ne savons pas, bien sûr, quels seront les effets à court terme et les répercussions positives d'un rendez-vous commun à plusieurs pays, dans le même temps.

« On peut cependant imaginer que le rassemblement massif de divers mouvements écologistes, sociaux, confédérations et associations, pourrait créer ce champ du possible et permettre la réalisation d'un objectif commun, dans la reconnaissance de ce qui nous unit. La richesse est dans le questionnement.

« Certains appellent "créatifs culturels" ceux et celles qui participent et agissent pour l'émergence de nouvelles formes d'action et de compréhension de la Vie et du Monde. Leurs caractéristiques et leurs valeurs sont l'écologie, la non-violence, la fraternité, une spiritualité laïque et tolérante, la quête de soi, le pragmatisme, la solidarité...

« Dans ce sens, l'idée est de rejoindre et d'amplifier cet élan déjà existant. »

Comme le note Castoriadis dans son beau texte *Les Carrefours du labyrinthe* : « Ce qui est requis est une nouvelle création imaginaire qui mettrait au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation, qui poserait des objectifs de vie différents pouvant être reconnus comme valant la peine. [...] Telle est l'immense difficulté à laquelle nous avons à faire face. Nous devrions vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

sa place comme simple moyen de vie humaine et non comme une fin ultime. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains¹. »

Il ne s'agit pas, on l'aura compris, de renouer avec des visions nostalgiques prémodernes. Il nous faut au contraire garder le meilleur de la modernité, dont le mot clef est l'émancipation, sans en avoir le pire, la chosification et son double, la marchandisation. De même, nous pouvons conserver le meilleur des sociétés de tradition, l'exigence spirituelle et la force du lien de proximité, en nous débarrassant du pire, le pouvoir oppressant d'une société rurale et religieuse. Nous ne sommes pas condamnés à raisonner de manière binaire : lutter contre la marchandisation du monde ne signifie pas souhaiter le retour d'une économie administrée ; défendre une laïcité ouverte aux traditions spirituelles n'implique aucune complaisance envers les intégrismes ; refuser les ravages de l'individualisme n'empêche en rien la construction positive d'une « démocratie d'individus² » ; promouvoir les droits universels des êtres humains, en commençant par les plus bafoués, comme ceux des femmes, n'entraîne en aucune manière le refus de la diversité des cultures. Dans chaque cas, au contraire, les tensions dynamiques entre des pôles apparemment contradictoires permettent de faire bouger des

1. Cité par Jacques Robin, *Changer d'ère, op. cit.*

2. Pour reprendre le titre suggestif du livre de Joël Roman, *La Démocratie des individus*, Calmann-Lévy, 1998.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

lignes. Ainsi, l'exigence d'une tension vers l'universel intègre le meilleur des traditions culturelles s'il s'agit d'un universel à construire¹ et non de la projection mondiale de la culture occidentale. De même, l'émergence d'une citoyenneté planétaire, de formes de démocratie mondiale, n'a évidemment rien à voir avec l'imposition par la force d'un modèle de type américain.

Les médiations transformatrices

Ces bouleversements culturels, cependant, ne produisent réellement des effets à long terme que s'ils sont portés par des « milieux de propagation ». C'est ici que le rapport aux changements structurels est important. Il faut réunir des conditions minimales pour qu'il y ait émergence et propagation de ces imaginaires : si une collectivité est complètement mobilisée par sa survie, elle ne sera pas source de culture. Ce simple rappel justifie toutes les formes d'action mondiale en faveur du développement et de la paix que cette alliance en formation doit susciter ou soutenir. Mais à ces conditions d'émergence on doit ajouter des médiations transformatrices.

Celles-ci relèvent en grande partie de « régulations émotionnelles », ou de ce que j'ai déjà appelé, à l'instar des écosystèmes (notre rapport à la nature) et des sociosystèmes (notre rapport aux structures économiques et sociales), des émosystèmes, qui représentent l'environnement émo-

1. Voir Michel Serres, *L'Incandescent*, Le Pommier, 2003.

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE...

tionnel dans lequel vivent les collectivités tout autant que les individus.

Prenons l'exemple de deux transformateurs passionnés qui ont relativement bien fonctionné et sont aujourd'hui en crise faute de régulation mondiale : la démocratie et le marché. La première régule la passion de pouvoir en la pacifiant, le second régule la passion de richesse en la faisant concourir à l'échange. D'autres transformateurs existent au sein des sociétés : les mutuelles et les assurances, par exemple, créent des logiques coopératives entre des individus poursuivant leurs intérêts propres.

Une telle logique transformatrice n'est efficace cependant que si une partie au moins des acteurs a clairement conscience des raisons pour lesquelles le mécanisme fonctionne. Sans démocrates sincères, sans mutualistes passionnés, sans acteurs convaincus qu'un marché a besoin de confiance et de paix, il vient un moment où le processus d'autorégulation s'inverse : la démocratie se réduit à une pure lutte pour le pouvoir, le mutualisme tourne au corporatisme et le marché cède la place à une logique d'accaparement connue sous le nom de capitalisme¹. Or la phase que nous traversons actuellement marque précisément la crise des grands mécanismes d'autorégulation qui avaient structuré les années 1960 et 1970. D'un côté, l'absence de régulation internationale politique, juridique et

1. Voir le livre incisif d'un des grands économistes contemporains, J.K. Galbraith, *Les Mensonges de l'économie*, Grasset, 2004, où il analyse l'euphémisation du « capitalisme » en « économie de marché ».

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

financière a empêché ces mécanismes producteurs d'échange et de coopération d'atteindre une taille mondiale. De l'autre, la prédominance d'une idéologie individualiste et cynique a détruit la substance même de ces processus.

Cela constitue donc un double défi que d'aider à l'émergence d'une vision mondiale fondée sur la logique coopérative et de déterminer à quelles conditions les mécanismes d'autorégulation qui ont bien fonctionné au niveau de territoires plus restreints pourraient être transposés à l'échelle planétaire.

Conclusion

Grandir en humanité

L'humanité dont il s'agit de sauvegarder les conditions de survie et de développement ne se résume pas à l'espèce biologique. Il ne va pas de soi en effet qu'une espèce qui a dominé ou détruit une bonne partie des autres formes de vie et développé une sauvagerie inédite à son propre endroit mérite d'être préservée. L'humanité digne d'attention, ce n'est évidemment pas celle qui a inventé les massacres et les carnages, les génocides et les faits totalitaires. C'est celle porteuse d'un potentiel à peine exploré d'humanisation qui devrait constituer la suite, sur les plans culturel, éthique et politique, du processus d'hominisation entamé sur le plan biologique il y a plusieurs dizaines de millions d'années. Nous ne sommes pas des *Homo sapiens*. Nous avons à le devenir si nous voulons échapper aux logiques destructrices que les nouvelles formes

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

de guerre civile imposent à notre communauté humaine.

Le grand problème qui nous fait face, c'est en effet de savoir que faire de notre désir et de notre conscience de la mort. Dans cette perspective, la question fondamentale de la valeur, du bien-être, devient : comment grandir en humanité, ou comment construire un voyage de vie passionnant sur les plans tant individuel que collectif ? Vivre intensément ce voyage ne signifie évidemment pas qu'il sera un « long fleuve tranquille », ni qu'il ne sera traversé par aucune épreuve ou souffrance. Le métier d'être humain, le « ministère d'humanité », est certainement l'une des formes les plus difficiles du voyage de la vie, car c'est un voyage conscient. Il ne peut être pleinement vécu que si nous prenons garde à ne pas borner notre projet de vie à celui d'un « mammifère consommant », pour reprendre une expression suggestive de Catherine Dolto¹ !

Mais nous ne pourrons « grandir en humanité » qu'à la condition que nos systèmes de référence collective ne nous maintiennent pas dans un état infantile. Or les deux grandes idéologies du XIX^e et du XX^e siècle se sont construites soit, à l'instar du collectivisme, sur la nostalgie du stade fusionnel, soit, comme le capitalisme, sur un modèle de comparaison rivale correspondant en réalité au processus d'individuation qui se met en place, pour l'essentiel, entre 3 et 7 ans².

1. Prononcée lors de la session de Dialogues en humanité préparatoire au Sommet mondial des villes sur l'information.

2. Ce qui ne veut pas dire que le jeune enfant n'est pas lui-même ambivalent. On peut en fait dès cet âge l'éduquer aussi à des attitudes coopératives.

CONCLUSION

Or, entre 7 et 77 ans, il y a de la marge, pour un individu mais aussi pour une collectivité ! Et on peut grandir en humanité sans être condamné au retour à la régression fusionnelle, qui ferait disparaître notre individuation, ou encore à la stagnation au stade infantile, dans lequel le capitalisme et la société de marché nous maintiennent en nous faisant croire que nous ne pouvons exister comme individus qu'en considérant les autres comme des rivaux.

En réalité, grandir en humanité dans la création et dans la coopération avec autrui est possible si notre désir se situe dans l'ordre de l'être, et non de l'avoir et de la possession. Tout ce que je ferai au niveau individuel pour vivre ma vie intensément, pour être à la bonne heure, sera aussi une occasion d'être mieux dans mes rapports avec l'univers (recherche de la beauté et de la vérité), avec autrui (l'amitié comme alternative à la rivalité) et avec moi-même (la sérénité comme alternative à la guerre, ou à la tension intérieure).

Bruno Bettelheim a montré, dans sa célèbre *Psychanalyse des contes de fées*¹, combien il est important, pour l'enfant qui connaît le tourbillon de ses émotions intérieures et sait qu'il ne correspond pas au modèle idéal de l'enfant innocent que lui renvoient les adultes, de pouvoir s'identifier à travers les contes à des êtres qui, comme lui, vivent des émotions contradictoires. Car nous sommes tous, à des degrés divers, des métis, et notre métissage est autant physique qu'éthique et psychique : la part de

1. Bruno Bettelheim, *Psychanalyse des contes de fées*, Robert Laffont, 1976.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

liberté qui est la nôtre crée en permanence une marge de jeu qui peut nous faire évoluer individuellement et socialement, le long d'un spectre très large d'attitudes, qui vont du meilleur au pire.

Sortir des logiques binaires est donc essentiel si l'on veut traiter positivement le problème politique central de ce siècle en train de naître dans la violence : l'humanité ne peut apprendre à s'autogouverner que si elle construit sa pacification sur la lutte contre sa propre inhumanité, bref si elle est capable de s'attaquer à sa propre « maltraitance ».

Sortir des logiques de peur

Car la grande difficulté de l'homme, quel que soit l'état de la technique à un moment donné, a toujours été le désamour et la peur. C'est par peur de l'avenir et par peur d'autrui que des êtres humains accumulent de la richesse ou du pouvoir au détriment d'autres, placés ainsi artificiellement en situation de pénurie. Dans nos sociétés contemporaines obsédées par la compétitivité, la peur de la vieillesse et de la mort conduit à un formidable accaparement mondial de richesses à travers le financement, *via* les fonds de pension, de la retraite des personnes âgées d'Occident et singulièrement des États-Unis. Les centaines de milliards de dollars du déficit américain qui ont alimenté la croissance artificielle de Wall Street ces dernières années viennent en grande partie de cette ponction sur la richesse mondiale.

Nous l'avons dit : nos sociétés sont malades, au sens propre et pas seulement figuré, de la for-

CONCLUSION

midable angoisse que génèrent le discours économique et le discours médical dominants, dont le point commun est de considérer la vie comme un combat et la mort comme un échec. Les humains qui adhèrent à une telle vision sont naturellement conduits à passer l'essentiel de leur existence à se droguer de multiples manières pour tenter d'oublier une histoire qui les condamne à la solitude et au non-sens. Tous ne jettent pas leur dévolu sur des drogues dures, ni même sur d'autres substances reconnues comme toxiques, tels le tabac, l'alcool ou les tranquillisants ; certains se droguent aussi à l'argent, au travail ou au pouvoir...

C'est donc à une véritable entreprise de désintoxication qu'il nous faut nous atteler, et, comme toute entreprise de ce genre, elle n'est possible que si un mieux-vivre est possible. C'est pourquoi l'art de vivre, la capacité à surmonter la peur et le développement de logiques de coopération constituent les axes majeurs d'un projet politique pour le siècle, un projet qui prendra la forme d'une vision et d'une stratégie positives de la mondialité.

Nous parviendrons ainsi, comme l'écrivent Anne Brigitte Kern et Edgar Morin dans *Terre-patrie*¹, à sortir de l'âge de fer planétaire et à accomplir un progrès significatif dans la voie de l'humanisation, après avoir franchi – non sans mal, on le voit dans le documentaire *L'Odysée de l'espèce*² – les

1. Anne Brigitte Kern et Edgar Morin, *Terre-patrie*, Seuil, 1993.

2. Documentaire réalisé sous la responsabilité scientifique d'Yves Coppens et montrant les principales étapes, souvent critiques et d'ailleurs liées à des changements climatiques, du processus d'homínisation.

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

différentes étapes biologiques de l'hominisation. Tel pourrait être le *désir d'humanité* qui serait au cœur d'un projet à la fois pleinement personnel et pleinement politique pour le siècle que nous allons inventer.

ANNEXES

Annexe I

SUR LES NOUVELLES APPROCHES MONÉTAIRES ET LE PROJET SOL

Entretien avec l'auteur publié dans *Politis*, hors-série n° 40, « Finances solidaires : où va votre épargne ? », novembre-décembre 2004, à propos de son rapport *Reconsidérer la richesse*¹.

1. La mission « Nouveaux facteurs de richesse » avait été confiée à Patrick Viveret, conseiller à la Cour des comptes, par Guy Hascoët, à l'époque secrétaire d'État à l'Économie solidaire. Outre le rapport *Reconsidérer la richesse*, cette mission a organisé en mars 2002 une rencontre internationale en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Lionel Jospin, alors Premier ministre, et Jacques Chirac ont manifesté à cette occasion par des messages leur intérêt pour cette démarche. Bien que « maintenue » ensuite à la demande du président de la République, cette mission n'a pas disposé de moyens réels du gouvernement Raffarin. Elle a été interrompue de fait lors du remaniement ministériel de mars 2004 qui a vu la DIES (Délégation interministérielle à l'innovation et à l'économie sociale) rattachée au ministère de la Jeunesse et des Sports, élargi à la Vie associative. Aucune raison de fond ni aucun courrier n'ayant expliqué cet arrêt, plusieurs associations membres du collectif « Nouvelles richesses », parmi lesquelles Attac,

POURQUOI ÇA NE VA PAS PLUS MAL ?

Les dysfonctionnements des systèmes conventionnels ont suscité la création de systèmes monétaires complémentaires. Quels sont ces dysfonctionnements ?

Il y a en effet, d'abord, une justification macroéconomique aux projets de monnaies que l'on évoque sous les concepts variables et encore imprécis de monnaies (ou de crédits) sociales, solidaires ou complémentaires. Pour ma part je préfère les caractériser par leur utilité écologique et sociale et parler d'un « système d'échanges coopératif d'utilité écologique et sociale » (SECUES). Ces projets ont d'abord pour caractéristique de chercher à répondre à des dérèglements majeurs des monnaies dominantes et surtout à leur dépendance de plus en plus dangereuse à l'égard des marchés spéculatifs. La principale fonction de la monnaie, sa justification historique, est, on le sait, de faciliter l'échange et l'activité entre les êtres humains en établissant une unité de compte commune et en créant un espace de confiance (d'où le terme « monnaie fiduciaire », qui signifie « confiance »), cet étalon permettant un échange très supérieur à ce que permettent des formes comme le troc.

Or cette fonction première est aujourd'hui gravement mise en cause par deux phénomènes symétriques : une « sous-monétarisation » pour les 3 milliards d'êtres humains qui n'ont pas accès au crédit bancaire ou vivent avec moins d'un ou deux dollars par jour. Pour eux, cela signifie que la monnaie ne remplit pas sa fonction

Emmaüs, le Secours catholique, Solidarités nouvelles contre le chômage, etc., se sont adressées au président de la République pour souhaiter la poursuite de ces travaux. La réponse se fait toujours attendre... Faut-il y voir le signe d'un certain décalage entre les proclamations internationales et la réalité des politiques menées en France ?

